



COMPAGNIE
EUROPÉENNE
DE GARANTIES
ET CAUTIONS

COMPAGNIE EUROPEENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS

RAPPORT SUR LA SOLVABILITE ET LA SITUATION FINANCIERE

2021

SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
1. ACTIVITE ET RESULTATS	11
1.1. Présentation générale de la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions	11
1.2. Organisation de la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions	11
1.3. Activités exercées par la Compagnie	12
1.4. Le modèle économique	14
1.5. Résultats de souscription	15
1.6. Résultats des investissements	16
2. INFORMATION GENERALE SUR LE SYSTEME DE GOUVERNANCE	18
2.1. Organisation et fonctionnement du système de gouvernance	18
2.2. Politique de rémunération	20
2.3. Exigences de compétence et d'honorabilité des dirigeants effectifs et des fonctions clés	21
2.4. Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité	22
2.5. Système de contrôle interne	28
2.6. Fonction d'audit interne	32
2.7. Fonction actuarielle	33
2.8. Sous-traitance	34
3. PROFIL DE RISQUES	35
3.1. Risque de souscription	36
3.2. Risque de marché	43
3.3. Risque de crédit	47
3.4. Risque de liquidité	48
3.5. Risque opérationnel	48
4. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE	51
4.1. Actifs	51
4.2. Provisions techniques	53
4.3. Autres actifs et autres passifs	57
5. GESTION DU CAPITAL	61
5.1. Fonds propres	61
5.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis	63
5.3. Utilisation du sous-module risque action fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis	64
5.4. Différence entre la formule standard et le modèle interne utilisé	64
5.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis	70
5.6. Autres informations	70
6. ANNEXES	71
7. GLOSSAIRE	81

INTRODUCTION

Le présent rapport constitue le Rapport sur la Solvabilité et la Situation Financière (*Solvency and Financial Condition Report* – SFCR) de la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions pour l'exercice 2021, conformément à l'article 51 de la Directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009, transposée par l'ordonnance n° 2015-378 du 2 avril 2015, sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice « Solvabilité II ».

Ce rapport a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions du 5 avril 2022. Il n'a pas fait l'objet d'une revue par les commissaires aux comptes de la Compagnie.

Les informations présentées dans ce rapport sont établies sur la base des éléments connus au 31 décembre 2021.

Présentation de l'information

Dans ce rapport, « la Compagnie » désigne la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions (CEGC).

L'unité d'expression est en général indiquée, en euros, en milliers ou millions. Ces montants peuvent avoir été arrondis. Des différences liées aux arrondis peuvent exister, y compris pour les pourcentages.

Les éléments quantitatifs présentés dans ce document le sont sur base statutaire, en normes comptables françaises pour l'activité, et en norme Solvabilité II pour les éléments prudentiels.

Les indicateurs financiers utilisés dans ce rapport pour montrer la performance et la situation financières de la Compagnie ne renvoient pas à des définitions standardisées et ne peuvent être comparés à des indicateurs ayant une dénomination similaire utilisés par d'autres sociétés.

SYNTHESE

La Compagnie Européenne de Garanties et Cautions est une société d'assurance agréée, détenue à 100 % par BPCE SA.

La Compagnie intervient dans le cadre des agréments qui lui ont été donnés en application de l'article R. 321-1 du Code des assurances, principalement pour la branche 15 (cautions directes et indirectes), mais aussi les branches 13 (responsabilité civile générale), 8 (incendie et éléments naturels) 9 (autres dommages aux biens, risques divers), et 16 pertes pécuniaires diverses (Garanties Loyer Impayé).

La Compagnie exerce ses activités principalement en France et dispose des agréments en LPS (Libre Prestations de Services) pour exercer son activité au sein des pays suivants : Luxembourg, Belgique, Autriche, Espagne, Italie, Hongrie, Pays Bas, Pologne, Portugal et République Tchèque.

ACTIVITE 2021

Chiffres clés

Les indicateurs de la Compagnie présentés ci-après, sont issus au 31 décembre 2021 :

- des comptes sociaux pour les données de compte de résultat ; et
- des normes prudentielles Solvabilité II pour les données de bilan.

En millions d'euros - normes françaises	2021	2020
Données du compte de résultat		
Chiffre d'affaires (hors produits annexes)	668	604
Résultat de souscription	42	49
Résultat des investissements	51	55
Résultat avant impôt	93	102
Résultat net	72	74

En millions d'euros (ou %)	2021	2020
Données du bilan - normes prudentielles Solvabilité II		
Total de l'actif	3 589	3 254
Fonds propres éligibles	1 523	1 293
Provisions techniques	1 505	1 543
Capital de solvabilité requis	975	908
Ratio de couverture du SCR (%)	156%	142%

Faits marquants de l'exercice 2021

Après une année de recul sans précédent faisant suite au choc lié à la pandémie de Covid-19, l'économie française voit le retour à la croissance et retrouve son niveau d'activité d'avant crise et ce, malgré, la quatrième vague épidémique de fin d'année 2021. Le PIB français a augmenté de + 7 % en moyenne sur 2021 (- 8 % en 2020), selon la première estimation des comptes trimestriels¹.

Profitant du contexte économique, CEGC a enregistré une année record en termes d'activité, sur tous les secteurs d'activité de ses clients.

La Compagnie réalise ainsi un chiffre d'affaires de 668 millions d'euros en 2021 (hors produits accessoires liés à l'activité de courtage en assurance), en hausse de 11 % comparé à l'année 2020

¹ Source : INSEE

(604 millions d'euros).

Le chiffre d'affaires 2021 par activité se répartit comme suit :

- cautions de prêts aux particuliers : 543 millions d'euros en 2021, en hausse de 9 % comparé à 2020 ;
- autres cautions ou produits d'assurance spécialisés (incluant l'assurance Dommage Ouvrage – Responsabilité Civile Décennale et la Responsabilité Civile Professionnels) : 125 millions d'euros en 2021 en hausse de 42 % comparé à 2020.

L'activité a été très soutenue sur les cautions de prêts immobiliers aux particuliers dans un contexte de taux d'intérêts toujours très bas. La production de crédits cautionnés par CEGC a augmenté de 13 % par rapport à 2020. Cette augmentation est issue de la production de nouveaux crédits par les banques partenaires de CEGC, ainsi que de l'augmentation du taux de pénétration de la caution CEGC au sein des réseaux Banques Populaires.

La part des dossiers refinancés pour des raisons d'opportunité de taux d'intérêt bas (9,2 % en 2021) est en tendance baissière depuis quelques années (11,1 % en 2020).

Du point de vue du risque, il n'a pas été constaté en 2021 d'augmentation forte des déclarations de sinistres après le gel judiciaire de 2020.

CEGC a donc ajusté le niveau des provisions pour primes non acquises comptables et repris une partie des provisions pour sinistres tardifs passés fin 2020.

Le ratio de sinistres sur primes acquises brut de réassurance s'établit en conséquence à un niveau très faible à 17 % (vs 29 % en 2021).

En vision comptable normes françaises, le résultat de souscription s'élève à 42 millions d'euros pour l'année 2021, en baisse de -13 % par rapport à l'année 2020. Cette baisse s'explique par une modification à la baisse du rythme d'acquisition des primes (par dérogation au prorata temporis) passée sur les comptes 2021 au titre de la période de gel judiciaire 2020. En effet, la survenance de défauts sur les prêts immobiliers cautionnés a été suspendue pendant plusieurs mois en 2020, conduisant à CEGC à suspendre l'acquisition de primes pendant cette période. Les provisions de sinistres tardifs passées en 2020 ont été reprises en conséquence mais le résultat de cette opération est négatif au global.

Le ratio combiné de la Compagnie s'élève à 67 % pour l'année 2021.

Le résultat net des investissements de la Compagnie s'élève à 51,2 millions d'euros en 2021 comparé à 55 millions d'euros en 2020, en baisse suite à l'achat d'une couverture sur la poche action.

Afin de financer la croissance du besoin de solvabilité résultant de la croissance de l'évolution des encours de crédit immobilier cautionnés (+ 11 % sur l'année) et de la mise en place de nouveaux produits, CEGC a procédé à :

- Une augmentation de capital de 75 M€, de la part de BPCE SA,
- L'augmentation de la couverture de réassurance sur les cautions de prêts immobiliers (avec prise d'effet au 31/12/2021) de + 360 M€, pour un total de 2 213 M€.

À fin 2021, la Compagnie bénéficie d'une capacité de réassurance de plus de 2,2 milliards d'euros, renouvelée auprès d'une trentaine de réassureurs internationaux. Cette capacité de réassurance permet de transférer une part du risque catastrophe et permet ainsi d'atténuer l'exigence de capital de solvabilité requis. Elle concourt au respect de l'exigence réglementaire minimale d'un taux de couverture de 2 % des encours de prêts immobiliers aux particuliers cautionnés.

Le ratio de couverture du SCR s'établit à 156 % à fin 2021, comparé à 142 % à fin 2020.

SYSTEME DE GOUVERNANCE

Le système de gouvernance est resté inchangé : La Compagnie s'appuie sur une gouvernance composée **d'un Conseil d'Administration, d'une direction générale et d'un comité exécutif.**

Changements notables de gouvernance

En application des règles de nomination en vigueur au sein des Conseils d'Administration des filiales directes et indirectes de BPCE SA, le Conseil d'Administration de la Compagnie a été ramené à **six membres** dont deux administrateurs indépendants. **Il a été procédé au changement de présidence du conseil d'administration.**

Le **comité exécutif de la Compagnie se compose de 11 membres en 2021 sans changement au cours de l'année.** Un ensemble de comités couvre la gestion des risques, le contrôle interne et la conformité, le développement de l'activité, la qualité des données, la gestion du capital et de la solvabilité, le modèle interne de la Compagnie, la gestion des placements financiers, les ressources humaines, la continuité d'activité et la sécurité des systèmes d'information.

Conformément aux normes Solvabilité II, quatre fonctions clés concourent au **dispositif de gouvernance de la compagnie** : la fonction conformité, la fonction gestion des risques, la fonction actuariat et la fonction audit interne. Toutes ont un accès direct aux membres du conseil.

Les dirigeants effectifs et les responsables des fonctions clés de la Compagnie, **tous rattachés directement à un dirigeant effectif**, répondent aux principes de **compétences et d'honorabilité** tels que définis par la réglementation Solvabilité II et déclinés dans les politiques BPCE.

En tant que filiale de BPCE, la Compagnie s'inscrit dans le cadre global de la gouvernance défini par le Groupe.

Système de gestion des risques

Le système de gestion des risques de la Compagnie poursuit les objectifs suivants :

- décline la vision stratégique de la Compagnie selon son appétence au risque, à travers des politiques ainsi que des limites d'exposition au risque et développe une surveillance et une gestion proactive du portefeuille de risques ;
- assure un rôle de contrôle au service de la direction générale et du conseil d'administration, de la filière risque de BPCE et des autorités de tutelle ;
- garantit l'exhaustivité du suivi des risques et l'efficacité du dispositif de surveillance sur l'ensemble du périmètre de la Compagnie.

Le Modèle Interne de la Compagnie, homologué par l'ACPR, continue d'être utilisé pour apprécier le risque de souscription découlant de l'activité de caution de prêts immobiliers aux particuliers, aussi bien en meilleure estimation à travers les provisions techniques, que de besoin en capital de solvabilité requis, conformément à la réglementation Solvabilité II.

Les calculs de SCR sont produits à pas trimestriels permettant un suivi plus fin de l'évolution des ratios de solvabilité, en fonction de l'évolution des marchés financiers ou de la situation économique en cours d'année.

Intégrée dans les processus de décision stratégique, l'évaluation interne des risques et de la solvabilité (*Own Risk and Solvency Assessment*, ORSA) permet à la Compagnie d'identifier, de mesurer et de gérer les éléments de nature à modifier sa solvabilité ou sa situation financière.

En 2021, l'ORSA a été utilisé afin d'évaluer l'impact sur la solvabilité de CEGC de différents scénarios d'augmentation de capital et de couverture de réassurance.

Le rapport ORSA a été approuvé par le conseil d'administration de décembre 2021.

PROFIL DE RISQUES

Le profil de risque de la Compagnie s'intègre dans le dispositif d'appétence au risque.

La Compagnie est exposée principalement :

- au risque de souscription crédit caution ;
- au risque de marché ;
- au risque de contrepartie pour la réassurance ;
- aux risques opérationnels ;
- aux risques de non-conformité.

La Compagnie a mis en place un dispositif d'atténuation des risques, comprenant des principes et règles en matière de souscription et de provisionnement (limites d'exposition et de diversification), de placements, ainsi qu'un dispositif de réassurance externe, en lien avec l'activité et la stratégie de développement.

Le ratio de sinistralité a correctement résisté en 2021. Le taux de défaut observé sur les prêts immobiliers cautionnés se situe à un faible niveau : 0,06 % sur l'année 2021.

Compte tenu du fait que les Caisses d'Épargne et les Banques Populaires bénéficient de la caution CEGC sur une part significative de leur portefeuille de prêts immobiliers aux particuliers, la Compagnie est soumise aux stress tests de l'EBA, en tant que garant. Les résultats de l'exercice 2021 ont montré que la Compagnie est résiliente aux stress appliqués.

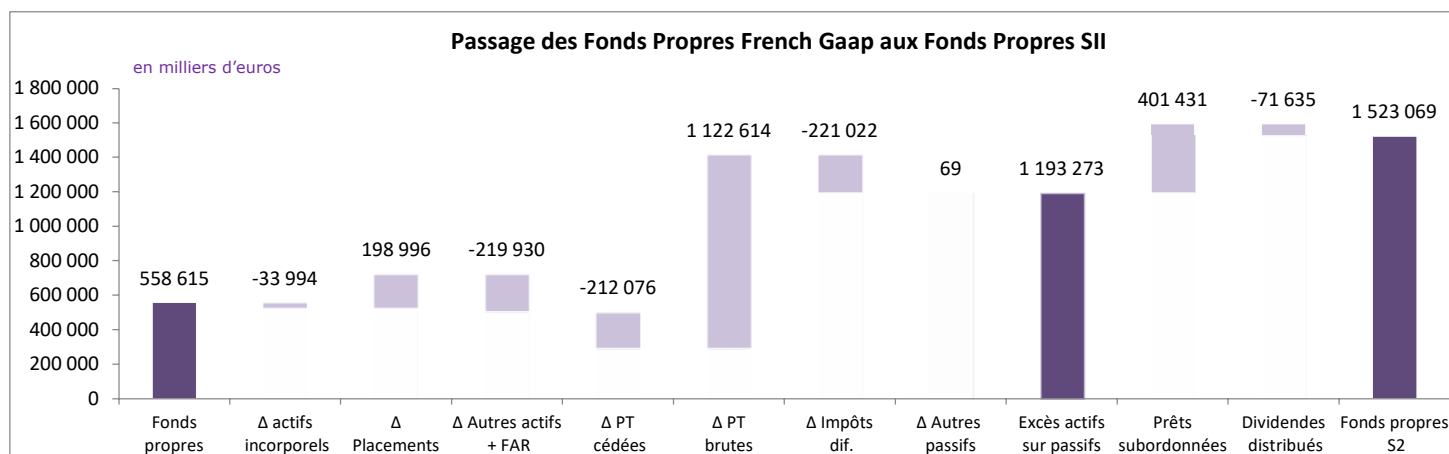
VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE

Les éléments d'actifs et de passif du bilan de la Compagnie, ont été valorisés Conformément à la réglementation Solvabilité II.

Les principaux écarts de valorisations comparés aux normes françaises, concernent :

- les placements, comptabilisés pour leur valeur de marché dans le bilan Solvabilité II, comparé au coût historique dans les comptes sociaux ;
- les provisions techniques, qui représentent le montant que la Compagnie aurait à verser pour transférer ses passifs d'assurance (valeur économique probable actualisée dans le bilan Solvabilité II, valeur rétrospective dans les comptes sociaux) ;
- les frais d'acquisition reportés ;
- la valeur des immobilisations incorporelles ;
- le coût de la réassurance pluriannuelle.

Hors dette subordonnée, et après distribution de 100% du résultat généré en 2021, les fonds propres Tier 1 de la Compagnie s'élèvent à 1 122 millions d'euros.



GESTION DU CAPITAL

La politique de gestion du capital de la Compagnie s'inscrit dans le respect des principes généraux de la directive Solvabilité II et dans la politique globale définie par BPCE.

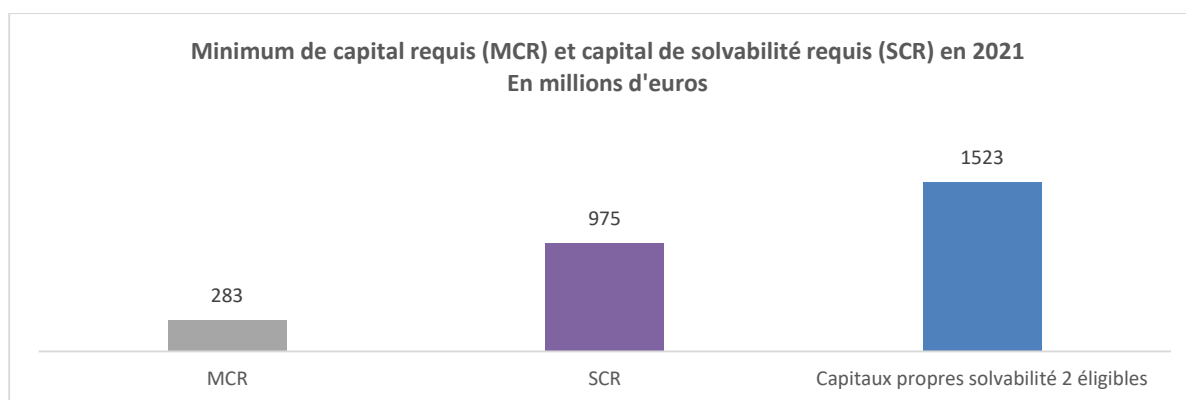
En 2021, le comité de Gestion du Capital et de la Solvabilité de CEGC a proposé au comité de Direction Générale de BPCE une solution de financement du besoin de fonds propres fondée d'une part sur une augmentation de la réassurance, d'autre part sur une augmentation des capitaux propres. Après approbation par son Conseil d'Administration, CEGC a reçu une augmentation de capital de 75 millions d'euros de BPCE S.A.

Les fonds propres totaux éligibles à la couverture du SCR s'élèvent à 1 523 millions d'euros au 31 décembre 2021, en hausse de 21 % comparativement à fin 2020. Ils sont classés comme suit :

- Tier 1 : 1 122 millions d'euros ;
- Tier 2 : 401 millions d'euros.

Le capital de solvabilité requis (SCR) s'élève à 975 millions d'euros tandis que le minimum de capital requis (MCR) est de 283 millions d'euros à fin décembre 2021.

Le ratio de couverture du SCR est égal à 156 % au 31 décembre 2021, comparativement à 142 % à fin 2020.



EVENEMENTS POSTERIEURS A L'EXERCICE

Fin février 2022, la Fédération de Russie a lancé une action militaire d'envergure en Ukraine. Alors que l'Ukraine n'est pas membre de l'OTAN, la réaction occidentale a été forte. De manière concertée, l'Union européenne, les Etats-Unis et de nombreux autres états ont adopté une série de

sanctions inédites, prévoyant notamment le gel des avoirs à l'étranger de la Banque centrale russe, l'exclusion de banques russes de SWIFT, de multiples groupes occidentaux annonçant par ailleurs leur désengagement de la Fédération de Russie.

Même si le sujet essentiel de l'énergie et du gaz naturel demeure pour l'instant hors champ des mesures prises de part et d'autre, les Etats-Unis et la Grande Bretagne ont annoncé leur intention d'interdire l'importation de pétrole et de gaz russe. Par ailleurs, de nouvelles mesures et sanctions économiques pourraient être adoptées, notamment par l'Union européenne et les Etats-Unis, et des mesures et sanctions économiques en représailles pourraient être adoptées par la Fédération de Russie. Ce conflit pourrait avoir des conséquences majeures sur l'économie russe mais aussi pour les économies occidentales et plus généralement sur l'économie mondiale. Le risque de défaut de paiement sur la dette russe, la montée de l'inflation et la perte de pouvoir d'achat pour la population en Russie sont conséquents. Une remise en cause des perspectives de croissance et une pression inflationniste accrue ne peuvent être écartées tant aux Etats-Unis qu'en Europe.

Par ailleurs, un risque lié à des mesures d'expropriation que pourraient prendre les autorités russes vis-à-vis des sociétés étrangères, en représailles des sanctions occidentales, est évoqué.

Au 31 décembre 2021, CEGC ne détient aucune exposition directe sur des contreparties russes, ukrainiennes ou biélorusses.

1. Activité et résultats

1.1. Présentation générale de la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions

Dénomination sociale et forme juridique

La Compagnie Européenne de Garanties et Cautions (la Compagnie) est une société anonyme, filiale de BPCE S.A., spécialisée dans l'émission de cautions et de garanties financières au profit des particuliers, des professionnels, des collectivités locales et des entreprises.

Au 31 décembre 2021, le capital de la Compagnie est de 235 996 002 €, divisé en 13 110 889 actions de 18 € chacune.

La Compagnie est immatriculée sous le numéro 382 506 079 au RCS de Nanterre et sous le numéro LEI 9695008BMJRRRHAYOW42 attribué par l'INSEE.

Le siège social de la Compagnie se situe à Tour Kupka B - 16 rue Hoche - 92919 Paris La Défense CEDEX

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Autorité de contrôle

Société d'assurance agréée (branche 15 – cautions, branche 13 – responsabilité civile générale et branches 8 et 9 – assurance construction, branche 16 – pertes pécuniaires diverses), la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions est régie par le Code des assurances.

La Compagnie est placée, à ce titre, sous le contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), qui exerce une surveillance permanente de l'ensemble des organismes du secteur de l'assurance en France, en contrôlant le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Auditeurs externes

Les commissaires aux comptes de la Compagnie certifient les comptes individuels de la Compagnie.

Au 31 décembre 2021, les commissaires aux comptes sont :

PriceWaterhouseCoopers Audit et

63, rue de Villiers

92200 Neuilly-sur-Seine Cedex

KMPG S.A.

3 Cours du Triangle
Immeuble le Palatin

92939 Paris La Défense Cedex

PriceWaterhouseCoopers Audit et KPMG S.A. sont enregistrés comme commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des commissaires aux comptes de Versailles et placés sous l'autorité du « Haut Conseil du Commissariat aux Comptes ».

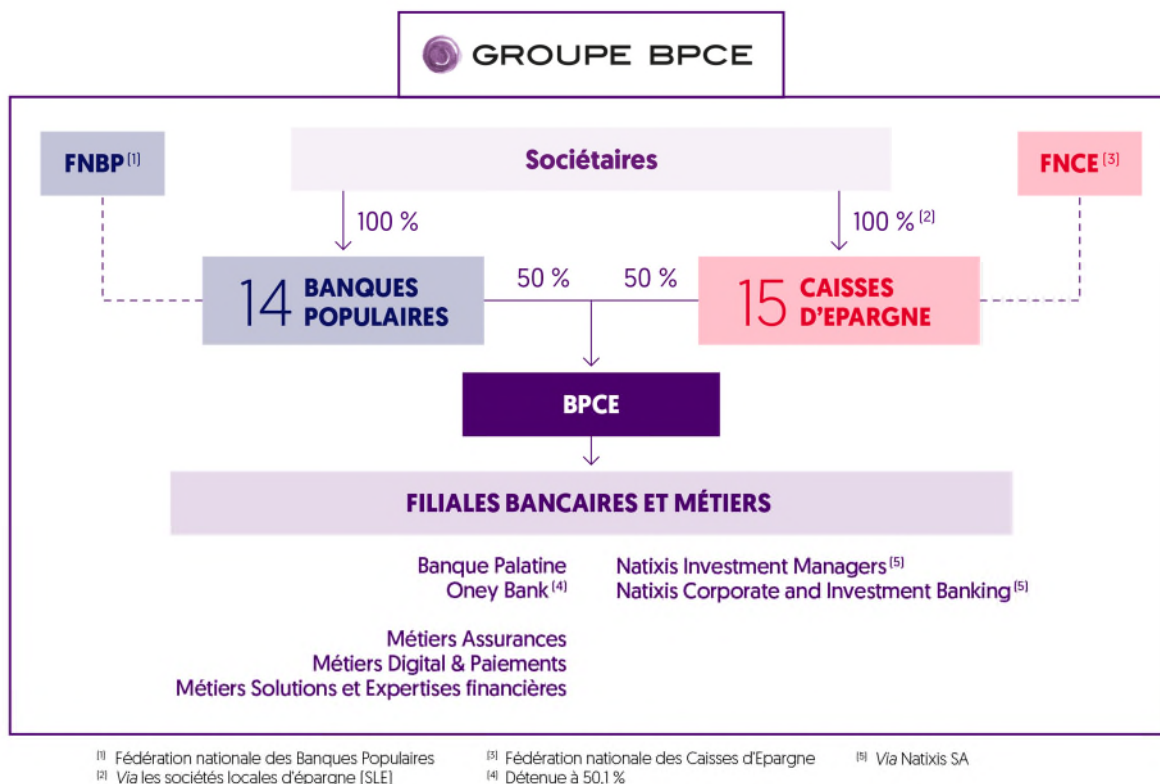
1.2. Organisation de la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions

Informations sociales – Effectifs

Les effectifs de la Compagnie comprennent 372 CDI au 31 décembre 2021.

La Compagnie, ses actionnaires et ses filiales

La Compagnie est détenue à 100% par BPCE (pôle Solutions et Expertises Financières).



La Compagnie détient plusieurs filiales, présentées ci-après (Dénomination - Siège social, Filiales à plus de 50%) :

- SCESRA, 16 rue hoche 92919 La Défense
- SCI SACCEF Immobilier, 16 rue hoche 92919 La Défense
- CEGC CONSEIL, 16 rue hoche 92919 La Défense
- SCI LA BOETIE, 16 rue hoche 92919 La Défense
- SCI LES CHAMPS ELYSEES, 16 rue hoche 92919 La Défense

1.3. Activités exercées par la Compagnie

La Compagnie intervient sur de nombreux marchés du cautionnement et des garanties financières relevant des agréments qui lui ont été donnés en application de l'article R. 321-1 du Code des assurances :

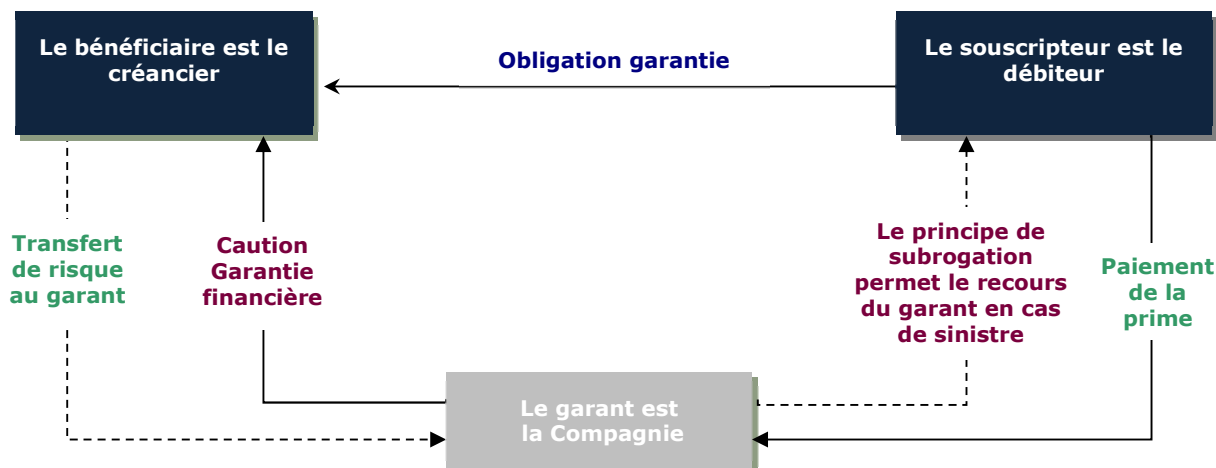
- en 1991, pour la branche 15 (cautions directes et indirectes) ;
- en 1994, pour la branche 13 (responsabilité civile générale) ;
- en 2018, extension de l'agrément aux branches 8 (incendie et éléments naturels) et 9 (autres dommages aux biens, risques divers), nécessaires à la commercialisation de la nouvelle offre d'assurances construction à destination des constructeurs de maisons individuelles ;
- en 2021, extension de l'agrément à la branche 16 (branche pécuniaire diverses) avec la commercialisation de la garantie des loyers impayés souscrites par les administrateurs de biens et agents immobiliers.

La caution ou la garantie financière est un acte par lequel le garant s'engage à honorer l'exécution ou

le respect des termes d'un contrat, en cas de défaillance du souscripteur (débiteur, personne physique ou morale cautionnée) vis-à-vis du créancier (bénéficiaire de la caution). En cas de défaut du souscripteur, la caution se retrouve alors engagée vis-à-vis du bénéficiaire.

Après le règlement du sinistre, la Compagnie peut être subrogée dans les droits du créancier. Elle peut donc exercer un recours pour tenter de récupérer le montant du sinistre réglé.

Le schéma ci-après illustre le principe du fonctionnement de la caution :



Pour les assureurs caution comme la Compagnie, le souscripteur est le débiteur. Ce dernier est défini comme personne morale ou physique ayant un engagement, vis-à-vis d'une tierce personne morale ou physique, garanti par la Compagnie.

Le principal objectif du cautionnement est de fournir au bénéficiaire la garantie de réalisation de l'engagement de l'obligataire, par exemple, le paiement d'une dette. Le système de cautionnement permet ainsi de sécuriser les transactions en apportant de la confiance dans le circuit économique.

En 2021, les principales lignes de produits portées sur le bilan de la Compagnie sont :

- les cautions de crédit aux particuliers (PART) ;
- les cautions de crédit aux professionnels (PRO) ;
- les cautions de crédit aux acteurs de l'économie sociale et du logement social (ES-LS) ;
- les garanties financières aux constructeurs de maisons individuelles (CMI) ;
- les garanties financières aux promoteurs et aux opérations en partenariat public privé (PI-PPP) ;
- les garanties financières réglementées ou contractuelles aux entreprises (ENT) ;
- les garanties financières aux administrateurs de biens et agents immobiliers et les garanties de loyers impayés (ADB-AI) ;
- les garanties financières aux entreprises de travail temporaire et de portage salarial (ETT)
- l'assurance construction aux CMI : Dommage Ouvrage et Responsabilité Civile Décennale (CMI - DO RCD)

Panorama de l'offre de la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions

Particuliers	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cautions solidaires des prêts immobiliers ▪ Cautions solidaires des prêts aux syndicats de copropriétaires ▪ Cautions solidaires des prêts à la consommation
Professionnels	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cautions simples des prêts d'investissement ▪ Cautions solidaires des prêts immobiliers ▪ Eco-caution ▪ Garantie Saccef-Agri ▪ Cautions de marché par Internet
Entreprises	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Caution de marché (retenue de garantie, soumission, acompte, bonne fin, garantie de paiement aux sous-traitants) ▪ Cautions accises ▪ Caution douane ▪ Caution agroalimentaire ▪ Garantie des entreprises de travail temporaire ▪ Garantie financière des sociétés de ventes volontaires ▪ Garanties distributeurs
Economie sociale et logement social	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cautions simples des crédits d'investissement ▪ Caution relais ▪ Garantie financière aux acteurs du logement social ▪ Caution des financements des Entreprises Publiques Locales d'Aménagement (EPLA)
Administrateurs de biens, agents immobiliers et syndicats de copropriété	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Garantie financière loi Hoguet des administrateurs de biens, agents immobiliers ▪ Assurance responsabilité civile professionnelle et protection juridique ▪ Assurance dommage-ouvrage et responsabilité civile décennale ▪ Garantie Loyer Impayé
Entreprise de travail temporaire et de portage salarial	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Garantie des entreprises de travail temporaire ▪ Garantie portage salariale
Constructeurs de maisons individuelles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Garantie de livraison aux maîtres d'ouvrage ▪ Garantie de remboursement d'acompte aux maîtres d'ouvrage ▪ Assurances construction : Dommage Ouvrage et Responsabilité Civile Décennale
Promoteurs immobiliers et partenariats public-privé	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Garantie financière d'achèvement (GFA) ▪ Garantie d'exécution des contrats de promotion immobilière (CPI) ▪ GFA Voirie, Réseaux et Divers (VRD) ▪ GFA Vente des Immeubles à Rénover (VIR) ▪ Caution de paiements à terme ▪ Caution d'indemnité d'immobilisation ▪ Garanties et cautions pour le PPP
Immobilier tertiaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Garantie financière loi Hoguet des Property et Asset Managers, investisseurs institutionnels, foncières, gestionnaires de centre commerciaux, commerces et bureaux ▪ Assurance responsabilité civile professionnelle et protection juridique ▪ Assurance dommage-ouvrage et responsabilité civile décennale

La Compagnie exerce ses activités en France principalement mais dispose des agréments en LPS (Libre Prestations de Services) suivants : Luxembourg, Belgique, Autriche, Espagne, Italie, Hongrie, Pays Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque.

1.4. Le modèle économique

Le modèle économique de la Compagnie repose sur la maîtrise de sa sinistralité qui s'appuie sur un modèle de sélection des risques et des processus de recouvrement efficaces. La sélection du risque et le recouvrement constituent les compétences cœurs de la Compagnie.

L'efficacité du modèle exige une tarification des produits efficiente, des programmes de réassurance adaptés aux besoins de cession de risques (protection des fonds propres ou du résultat, risque de concentration, risque catastrophe récession ...) et une gestion prospective du besoin de capital.

Pour cela, les outils utilisés par la Compagnie sont :

- le modèle de valeur intrinsèque (Embedded value) et le modèle de tarification ;
- le modèle interne d'évaluation des risques ;
- l'auto-évaluation des risques et de la solvabilité (Own Risk and Solvency Assessment – ORSA).

L'Embedded value est une mesure de la valeur d'une compagnie d'assurance, qui prend en compte :

- la durée des engagements ;
- les risques liés à l'activité (risques financiers techniques...) ;
- le coût des capitaux à immobiliser pour exercer l'activité.

Il s'agit d'un indicateur de performance utilisé dans le cadre :

- de la tarification des produits ;
- du pilotage des activités ;
- de la mesure de la valeur du portefeuille et d'une année de nouvelle de production.

L'approche utilisée par la Compagnie se fonde sur les règles établies par le CFO Forum. L'Embedded Value de la Compagnie est certifiée chaque année par un cabinet d'actuariat indépendant.

Compte tenu de la duration du passif de la Compagnie (engagements longs), la gestion de l'actif est également une composante inhérente au modèle économique.

1.5. Résultats de souscription

Le résultat de souscription de la Compagnie s'élève à plus de 42,4 millions d'euros pour l'année 2021. Présenté net de réassurance, il comprend le chiffre d'affaires (primes émises), les variations de provisions pour primes non acquises, les charges des sinistres y compris le solde de réassurance, et les frais de gestion.

Le chiffre d'affaires de la Compagnie s'élève à 668 millions d'euros au 31 décembre 2021, en hausse de 10,6% comparé à l'année 2020 bénéficiant d'une nouvelle année exceptionnelle sur les cautions de prêts, d'une croissance sur les garanties financières et le développement des cautions structurées.

La répartition par activité est présentée ci-dessous :

en milliers d'euros	2021	2020	Variation 2021/2020
Cautions de prêts	567 675	515 772	10,1%
Garanties financières	88 946	85 642	3,9%
Cautions structurées et autres prêts	11 879	2 951	302,6%
Primes émises	668 500	604 364	10,6%

En 2021, **le résultat de souscription** de la Compagnie de 42,4 millions d'euros est en baisse de 12,6% comparé à 48,5 millions d'euros en 2020

Il représente près de 13% des primes acquises de l'exercice 2021 et reste stable sur un an.

en milliers d'euros	2021	2020	Variation 2021/2020
Résultat de souscription	42 391	48 528	-12,6%

Les primes acquises à 330 millions d'euros sont exceptionnellement en baisse de 6% en 2021 comparées à 2020, du fait de la dotation complémentaire de PPNA enregistrée en 2021 au titre de la période juridiquement protégée dans le contexte de la crise sanitaire de 2020.

La sinistralité est en baisse sur 2021 à la suite de la reprise de provisions pour sinistres tardifs constituée en 2020 pour faire face à la sinistralité non déclarée sur la période de gel judiciaire et d'absence de déchéance du terme sur les prêts particuliers. Les déclarations de sinistres attendus n'ayant pas eu lieu en 2021, la totalité de la provision IBNR a été reprise.

Dans ce contexte le ratio de sinistres sur primes acquises ressort à 17% comparé à 29% en 2020.

Le ratio combiné net de réassurance ressort à 67% en 2021 contre 74 % en 2020.

Afin de répondre à l'exigence réglementaire d'un taux de couverture des risques de 2% des encours cautionnés, la Compagnie a souscrit un ensemble de programmes de réassurance « catastrophe » permettant d'absorber les pertes au-delà de ses ressources propres.

Ces programmes de réassurance couvrent le stock d'encours et une année d'affaires nouvelles, pour une durée de 5 années. La capacité de réassurance de 2,2 milliards d'euros dont bénéficie la Compagnie a été souscrite auprès d'une trentaine de réassureurs internationaux, d'une qualité de signature équivalente à « Investment grade ».

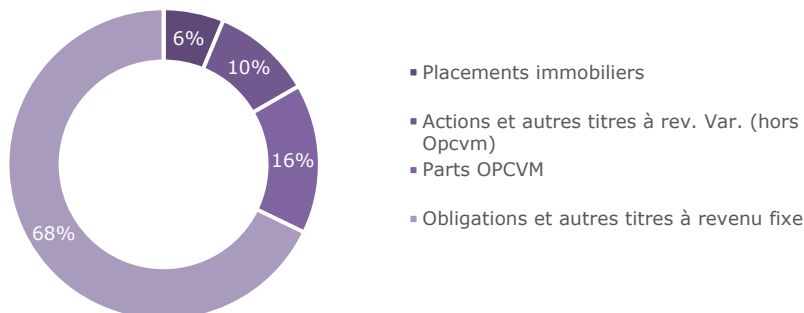
Deux nouveaux traités de réassurance ont été mis en place pour couvrir les opérations de cautions structurées (traité en excédent de sinistres) et le lancement du nouveau produit Garantie loyer impayé (traité en quote-part).

1.6. Résultats des investissements

Le portefeuille de placements de la Compagnie s'élève à près de 3,3 milliards d'euros en valeur nette à fin décembre 2021, comparé à 3 milliards d'euros à fin 2020.

La Compagnie investit une part significative de ses actifs dans des produits stables et de long terme, peu risqués, principalement des produits de taux (obligations d'Etat et du secteur privé), en adéquation avec son objectif de gestion prudente.

Valeur de réalisation nette par secteur au 31/12/2021



Le **résultat net des investissements** en norme française se répartit comme suit par grande classe d'actifs :

en milliers d'euros	2021	2020	Variation 2021/2020
Revenus des participations	1 041	2 102	-1 061
Revenus des placements immobiliers	7 152	6 056	1 096
Revenus des placements en actions	9 516	9 508	8
Revenus des placements en obligations	40 909	42 554	-1 645
Autres revenus	438	218	220
Produits courants des placements	59 055	60 437	-1 382
Charges courantes des placements	-21 332	-13 167	-8 166
Produits et charges non courants	13 472	7 251	6 221
Résultat net des investissements	51 195	54 522	-3 327

Performance des activités de placements

Le **résultat des investissements 2021** s'élève à 51,2 millions d'euros, en baisse de 3,3 millions d'euros par rapport à l'exercice 2020, principalement lié à l'achat d'un produit de couverture sur les actions.

La croissance mondiale a fortement rebondi en 2021 après le choc sans précédent enregistré début 2020 lié à la pandémie de Covid-19. Les banques centrales des pays développés ont maintenu des politiques monétaires très accommodantes pendant une grande partie de l'année, avant d'opérer un revirement en fin d'année, conséquence de la forte hausse des anticipations d'inflation.

Les taux obligataires se sont tendus au cours de l'année 2021, après s'être établis sur de bas niveaux en 2020. Après une détente d'octobre à novembre, des tensions sont réapparues à la mi-décembre suite aux réunions des grandes banques centrales, annonçant des politiques monétaires moins accommodantes, notamment une réduction graduelle des achats d'actifs de la BCE. Le 31 décembre, le taux allemand 10 ans a ainsi clôturé à -0,18% et le taux français 10 ans à près de 0,20%, soit une hausse de 39 et 54 points de base respectivement sur l'année.

Les marchés actions ont pour leur part fortement progressé sur l'année, portés par la nette amélioration des perspectives de croissance, le maintien du soutien des politiques budgétaire et monétaire, et la hausse des bénéfices des entreprises. En septembre, néanmoins, les craintes de défaut du promoteur chinois Evergrande, l'accélération de l'inflation et le durcissement de ton de certaines banques centrales, ont pesé ponctuellement sur les indices boursiers, avant qu'ils ne reprennent rapidement leur progression. L'indice Eurostoxx 50 a progressé de 21% et le CAC 40 de 28,9% sur l'année 2021.

Le résultat de souscription (42,4 millions d'euros) augmenté des résultats des investissements (51,2 millions d'euros) et y compris les autres produits et la participation des salariés, permet d'afficher **un résultat net avant impôt sur les sociétés** de plus de 93 millions d'euros en 2021.

Dans les états financiers en norme française, aucun élément n'est comptabilisé directement en fonds propres.

La Compagnie ne possède aucun produit de titrisation dans son portefeuille en 2021 et 2020.

2. INFORMATION GENERALE SUR LE SYSTEME DE GOUVERNANCE

2.1. Organisation et fonctionnement du système de gouvernance

Conseil d'Administration

La Compagnie Européenne de Garanties et Cautions est une société anonyme, administrée par un **Conseil d'Administration** composé de six administrateurs (deux personnes physiques et quatre personnes morales).

En tant qu'actionnaire à 100% de la Compagnie, BPCE est représentée au Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est présidé par le directeur du pôle Solutions et Expertises Financières (SEF) de BPCE, auquel la Compagnie est rattachée. Les autres administrateurs sont majoritairement issus de sociétés du Groupe BPCE, principaux partenaires de la Compagnie.

Composition du Conseil d'Administration :

Catherine Halberstadt : Présidente du Conseil d'Administration,

Anne-Claude Pont : Présidente de la société Wilov Paris 5ème,

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Grand Est Europe représenté par Olivier Vimard,

Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne représentée par Isabelle Laurent,

Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique représentée par Valerie Gillio,

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Normandie représentée par Christophe Descos.

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur reçoit les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime nécessaires.

Il se réunit à minima trois fois par an. Les sujets récurrents abordés sont :

- les rapports d'activité présentés par la direction générale de la Compagnie ;
- les budgets et arrêtés comptables ;
- les travaux de contrôle interne et de suivi des risques, présentés par les responsables des fonctions clés (gestion des risques, actuariat, conformité et audit interne).

En outre, le conseil statue sur toute décision stratégique, telle que l'évolution du modèle interne partiel ou la nomination des responsables des fonctions clés. Les administrateurs sont ailleurs formés aux principes de gouvernance, les enjeux et impacts liés à la directive Solvabilité II.

Direction générale et directions

La direction générale de la Compagnie est en charge de la gestion quotidienne et de la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie arrêtée par le Conseil d'Administration. Elle est composée d'une directrice générale et d'un dirigeant effectif, tous deux nommés par le Conseil d'Administration. La directrice générale de la Compagnie est également membre comité de direction du pôle SEF de BPCE.

Direction générale de la compagnie :

- Anne Sallé-Mongauze : Directrice générale de la Compagnie, membre du comité de direction du pôle SEF de BPCE ;
- Mohamed Aoulad Hadj : Directeur Général adjoint de la Compagnie.

À fin 2021, pour la réalisation de sa mission, la direction générale s'appuie sur dix directions :

- **le Secrétariat Général**, en charge de la gouvernance, du juridique ainsi que des missions de conformité ;
- **la direction des Ressources Humaines** communication interne et moyens généraux ;
- **la direction Marketing & Partenariats**, supervise les actions de marketing stratégique ;
- **la direction Parcours & Solutions**, mène les actions d'écoutes clients et d'amélioration des parcours digitaux pour les clients et les collaborateurs de la Compagnie ;
- **la direction Clients**, pilote les activités commerciales et de souscription de la Compagnie ;
- **la direction Finances & Actuariat** couvre les métiers comptables et contrôle de gestion, gestion financière, actuariat ;
- **la direction Data Management** pilote les cas d'usage de la donnée et surveille la qualité des données ;
- **la direction des Risques**, couvre l'ensemble des métiers risques ;
- **la direction de la Gestion des Sinistres et du Recouvrement**, pilote la gestion des recouvrements et des sinistres en assurance construction ;
- **la direction Systèmes d'Information**.

Un recueil centralise l'ensemble des pouvoirs et des délégations accordés aux collaborateurs de la Compagnie. Il est tenu à jour par la fonction conformité.

Comité exécutif

Le comité exécutif fixe les objectifs stratégiques de la Compagnie dans le cadre des orientations définies par le Conseil d'Administration. A ce titre :

- il coordonne et supervise la mise en œuvre de la stratégie de l'entreprise et assure collectivement la direction de l'entreprise dans les domaines commercial, opérationnel, organisationnel et administratif ;
- il veille au maintien de l'adéquation de l'organisation de la Compagnie avec l'évolution de l'environnement.

Le comité exécutif réunit chaque semaine les responsables des dix directions de l'entreprise et la direction générale. Il traite de l'ensemble des sujets d'actualités de l'entreprise.

Fonctions clés

Afin d'assurer la gestion et la prévention des risques, et conformément à la réglementation Solvabilité II, la Compagnie a mis en place un système de gouvernance complet et efficace, qui vise à garantir une gestion saine et prudente de l'activité. Ce système de gouvernance repose sur une séparation claire des responsabilités, proportionnée à la nature et à la complexité des opérations de la Compagnie.

La réglementation Solvabilité II confère au directeur général et au directeur général délégué, la qualité de dirigeants effectifs. Elle autorise la nomination par le Conseil d'Administration d'un ou plusieurs autres dirigeants effectifs.

Elle définit également les quatre fonctions clés suivantes :

- la fonction gestion des risques ;
- la fonction actuarielle ;
- la fonction conformité ;
- la fonction d'audit interne.

Chaque fonction clé est placée sous l'autorité du directeur général et opère sous la responsabilité ultime du Conseil d'Administration. Elle a un accès direct à ce dernier afin de rapporter tout problème majeur relevant de leur domaine de responsabilité. Ce droit est consacré dans le règlement intérieur du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration de la Compagnie a validé les missions et responsabilités de chaque **fonction clé** ainsi que l'organisation retenue par la Compagnie. Il a nommé les personnes responsables de chaque fonction clé. Ce mode de désignation des responsables des fonctions clés garantit l'indépendance de chacun de ces responsables, notamment au regard de l'organisation hiérarchique de la Compagnie.

La fonction conformité s'assure que la Compagnie respecte l'ensemble des dispositions législatives, réglementaires et administratives. Elle identifie et évalue les risques de non-conformité, ainsi que l'impact possible de tout changement de l'environnement juridique sur les activités de l'entreprise.

Elle a également un rôle de conseil, de formation et d'information auprès des collaborateurs de la Compagnie sur les dispositions réglementaires et veille au respect de ces dispositions par les collaborateurs, ainsi qu'à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de contrôles permanents. La fonction conformité a également en charge la sécurité des systèmes d'information et le pilotage du plan de continuité des activités.

La fonction gestion des risques veille à ce que le dispositif de gestion des risques (excepté ceux de non-conformité, qui relèvent de la fonction conformité) soit efficace et totalement intégré à l'organisation de la Compagnie et aux prises de décision.

Elle pilote le système de gestion des risques et entretient une vision consolidée du profil de risque de la Compagnie. Elle identifie et évalue les risques émergents. Elle fournit à la direction générale, à la filiale risque de BPCE et au superviseur les informations nécessaires à l'évaluation des risques et de la solvabilité et établit les comptes rendus ad hoc sur les expositions aux risques.

La fonction actuariat garantit l'adéquation des calculs de provisions techniques de la Compagnie. Elle dispose également d'un rôle de surveillance du bon niveau de protection de la Compagnie vis-à-vis des risques auxquels elle est exposée. Elle donne un avis sur la politique de souscription, la tarification, les règles de sélection des risques et le dispositif de réassurance.

La fonction audit interne évalue l'adéquation et l'efficacité du système de contrôle interne et les autres éléments du système de gouvernance de la Compagnie.

La fonction audit interne est exercée d'une manière objective et indépendante des fonctions opérationnelles, ainsi que des trois autres fonctions clés. Ses travaux consistent en la réalisation de missions d'audit qui doivent couvrir l'intégralité du périmètre sur un nombre limité de quatre à cinq exercices annuels au maximum. Un plan d'audit annuel est élaboré sur la base de ces principes.

2.2. Politique de rémunération

La rédaction et la mise à jour de la politique de rémunération sont sous la responsabilité de la direction des Ressources humaines de la Compagnie. Sa validation est du ressort de la direction générale de la Compagnie.

La politique de rémunération de la Compagnie s'inscrit pleinement dans les principes définis par le Groupe BPCE.

La gouvernance établie par le Groupe BPCE assure la revue exhaustive de ses politiques de rémunération et le respect de la mise en œuvre des principes directeurs. Proposée par la direction des Ressources humaines du pôle Solutions et Expertises Financières (SEF) de BPCE, la politique de rémunération est conforme aux principes définis par les régulateurs et respecte les législations sociales et fiscales en vigueur.

La politique de rémunération cible des niveaux de rémunération compétitifs vis-à-vis de ses marchés de référence et est structurée de façon à favoriser l'engagement de ses collaborateurs sur le long terme, tout en assurant une gestion adaptée des risques. Elle reflète la performance individuelle et collective de ses métiers. Elle respecte les grands équilibres financiers de l'entreprise.

La rémunération globale de la Compagnie se structure autour des composantes suivantes :

- une rémunération fixe qui reflète les compétences, les responsabilités et les expertises attendues dans l'exercice d'un poste, ainsi que le rôle et le poids de la fonction dans l'organisation. Elle est déterminée en fonction des spécificités de chaque métier sur son marché local ;
- une rémunération variable annuelle qui est attribuée en fonction de l'évolution des résultats de l'entité, et de l'atteinte d'objectifs quantitatifs et qualitatifs, et de la manière dont ces objectifs ont été atteints. La Compagnie veille à ce que la proportion de rémunération fixe dans la rémunération totale représente un niveau suffisamment important pour permettre la flexibilité nécessaire dans la politique de rémunération variable ;
- une rémunération collective associée à des dispositifs d'épargne salariale.

Chaque collaborateur bénéficie de tout ou partie de ces différentes composantes, en fonction de ses responsabilités, de ses compétences et de sa performance.

Le système de rémunération des personnels des fonctions clés, définies par la directive assurance est fondé sur des objectifs propres.

Aucune transaction importante avec des actionnaires, des personnes exerçant une influence notable sur La Compagnie ou des membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle n'a eu lieu en 2021.

2.3. Exigences de compétence et d'honorabilité des dirigeants effectifs et des fonctions clés

Les membres du Conseil d'Administration et de la direction générale de la Compagnie disposent d'une expertise incontestable en matière de gestion, notamment du fait de leur fonction de dirigeants d'établissement financier. La Compagnie dispense les formations nécessaires permettant d'appréhender le cadre réglementaire solvabilité II et les spécificités de son modèle interne partiel.

La responsabilité des quatre fonctions clés (actuariat, gestion des risques, conformité et audit interne) a été confiée à des collaborateurs distincts de la Compagnie ou, pour la fonction Audit interne, de Natixis. Les responsables des fonctions clés ont les qualifications, connaissances et expériences professionnelles propres à leur permettre une gestion saine et prudente ; leur réputation et leur intégrité sont de bon niveau.

La vérification de l'honorabilité des dirigeants effectifs et des fonctions clés est effectuée via le bulletin n°3 du casier judiciaire et complété par la déclaration de non-condamnation pour les infractions citées à l'article L 931-7-2 du Code de la sécurité sociale.

Les fonctions clés sont exemptes d'influences pouvant compromettre leur capacité à s'acquitter de façon objective, loyale et indépendante des tâches qui leur incombent.

2.4. Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité

La Compagnie est soumise à plusieurs risques liés :

- à la sinistralité de son portefeuille de cautions et garanties ;
- à son portefeuille d'actifs ;
- à la fiabilité des processus mis en place ;
- à son positionnement commercial.

La Compagnie maîtrise ces risques et assure la continuité de ses opérations par la mise en œuvre d'un dispositif qui couvre la politique générale de risques, le processus de souscription des risques (règles de sélection, délégation, contre-analyse), le suivi et la surveillance des risques, la couverture des risques (tarification, provisionnement, investissement, réassurance, mobilisation de fonds propres).

2.4.1. Description du système de gestion des risques

Le système de gestion des risques de la Compagnie s'inscrit, d'une part, dans le cadre de la réglementation française et européenne et, d'autre part, dans la charte « Risques Groupe BPCE ».

Le système de gestion des risques de la Compagnie :

- décline la vision stratégique de la Compagnie en termes d'appétence au risque, à travers des politiques de risques, et développe une gestion proactive du portefeuille de risques ;
- assure un rôle de contrôle au service de la direction générale et des autorités de tutelle (contrôle permanent de niveau 2 et débat contradictoire avec les métiers sur la prise de risque) ;
- garantit l'exhaustivité du suivi des risques et l'efficacité du dispositif de surveillance sur l'ensemble du périmètre de la Compagnie ;

Il s'appuie :

- sur la fonction gestion des risques pour :
 - o définir un corpus de politiques de risques pour la Compagnie aligné sur la stratégie de l'entreprise, veiller à son application et à sa mise à jour régulière ;
 - o définir les méthodologies et les normes permettant la mesure du risque et l'approbation de la prise de risque (modèles, reportings, limites, schémas de délégation) dans le respect des normes réglementaires et de BPCE ;
 - o assurer un second regard sur les dossiers métiers au travers du workflow et des comités dont la direction des Risques assure la préparation, l'animation et le secrétariat ;
 - o définir un dispositif de surveillance et de suivi des risques à la fois aux niveaux individuel et consolidé ;
 - o assurer la production des reportings de risques à destination du comité exécutif, de la direction des risques de BPCE, des métiers et des autorités de tutelle ;
 - o assurer le partenariat vis à vis des autorités de tutelle, des agences de notation et de BPCE sur les problématiques de risque ;
- sur une cartographie des risques, distinguant les risques significatifs auxquels est exposée l'entreprise. La Compagnie distingue deux catégories de risques :
 - o les risques de 1^{ère} catégorie, définis à partir des événements dont la survenance peut modifier sensiblement le profil de risque de la Compagnie et donc conduire à une redéfinition de sa stratégie, de sa politique de financement ou encore de ses objectifs commerciaux. Les risques de 1^{ère} catégorie sont ceux à partir desquels la Compagnie évalue son besoin global de solvabilité ;

- o les risques de 2^{ème} catégorie, en raison de leur faible impact sur la solvabilité et la performance de la Compagnie ;
- sur des politiques et des procédures
Ces politiques et procédures couvrent la souscription et le provisionnement, la gestion financière, la gestion du risque opérationnel, la réassurance ;
- sur les comités traitant des risques
Le dispositif de surveillance et de maîtrise des risques est encadré par un comité des risques, comité faitier qui se réunit trimestriellement et par un ensemble de comités spécialisés ou transversaux.

Le système de gestion des risques de la Compagnie est intégré dans les processus opérationnels.

Le risque de souscription est couvert par différents comités, bénéficiant chacun d'un périmètre bien défini :

- la mise en place d'un nouveau produit ou d'une nouvelle activité ;
- l'octroi ou le renouvellement de souscriptions individuelles au-delà des délégations individuelles attribuées aux opérationnels ;
- la qualité des données enregistrées dans les bases ;
- le suivi des souscriptions présentant un risque de défaillance ;
- les sinistres et leur provisionnement.

Le risque de marché (financier) est suivi par deux comités distincts : le comité des risques qui décline la politique de risque de marché et le comité de gestion financière qui suit son application.

Les risques opérationnels sont suivis par le comité des risques et le comité des risques opérationnels.

Les risques de non-conformité et les contrôles réalisés par la fonction conformité, ainsi que la sécurité des systèmes d'information, la continuité d'activité et la protection des données sont suivis par le comité compliance.

Le système de gestion des risques de la Compagnie, placé sous la responsabilité de sa direction générale, est par ailleurs intégré à celui de BPCE.

2.4.2. Modèle interne

Au premier trimestre 2017, l'ACPR a approuvé le modèle interne de la Compagnie, validant ainsi son utilisation pour le calcul de capital de solvabilité requis au titre de Solvabilité II, avec effet au 31 décembre 2016.

L'utilisation par la Compagnie d'un modèle interne permet :

- de déterminer l'appétence au risque : les résultats du modèle interne sont utilisés pour orienter la stratégie de souscription de la Compagnie, en adaptant notamment le système de sélection des risques et de tarification ;
- de contribuer au calcul de sa valeur intrinsèque (Embedded Value) et la valeur d'une année de souscription (New business value) ;
- de contribuer à la production du bilan prudentiel, grâce aux projections Best Estimate issues du modèle interne ;
- d'adapter les programmes de réassurances, en s'appuyant sur les résultats du modèle interne en termes de sinistralité et de consommation des fonds propres ;
- de projeter les comptes techniques à moyen terme, à des fins d'élaboration des business plans ;
- d'utiliser les projections dans le cadre de la gestion actif-passif.

L'objectif également poursuivi par la Compagnie, par l'utilisation de son modèle interne dans le cadre réglementaire, consiste principalement au calcul du capital du Best Estimate des provisions techniques, de la marge de risque, du capital solvabilité requis (SCR) et du capital minimum requis (MCR).

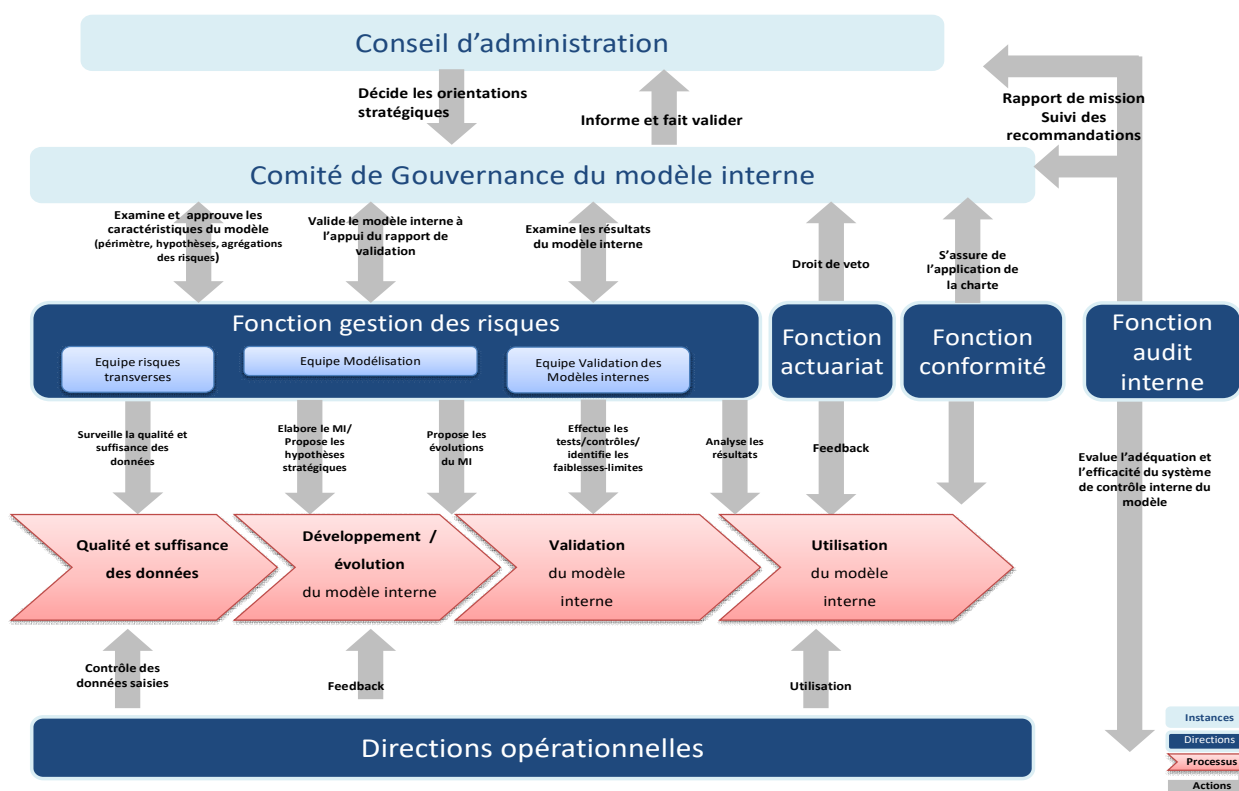
La Compagnie vérifie la sensibilité du modèle interne. Elle calcule aussi sa consommation en fonds propres à des horizons supérieurs à un an, notamment dans les processus de calculs de l'ORSA.

Gouvernance du modèle interne

La gouvernance du modèle interne de la Compagnie est décrite dans la charte de gouvernance du modèle interne, approuvée par le Conseil d'Administration, qui a pour objectif de :

- fixer les modalités d'intégration du modèle interne dans la gouvernance générale de la Compagnie ;
- établir l'ensemble des règles d'utilisation et de maintenance du modèle interne ;
- fixer les rôles et responsabilités de la direction générale et de l'ensemble des fonctions de la Compagnie prenant part à la conception, à l'utilisation et au contrôle du modèle interne ;
- organiser les processus de validation, de contrôle, d'évolution et de documentation du modèle interne.

Schéma général de gouvernance du modèle interne :



Le comité de gouvernance du modèle interne est composé :

- d'un dirigeant effectif (président du comité, sans délégation) ;
- des responsables des fonctions clé gestion des risques, actuariat et conformité, nommés par le Conseil d'Administration ;
- d'un représentant des directions opérationnelles concernées ;
- du représentant de la direction des risques de BPCE.

Il s'assure que le modèle interne réplique en permanence le profil de risque de la Compagnie. Il est garant de l'adéquation du modèle interne avec les obligations découlant de la directive Solvabilité II.

Le comité de gouvernance des données est garant de l'exactitude des données relatives aux activités de la Compagnie, enregistrées dans ses différentes bases de données.

La fonction gestion des risques est garante de l'exhaustivité et de la pertinence des données nécessaires à l'application du modèle. Elle comprend trois équipes distinctes :

- modélisation ;
- validation des modèles internes ;
- qualité et suffisance des données.

Validation du modèle interne

La validation du modèle interne vise à s'assurer que les exigences de capital résultant du modèle interne, sont appropriées au niveau et au type de risques pris par la Compagnie.

La Compagnie a mis en place une politique de validation de son modèle interne approuvée par son Conseil d'Administration. Cette politique, la gouvernance, les outils et les processus associés, sont documentés dans la charte de validation du modèle interne.

La fonction gestion des risques est propriétaire du modèle interne de la Compagnie. A cet effet, et conformément à l'article R354-2 du Code des assurances, ses responsabilités portent sur l'élaboration, la maintenance, le calibrage et la validation du modèle interne.

L'équipe de validation du modèle interne est indépendante de l'équipe de construction du modèle interne. Elle s'assure en permanence de la qualité du modèle interne.

La validation du modèle est effectuée sur chaque type de risques (primes, réserves, rachat, catastrophe) et chaque type de caution entrant dans le périmètre du modèle interne.

L'équipe validation du modèle interne s'assure que les principes généraux énoncés dans la réglementation sont respectés par le modèle interne.

Par ailleurs, elle met en œuvre des outils et des contrôles de validation du modèle de type tests d'adéquation, tests de performance (backtesting), tests de jugement d'expert, tests sur les données, tests de robustesse, stress tests (unique, analyse de scénario), reverse stress tests, attribution des profits et pertes, use tests, tests de documentation. Ces outils peuvent être complétés par des tests complémentaires jugés pertinents.

Un rapport de validation produit à minima une fois par an, est communiqué au comité de gouvernance du modèle interne et ses conclusions sont rapportées à la direction générale et au Conseil d'Administration.

Ce rapport présente les conclusions des travaux menés par l'équipe validation. Une appréciation générale est formulée ainsi que d'éventuelles préconisations et qualifie le niveau de satisfaction atteint pour chaque test.

La direction des risques soumet le cas échéant des actions correctrices au comité de gouvernance du modèle interne, afin de remédier aux limites ou insuffisances identifiées. Elle est responsable de la bonne implémentation des actions correctrices.

La Compagnie a mis en œuvre un dispositif de gestion de la qualité des données (QDD) sur le périmètre des données utilisées par le modèle interne.

Les outils de pilotage de la qualité des données sont composés d'une base documentaire et de tableaux de bord de pilotage. La base documentaire du dispositif de qualité des données repose sur quatre outils principaux, issus d'une démarche rigoureuse et systématique de documentation et couvre l'ensemble des données du modèle interne :

- dictionnaire des données ;
- registre des contrôles ;
- diagramme modélisant le cycle de vie des données ;
- programme de formation Solvabilité II.

Evolution du modèle interne

Une politique de changement du modèle interne décrit les principes de gouvernance des évolutions du modèle interne. Elle est validée par le comité de gouvernance du modèle interne et est transmise à l'ACPR.

Cette politique définit les évolutions et les classes en « mineures » ou « majeures » au regard de leur impact probable sur le modèle.

Pour les évolutions caractérisées comme majeures ou pour toute modification apportée au périmètre du modèle interne, l'intégralité du dispositif encadrant le modèle interne devra être examinée et faire l'objet d'une nouvelle démarche d'approbation auprès de l'ACPR.

Chaque trimestre, un reporting des modifications majeures/mineures est transmis à l'ACPR.

2.4.3. Formule standard

Le modèle interne développé par la Compagnie est un modèle partiel. Il couvre uniquement le risque de souscription des cautions de prêts aux particuliers qui représente 90% des engagements réglementés au passif du bilan de la Compagnie. Les risques qui ne sont pas inclus dans le modèle interne, sont évalués sur la base de la formule standard :

- le risque de souscription des garanties autres que les garanties de prêts aux particuliers ;
- les risques de marché ;
- le risque de défaut ;
- le risque opérationnel.

2.4.4. Evaluation interne des risques et de la solvabilité

La Compagnie est soumise à plusieurs risques liés à :

- la sinistralité de son portefeuille de cautions et garanties ;
- son portefeuille d'actifs ;
- la fiabilité des processus mis en place ;
- son positionnement commercial.

La Compagnie maîtrise ces risques et assure la continuité de ses opérations, par la mise en œuvre d'un dispositif qui couvre la politique générale de risques, le processus de souscription des risques (règles de sélection, délégation, contre-analyse), le suivi et la surveillance des risques, la couverture des risques (tarification, provisionnement, investissement, réassurance, mobilisation de fonds propres).

Le risque de positionnement commercial, les SCR pluriannuels et l'anticipation d'un ou plusieurs chocs sur le bilan de la compagnie font l'objet du processus ORSA.

Chaque mise à jour de la charte de gestion des risques et de la solvabilité, qui encadre le processus ORSA de la Compagnie, est validée par la direction générale et le Conseil d'Administration.

Préparation de l'ORSA

La Compagnie procède chaque année à une évaluation interne de ses risques et de sa solvabilité dans le cadre du processus ORSA (Own Risk and Solvency Assessment).

Totalement intégrée dans les processus de décision stratégique, l'ORSA permet à la Compagnie d'identifier, mesurer et gérer les éléments de nature à modifier sa solvabilité ou sa situation financière. Il est utilisé comme un outil de pilotage en fonction des risques, pour les décisions de gestion du capital, la définition du plan financier, la conception de nouveaux produits, etc.

Le dernier rapport ORSA à destination de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), transmis en 2020, donne les principaux résultats issus des calculs détaillés. Il a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Compagnie.

Les calculs de l'ORSA se fondent sur les spécifications du modèle interne partiel et sur les hypothèses des dernières prévisions d'atterrissage, du budget et du plan stratégique pour les années suivantes.

La charte de gestion des risques et de la solvabilité, qui encadre le processus ORSA de la Compagnie, a été validée par la direction générale et approuvée au Conseil d'Administration.

L'appétence de la Compagnie au risque est définie de manière à répondre à deux principales orientations stratégiques :

- **maintenir un niveau de solvabilité suffisant au regard de l'environnement réglementaire assurantiel.** Le besoin de solvabilité de la Compagnie est mesuré par le Capital de Solvabilité Requis (SCR) qui tient compte de l'exigence spécifique sur les cautions de prêts immobiliers ;
- **être créateur de valeur pour BPCE.**

L'appétence au risque de la Compagnie s'inscrit aussi dans le processus du « Risk Appetite Framework » (RAF) du Groupe BPCE. Les indicateurs d'appétence au risque ont été enrichis et validés en 2020.

Solvabilité

Le processus ORSA procède annuellement à l'évaluation :

- du besoin global de solvabilité (BGS) ;
- de l'impact d'un écartement du profil de risque de la Compagnie des hypothèses qui sous-tendent le calcul du SCR ;
- du respect permanent des obligations réglementaires concernant la couverture du SCR et du MCR et des exigences concernant le calcul des provisions techniques.

Le besoin global de solvabilité de la Compagnie se traduit par un taux de couverture du SCR de 110% :

- cette cible permet d'afficher une qualité de signature suffisante pour l'exercice de son activité de fournisseur de protection éligible Bâle III ;
- en dessous de 100% et sans le soutien du groupe, son niveau de notation pourrait se dégrader et ne plus vérifier les critères d'éligibilité Bâle III. Cette situation traduirait un risque commercial fort.

Les décisions opérationnelles dépendent de la zone dans laquelle se situe la Compagnie :

- au-delà 110% de couverture du SCR, le niveau de fonds propres éligibles satisfait le besoin global de solvabilité ;
- entre 100% et 110% de couverture du SCR, la Compagnie entre dans une zone de vigilance et envisage des décisions opérationnelles, visant notamment à abaisser son besoin global de solvabilité et accroître son capital ;
- en dessous de 100% de couverture du SCR, la Compagnie atteint la zone d'alerte et met en œuvre le plan d'actions défini avec ses actionnaires.

Selon le plan d'action décrit dans la charte ORSA, si le taux est inférieur au seuil (110%), la Compagnie envisage des décisions opérationnelles en fonction d'un arbitrage entre :

- une baisse du besoin global de solvabilité résultant, par exemple :
 - o d'une modification des programmes de réassurance ;
 - o des modifications des conditions de souscription afin de privilégier les contreparties les moins risquées pouvant aller jusqu'à la limitation de certaines activités ;

- d'une revue de la politique d'allocation et de gestion d'actifs :
 - réduction de la part des actifs risqués (actions et obligations disposant d'une plus faible notation de crédit),
 - réduction de la durée du portefeuille par un raccourcissement de la maturité des titres détenus ou par l'investissement dans des titres à taux variable,
 - achat d'instruments de couverture.
- une hausse des fonds propres éligibles résultant, par exemple :
 - d'une augmentation de capital ;
 - d'une émission de titres subordonnés.

Le comité de Gestion du Capital de la Solvabilité est en charge d'identifier les solutions opérationnelles et de présenter des propositions. Certaines décisions relèvent de la direction générale de la Compagnie ou de son Conseil d'Administration, d'autres relèvent des actionnaires.

Cette phase conduit, selon les cas, à la réitération de tout ou partie des calculs, après intégration dans les hypothèses, des changements qui interviendraient si les actions identifiées étaient mises en œuvre immédiatement.

Dans la zone d'alerte, la Compagnie définit avec ses actionnaires à très court terme, les modalités d'accroissement du capital ou d'abaissement du niveau de risque (augmentation immédiate ou différée de capital, engagement de couverture d'une partie des risques, etc.).

Création de valeur

En complément de l'évaluation du besoin global de solvabilité, la Compagnie évalue sa rentabilité prospective en calculant, pour chacun des scénarios envisagés et pour chacune de ses activités, une estimation de la création de valeur économique. Il s'agit des principaux indicateurs de pilotage du couple rendement/risque.

La Compagnie définit ainsi quatre principaux indicateurs pour exprimer le niveau de sa rentabilité :

- le résultat économique correspondant à la variation d'actif net sur une année, augmentée du résultat distribuable ;
- le retour sur le besoin global de solvabilité ou RORAC (Return On Risk Adjusted Capital) qui exprime le taux de rémunération du besoin en capital et se calcule comme le ratio entre le résultat économique et le besoin global de solvabilité. Ce dernier correspond en effet au besoin de capital ajusté au risque pris par la Compagnie ;
- la création de valeur exprime le niveau de richesse créée, après la prise en compte de la rémunération du capital au taux sans risque et du coût du capital (Cost of Capital) pour une compagnie d'assurance ;
- la rentabilité des capitaux, qui exprime la rentabilité vis-à-vis de l'actionnaire et se calcule comme le ratio entre le résultat et les capitaux.

2.5. Système de contrôle interne

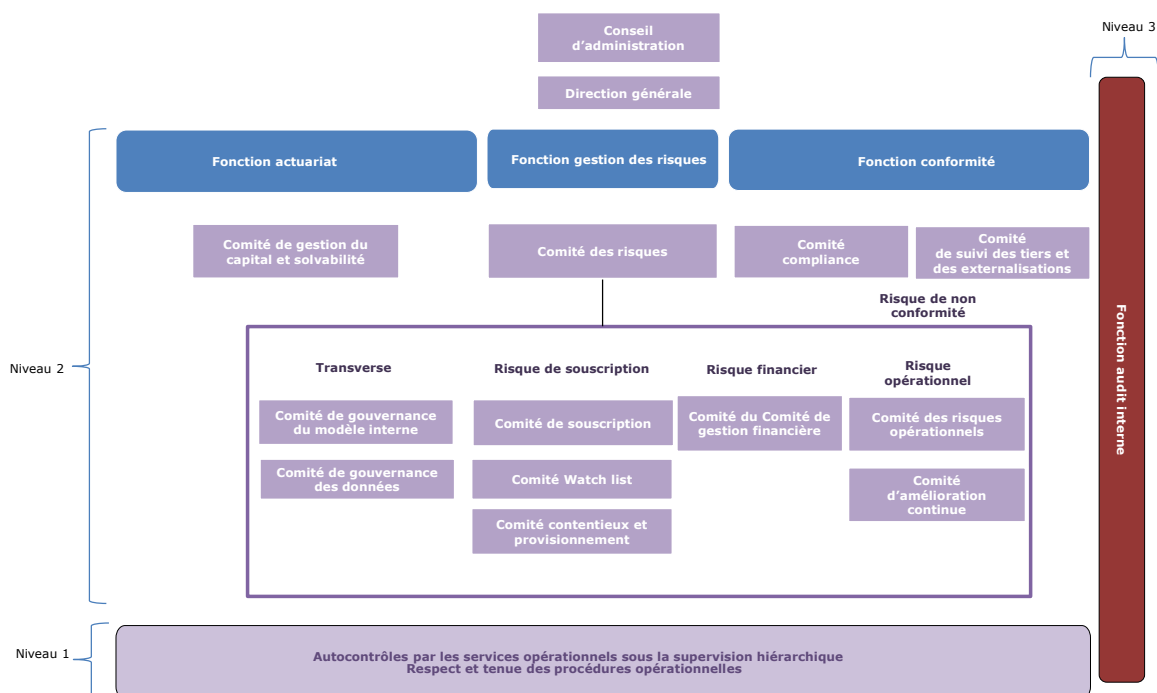
2.5.1. Description du système de contrôle interne

Le contrôle interne est l'ensemble des moyens qui permettent à la direction générale de s'assurer que les opérations réalisées, l'organisation et les procédures mises en place sont conformes aux dispositions légales et réglementaires, aux usages professionnels et déontologiques, et aux règles internes et orientations définies par l'organe exécutif de l'entreprise. Le dispositif de contrôle interne vise à :

- s'assurer de la continuité de l'activité et de la pérennité de la Compagnie ;

- garantir la réalité, l'exhaustivité et l'exactitude des informations financières et de gestion ;
- créer un environnement stable de contrôle, assis sur une culture du risque et du contrôle comprise et partagée par l'ensemble des membres du personnel ;
- conduire les activités de contrôle visant à prévenir les dysfonctionnements, s'assurer de l'adéquation et du bon fonctionnement des processus internes, exercer sur les risques encourus un contrôle suffisant pour en assurer la maîtrise ;
- vérifier l'intégrité et la disponibilité des systèmes d'information et de communication.

Dispositif général de contrôle interne de la Compagnie :



Procédures

La Compagnie dispose **d'un corpus de procédures** opérationnelles. Ces procédures déclinent les principes émis dans les différentes politiques de la Compagnie.

Les travaux d'actualisation des procédures opérationnelles sont supervisés par la **fonction conformité** et validés par la **fonction gestion des risques**. Une seconde lecture est ainsi réalisée afin de contrôler l'exhaustivité et la cohérence des process décrits.

Le corpus de procédures comprend :

- les procédures relatives à l'instruction des dossiers de souscription. Elles détaillent par type de clientèle, le processus d'admission d'un prospect (éléments nécessaires à la constitution du dossier et vérifications menées dans le cadre du dispositif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme), la procédure de renouvellement annuel des encours des clients en portefeuille ou encore, pour les partenariats avec les établissements bancaires, le processus d'instruction d'une demande de caution de crédit ;
- les procédures de gestion des garanties : elles sont relatives à la contractualisation et à l'émission des garanties, au suivi des garanties et au traitement des demandes de modification ;
- les procédures liées à la gestion des sinistres.

Contrôle permanent

Le dispositif de contrôles permanents de la Compagnie repose sur :

- un plan annuel de contrôles permanents de premier niveau des directions de clientèles, de middle-office, de back-office et de recouvrement ;
- un plan annuel de contrôles de second niveau ;
- le pilotage et la validation de ces travaux par le comité conformité présidé par les dirigeants effectifs de CEGC.

La fonction conformité est en charge, en collaboration avec les métiers concernés, de l'élaboration

plan annuel des contrôles permanents de premier niveau des opérationnels de la Compagnie ainsi que de son actualisation.

Ce plan s'appuie sur les procédures mises à jour, sur la cartographie des risques de non-conformité et sur la cartographie des risques opérationnels complétée par des interviews des responsables concernés, afin d'aboutir au catalogue des contrôles. Celui-ci détaille, pour chaque contrôle identifié, son objectif, sa nature, les intervenants, la méthodologie, l'échantillonnage, la fréquence et le mode de restitution.

La cartographie des risques de non-conformité est mise à jour a minima annuellement. Les travaux menés consistent à réévaluer l'exposition de la Compagnie aux risques de non-conformité en estimant leur impact et le niveau de performance du dispositif de maîtrise de ces risques.

2.5.2. Vérification de la conformité

La fonction conformité veille au respect de la réglementation et des principes déontologiques spécifiques aux activités d'assurance exercées par la Compagnie.

Partie intégrante du dispositif de contrôle interne, la vérification de la conformité au sein de la Compagnie s'effectue par la mise en œuvre d'un plan de contrôles de second niveau annuel et le suivi de la réalisation du plan annuel de contrôles de premier niveau. Celui-ci est élaboré à partir de l'actualisation des différentes cartographies des risques opérationnels et de non-conformité de la Compagnie, des résultats des contrôles permanents de l'exercice écoulé, des zones de risques identifiées par le contrôle périodique et des évolutions réglementaires.

La politique de la vérification de la conformité mise en place au sein de la Compagnie est déclinée par métier.

Les différents sujets liés à la vérification et à l'évaluation du niveau de conformité de la Compagnie sont présentés à la direction générale, via le comité conformité et au Conseil d'Administration auquel le responsable de la fonction clé conformité fait rapport.

Les champs d'action et les missions principales de la fonction conformité sont :

- **le dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme** de la Compagnie, qui comprend :
 - o l'évaluation du niveau d'exposition au risque de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme pour chaque activité de la Compagnie et les niveaux de vigilance devant être appliqués en conséquence ;
 - o les procédures opérationnelles concernant notamment les diligences à effectuer par les opérationnels au titre de la connaissance de leur client et de l'appréciation de l'opération cautionnée, et les mesures à mettre en œuvre en cas de soupçon ;
 - o une procédure à destination des correspondants Tracfin de la Compagnie détaillant les modalités de réalisation des déclarations de soupçon et les principes à respecter dans ce cadre ;
 - o un logiciel d'identification des personnes faisant l'objet de mesure de gel d'avoirs ou étant qualifiées de personnes politiquement exposées. Les bases clientèles sont criblées et les alertes émises sont traitées par la fonction conformité. La fréquence du criblage est adaptée à celle de la mise à jour des listes des personnes ou entités désignées par les règlements et décrets dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme ;
 - o la formation du personnel aux problématiques de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. La Compagnie prévoit pour tout nouvel entrant une sensibilisation sur ce sujet grâce à un e-learning. En outre, des formations en présentiel sont dispensées aux collaborateurs notamment à chaque évolution de la réglementation en vigueur.
- **le dispositif de lutte contre la fraude**, qui repose sur une procédure détaillant les rôles de chacun dans la prévention, la détection, l'investigation et les actions correctrices à définir ainsi que sur une cartographie des risques de fraude et des sensibilisations.
- **la veille réglementaire**, réalisée par le Secrétariat Général, concernant la législation d'ordre général et les évolutions de la réglementation liées au statut d'entreprise d'assurance, ainsi que la

veille juridique concernant la réglementation spécifique aux activités de la Compagnie. L'intégralité du périmètre réglementaire de la Compagnie est ainsi couvert et fait l'objet d'une veille juridique.

Cette veille est diffusée selon une fréquence trimestrielle à l'ensemble des collaborateurs. Les préconisations réglementaires effectuées par BPCE ou par les organismes de place auxquels la Compagnie est adhérente (FFA, ASF) sont diffusées aux collaborateurs concernés.

- **le plan de formations** sur les thématiques de conformité, qui est validé chaque année par le comité conformité.
- **la protection de la clientèle** qui comprend :
 - o un dispositif de traitement des réclamations reçues de ses clients ;
 - o un code de conduite qui rappelle les grands principes applicables en matière d'éthique et de déontologie notamment :
 - le respect des collaborateurs, des textes et de l'environnement de travail,
 - la primauté de l'intérêt du client,
 - la protection de l'image de la Compagnie et du Groupe BPCE,
 - la protection de l'information et des données.

2.6. Fonction d'audit interne

2.6.1. Principes d'organisation

Indépendance et objectivité

L'Audit interne de la Compagnie est membre de la filière du contrôle périodique intégrée du Groupe BPCE, au sens de l'article 27 de l'arrêté du 3 novembre 2014.

L'Inspection générale Groupe est responsable du contrôle périodique de BPCE et de son organisation en filière audit interne au sein du Groupe, tant en France qu'à l'étranger.

L'organisation de la filière Audit Interne repose sur un lien fonctionnel fort entre les directions de l'Audit Interne et l'Inspection générale Groupe.

Requise par la réglementation, l'indépendance de la filière Audit est inhérente à sa mission. Cette filière ne subit aucune ingérence dans la définition de son champ d'intervention, la réalisation de ses travaux ou la communication de ses résultats. À ce titre, elle ne saurait se voir opposer aucun domaine réservé ni le secret professionnel.

Ainsi, la filière Audit n'exerce aucune activité opérationnelle. Elle ne définit ni ne gère les dispositifs qu'elle contrôle.

La filière Audit a accès à toute l'information nécessaire pour l'actualisation régulière de son périmètre d'audit et la réalisation des missions d'audit

Architecture générale du contrôle périodique de la Compagnie

La fonction Audit interne de la Compagnie s'inscrit dans le cadre législatif et réglementaire qui régit les principes de gouvernance et le système de contrôle interne de la Compagnie et de BPCE SA, en particulier :

- les dispositions du code monétaire et financier ;
- les dispositions du code des assurances ;
- le Règlement Délégué 2015/35 de la Commission complétant la directive 2009/138/CE (Solvabilité II) ;
- l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement, soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) ;
- le Règlement Général sur la protection des données ;

- les bonnes pratiques de l’IIA (Institute of Internal Auditors) et de l’IFACI (Institut Français de l’Audit et du Contrôle Interne);
- la charte Filière Audit interne et ses normes validées par le Comité de Direction Générale BPCE ;
- les principes de gouvernance et de contrôle interne de CEGC et de BPCE en sa qualité d’organe central retranscrits dans ses chartes;
- les engagements pris par BPCE à l’égard de l’Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Ces réglementations prévoient que les établissements de crédit et leurs filiales doivent disposer, selon des modalités adaptées à leur taille, à la nature et à la complexité de leurs activités, d’agents réalisant les contrôles périodiques.

De fait, le vocable « Audit interne » est exclusivement réservé aux membres de la fonction Audit interne afin d’assurer la lisibilité du système de contrôle interne de la Compagnie et du Groupe BPCE.

Devoir d’alerte

Le détenteur de la fonction clé Audit interne dispose d’un devoir d’alerte, en tant que de besoin, auprès de la direction générale et du Conseil d’Administration de la Compagnie d’une part, de l’Inspecteur général Groupe d’autre part.

L’Inspecteur général relaye l’alerte auprès du comité des risques de BPCE SA.

2.6.2. Politique d’audit interne

La charte décline et adapte à l’Audit interne de la Compagnie les principes et les normes attachés à la filière Audit interne du Groupe BPCE :

- en définissant la finalité, les pouvoirs, les responsabilités et l’organisation générale de l’Audit interne de la Compagnie ;
- en s’inscrivant dans le cadre législatif et réglementaire de l’assurance et de la banque qui régit les principes de gouvernance et le système de contrôle interne de la Compagnie et de BPCE SA ;
- en édictant le principe d’indépendance entre les fonctions de contrôle interne permanent et périodique, et entre les fonctions de contrôle interne permanent et de prise de risque, aucun niveau de contrôle ne pouvant se substituer à un autre ;
- en positionnant l’Audit interne de la Compagnie dans les responsabilités de l’Inspection générale Groupe.

Conformément aux dispositions réglementaires, la charte est revue annuellement et soumise pour approbation au Conseil d’Administration de la compagnie, au dirigeant effectif de la Compagnie et à l’inspecteur général Groupe pour visa.

Processus de réexamen et fréquence de révision

La fonction clé Audit interne procède a minima une fois par an à la revue de sa politique pour prendre en compte toute évolution significative des règles internes et externes applicables à l’exercice de ses responsabilités et/ou de l’environnement de l’entreprise.

La fonction clé Audit interne présente sa politique révisée aux dirigeants effectifs de la Compagnie et à l’inspecteur général Groupe dont elle obtient le visa avant la soumission de la politique revue à la validation par le Conseil d’Administration de la Compagnie.

2.7. Fonction actuarielle

Au niveau de la Compagnie, la fonction actuarielle garantit l’adéquation du niveau de provisionnement et intervient en deuxième regard sur les travaux de l’équipe actuariat.

Le responsable de la fonction actuarielle rend compte chaque année au conseil d'administration des travaux menés sur les provisions techniques, et émet un avis sur la politique de souscription, ainsi que sur le dispositif de réassurance

L'équipe « Actuariat » a en charge la production des différents calculs relatifs aux Provisions Techniques, aux comptes de réassurance, et à la tarification.

Elle contribue aux calculs de fonds propres réglementaires :

- elle fournit à l'équipe modélisation les données techniques nécessaires aux calculs de SCR souscription en formule standard et de SCR de défaut ;
- elle participe à la définition de certaines hypothèses en lien avec la politique de souscription (frontières des contrats, risque de rachat,...).

Elle est impliquée dans l'utilisation du modèle interne sur les cautions de prêts aux particuliers et a un rôle de surveillance de la qualité des résultats :

- elle valorise les provisions Best Estimate à partir des flux issus du modèle interne.
- elle alerte l'équipe propriétaire du modèle interne lorsqu'elle détecte des incohérences et, le cas échéant, le comité de gouvernance du modèle interne dont elle est membre ;
- elle utilise les résultats du modèle interne dans les calculs d'Embedded Value et dans les projections financières à moyen terme.

2.8. Sous-traitance

Les activités sous-traitées sont définies comme celles que la Compagnie confie à un tiers de manière durable et à titre habituel et qui concourent directement à la réalisation soit des missions des fonctions clés telles que décrites dans la directive Solvabilité II, soit des activités essentielles de la Compagnie.

La définition de l'activité sous-traitée suppose que celle-ci puisse également être effectuée en interne et qu'il relève du choix de la direction générale de la Compagnie de l'exercer en recourant à l'externalisation.

Le recours aux prestataires s'appuie sur des principes et règles d'application formalisés dans une politique de gestion des externalisations communiquée à l'ensemble des acteurs concernés au sein de la Compagnie. Les règles mises en place portent sur la qualification du prestataire au travers d'une matrice, l'analyse et le suivi de ses engagements et obligations, notamment en matière de continuité d'activité, ainsi que sur la formalisation des contrats.

Le contrôle permanent de ces activités externalisées est réalisé par les directions opérationnelles concernées. Des comptes rendus sont mis en place pour le suivi des prestataires. Un responsable fonction Externalisation anime le dispositif de suivi au sein de la Compagnie et assure la mise à jour annuelle de l'inventaire des sous-traitants de la Compagnie.

La fonction conformité assure le suivi global du dispositif et le contrôle permanent de second niveau.

La fonction audit interne réalise des missions éventuellement mutualisées, en fonction de l'évaluation du risque applicable à l'ensemble des unités auditables de leur périmètre d'audit.

3. PROFIL DE RISQUES

Par son activité d'assurance et de gestion d'actifs, la Compagnie est exposée principalement :

- au risque de souscription ;
- au risque de marché (financier) ;
- aux risques opérationnels ;
- aux risques de non-conformité.

La Compagnie a mis en place un dispositif d'atténuation des risques, comprenant des principes et règles en matière de souscription et de provisionnement (limites d'exposition et de diversification), de placements, ainsi qu'un dispositif de réassurance externe, en lien avec l'activité et la stratégie de développement.

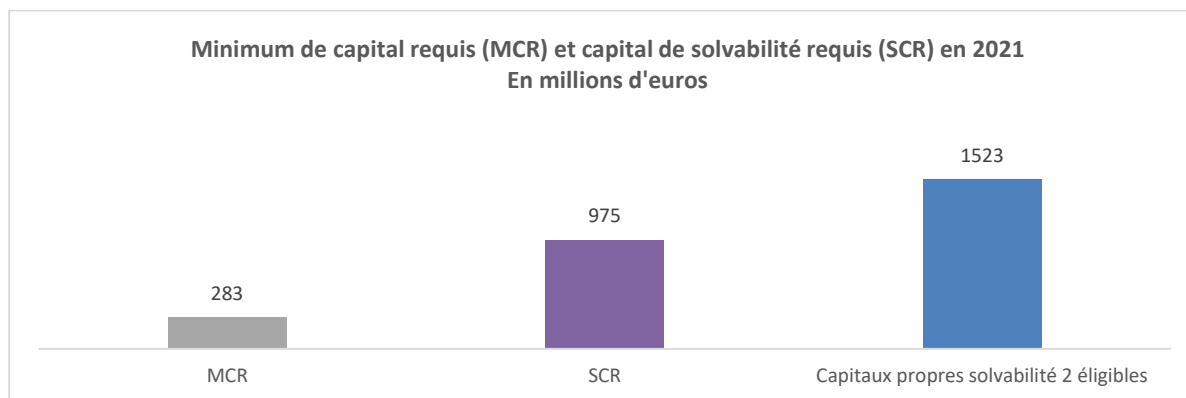
Le modèle interne est utilisé pour évaluer le niveau du capital de solvabilité requis de la Compagnie. Il est également utilisé dans le processus d'évaluation du besoin global de solvabilité qui est intégré dans les prises de décision stratégique de la Compagnie.

Le capital de solvabilité requis correspond à la valeur en risque des fonds propres de la Compagnie.

La directive européenne Solvabilité II impose la valorisation des engagements de l'assureur au Best Estimate augmentée d'une marge de risque et ainsi que des exigences en capital de solvabilité requis, sur la base d'un quantile à 99,5%, correspondant à une ruine tous les 200 ans.

La Compagnie utilise son modèle interne partiel pour déterminer le risque de souscription de l'activité de cautions de prêts aux particuliers. La détermination des SCR pour le reste des marchés et des risques, se fait à partir de la formule standard.

Ratio de solvabilité de la Compagnie au 31 décembre 2021



Le SCR global, net de réassurance, est évalué à 975 millions d'euros au 31 décembre 2021. Le MCR à fin 2021 s'élève à 283 millions d'euros (soit 29% du SCR).

Le ratio de couverture du SCR est égal à 156% au 31 décembre 2021.

Répartition des risques par nature

Le tableau suivant présente la répartition du capital de solvabilité requis (975 millions d'euros) de la Compagnie par nature de risques au 31 décembre 2021 :

<i>en k€</i>	2021	2020	Evolution 2021/2020
SCR Marché	406 925	383 343	+ 6%
SCR Souscription	979 514	853 556	+ 15%
SCR Défaut	28 785	24 548	+ 17%
BSCR	1 165 852	1 032 169	+ 13%
SCR Opérationnel	30 613	31 928	- 4%
Ajustement pour impôts	-221 022	-156 141	+ 42%
SCR	975 443	907 957	+ 7%

Fin 2021, le SCR Souscription représente 84% du BSCR avant diversification. Il est principalement constitué du SCR sur les cautions de prêts aux particuliers.

Le SCR Marché représente 35% du BSCR. Le SCR opérationnel représente près de 3% du SCR.

3.1. Risque de souscription

3.1.1. Cartographie des risques de souscription

Le risque de souscription est évalué sur chacune des lignes de business proposées par CEGC :

1. Sur les cautions de crédit d'activité ;
2. Sur le dommage ouvrage ;
3. Sur la responsabilité civile ;
4. Sur la garantie de loyers impayés.

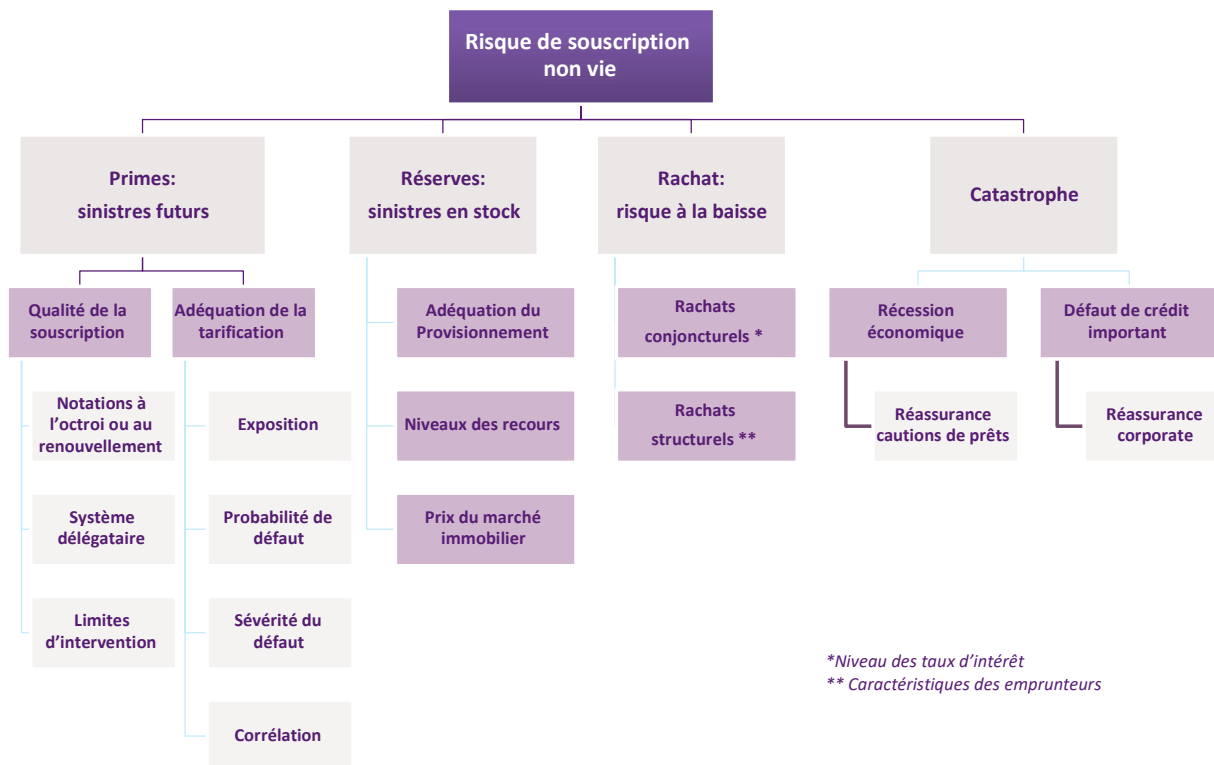
De manière générale, le risque de souscription non-vie de la Compagnie composé du risque de prime du risque de réserve, du risque de rachat et du risque catastrophe

En particulier sur les cautions de crédits, le risque de souscription non-vie est lié à la défaillance de la contrepartie garantie vis-à-vis des obligations cautionnées. Ce risque est fonction de trois éléments :

- le défaut des contreparties garanties (emprunteurs particuliers, entreprises) ;
- le volume d'exposition (atomisé sur les cautions de crédit, et plus concentré sur les autres cautions) ;
- le niveau de recouvrement en cas de défaut qui limite la perte ultime en cas de défaut.

Le schéma ci-dessous décrit les composantes prises en compte dans l'analyse du risque de souscription.

Cartographie du risque de souscription de la Compagnie



3.1.2. Exposition et mesure du risque

La Compagnie utilise plusieurs mesures et indicateurs pour évaluer son exposition au risque de souscription.

Les encours sous risques représentent l'assiette de risque, les provisions Best Estimate représentent la perte attendue et les SCR, au titre des différents sous-risques de souscription, donnent une évaluation du risque inattendu.

De manière plus détaillée, différents indicateurs de risque sont produits à fréquence régulière dans des tableaux de bord : suivi du profil des débiteurs, des notations des entreprises, des taux de défaut et des taux de recours.

■ Encours sous risque

La Compagnie exprime son niveau d'encours sous risque comme le montant de Sinistre Maximum Probable (SMP ou PML pour Probable Maximum Loss) auquel elle pourrait avoir à faire face au titre de ses engagements de cautions en cours. Pour chaque type de garantie, l'assiette nominale des cautions est pondérée afin d'estimer le volume des expositions sous risque.

Au 31 décembre 2021, les encours sous risque de la Compagnie s'établissent à 240,7 Md€. Ils sont en progression de + 15 % par rapport à l'exercice 2020.

en millions d'euros	2021	2020	Variation 2021/2020
Cautions de prêts	222 395	199 841	11,3%
Garanties financières	9 489	8 343	13,7%
Cautions structurées, autres	8 879	1 593	457,3%
Total des encours sous risque	240 763	209 777	14,8%

Sur les crédits aux particuliers, aux professionnels, à l'économie sociale et au logement social, les expositions au bénéfice des établissements bancaires s'amortissent suivant le tableau d'amortissement du crédit. La Compagnie tient compte des informations transmises par l'établissement de crédit en cas d'événement sur le prêt cautionné comme le remboursement du prêt par anticipation qui met fin à l'engagement de caution.

Comme en 2020, l'activité de cautionnement de prêts immobiliers explique en grande partie la croissance du stock d'encours entre fin 2020 et fin 2021. Ce marché a enregistré un niveau de production soutenu de 47,2 Md€ de crédits cautionnés, en hausse par rapport à 2020. Ce niveau est lié au niveau élevé de production de crédits immobiliers des réseaux du Groupe BPCE et à l'accroissement du taux de recours à la caution dans le réseau des Banques Populaires.

L'activité des cautions structurées s'est également développée en 2021 suite à la mise en place de contre-garanties sur des portefeuilles de lignes de crédit à des contreparties Corporate.

3.1.3. Concentration

Le portefeuille de la Compagnie est majoritairement exposé à la clientèle de détail. Sur ce segment, le risque est très granulaire et le montant moyen d'un dossier de prêt immobilier représentait 195 mille euros en 2021.

3.1.4. Dispositif d'atténuation des risques

La Compagnie atténue son risque de souscription grâce à un dispositif d'encadrement des risques robuste et régulièrement mis à jour, ainsi que par un programme de réassurance.

Dans le contexte de crise sanitaire, le dispositif de souscription et de surveillance a été renforcé. Les mesures complémentaires d'encadrement ont été maintenues sur l'année 2021.

3.1.4.1. Dispositif d'encadrement et de surveillance

La maîtrise du risque de souscription lié à l'activité de cautionnement, repose sur un processus de sélection des risques adapté au type de cautions délivrées et selon un schéma délégataire bien défini (système de délégations individuelles et collectives adapté aux risques spécifiques et à l'expérience des délégataires). La sélection des risques se fonde sur l'analyse des contreparties cautionnées ainsi que sur l'analyse des opérations à engager (nature et analyse du projet, des financements ou des engagements et des sûretés recueillies).

Le processus d'octroi et de délégation de BPCE encadre le schéma délégataire de la Compagnie, en fixant des limites absolues d'encours (niveau d'engagement) par type de garantie et par notation de la contrepartie (risque de survenance du sinistre).

Le schéma délégataire de la Compagnie intègre deux dimensions : le niveau de risque qui exprime la probabilité de survenance d'un sinistre et le niveau d'engagement qui exprime la sévérité du sinistre en cas de survenance. Les dossiers présentant les montants d'engagements nominaux les plus importants font l'objet d'une revue, à minima annuelle.

La structure des **schémas délégataires** respecte les principes de contrôle interne (architecture pyramidale des pouvoirs partant de la direction générale pour être ensuite déclinés sur les opérationnels par délégation, séparation entre l'ordonnateur et le payeur, double signature privilégiée pour un contrôle renforcé). Le périmètre des délégations porte sur tous les domaines : les décisions de souscription,

l'ordonnancement des frais généraux, la gestion des comptes bancaires ou encore la gestion des sinistres.

Les pouvoirs attribués aux collaborateurs sont exclusivement des délégations de signature ou sont liés aux processus internes de la Compagnie. Ils sont attribués en fonction des compétences de chacun. La direction générale conserve la responsabilité vis-à-vis des tiers des engagements pris par ses collaborateurs.

Comités de suivi des risques

Les comités de suivi et de maîtrise des risques auxquels la Compagnie est exposée, sont constitués sur la base du même socle de participants :

- la direction générale qui préside chaque comité ;
- les fonctions clés de la Compagnie au sens de la directive Solvabilité II (gestion des risques, actuariat, conformité et audit interne) selon les attributions du comité ;
- les représentants des métiers concernés et des filières correspondantes de BPCE.

Ils couvrent la gestion des risques (souscription, opérationnels, marché), le contrôle interne et la conformité, le développement, le modèle interne de la Compagnie, la gestion des placements financiers, la continuité d'activité et la sécurité des systèmes d'information.

Leur architecture est organisée autour d'un comité faîtier (**le comité des risques**) et de plusieurs comités qui suivent l'application des politiques de risque et statuent en conséquence. Chaque décision prise s'appuie sur l'avis des différents membres du comité.

Politiques écrites

Le dispositif est formalisé à travers un ensemble de **politiques écrites**. Ces politiques et chartes sont validées par les comités ad hoc présidés par la direction générale.

En complément de ces politiques, des procédures précisent notamment les règles de souscription et de suivi des clients, la gestion des délégations, les conditions de mise en place d'un nouveau produit ou d'une nouvelle activité, les obligations en matière de connaissance des clients et de lutte contre le blanchiment d'argent, le traitement des réclamations des clients, l'organisation du plan de continuité des activités et les modalités de déclaration des incidents de risques opérationnels.

Cette documentation est centralisée dans un répertoire de référence accessible à tous les collaborateurs de la Compagnie.

La Compagnie a défini des limites et des exclusions spécifiques sur certaines garanties.

Le dispositif de surveillance du risque de souscription s'appuie sur des procédures de surveillance des contreparties, soit dans le cadre de revue annuelle accompagné d'audits externes pour les professions réglementées (CMI, ADB-AI) soit en cas de mise sous surveillance des contreparties présentant un risque de défaillance accru (procédure Watch List).

Variables d'influence dans la sélection des risques et suivi du risque

Type de garantie	Drivers clés	Variables clés dans la décision d'octroi	Monitoring du risque
Prêts aux particuliers	DTI (debt to income, niveau d'endettement exprimé en nombre d'années empruntées)	<ul style="list-style-type: none"> Comportement de compte 	Suivi des taux de défaut par classe de risque (modèle interne) Recouvrement par CEGC
Prêts aux professionnels	CSP (le métier exercé par le professionnel)	<ul style="list-style-type: none"> Valeur du fonds de commerce Secteur d'activité 	Recouvrement pour les cautions solidaires Suivi des créances douteuses en caution simple
Prêts Economie Sociale	Catégorie de l'association	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de soutien des collectivités locales (exemple : ARS pour la santé) 	
Prêts Logement Social	LTV	<ul style="list-style-type: none"> Capacité d'autofinancement Age du parc Taux de vacance 	
Constructeurs de Maisons individuelles	Taille du CMI	<ul style="list-style-type: none"> Poids des charges fixes / exploitation Taux de marge brute BFR 	Audit annuel Gestion des garanties chantier par chantier
Loi Hoguet	Niveau de représentation des fonds mandants et fiabilité des comptes mandants	<ul style="list-style-type: none"> Chiffre d'affaires Soldes mandants débiteurs Niveau de trésorerie propre 	Audit annuel Gestion annuelle des garanties
Promotion Immobilière	Qualité de l'opération	<ul style="list-style-type: none"> Niveau d'impasse, taux de marge de l'opération, qualité des entreprises de travaux Trésorerie du promoteur 	Suivi des flux de l'opération en gestion tripartite ou en gestion courante
Caution de marché	Type de garantie (technique/financière)	<ul style="list-style-type: none"> Trésorerie Notation de la contrepartie Durée de la garantie 	Surveillance des lignes (résiliation des lignes, gestion de l'autorisation, gestion des oppositions)

- Cautions de crédits aux particuliers

La Compagnie supporte un risque de fréquence au titre des cautions de prêts.

L'ensemble des dossiers, soumis à analyse et à décision, est scoré par un outil d'aide à la décision, qui détermine, d'une part, une note correspondant à la probabilité de défaut à terme du prêt, et, d'autre part, une classe de risque. Les grilles de scores sont différenciées en fonction de la nature de l'investissement ou du profil de l'emprunteur : résidence principale (RP), résidence secondaire, résidence locative (RL), travaux, SCI (RP / RL), consommation.

Les scores et règles de décision reposent sur de nombreuses informations. L'ensemble de ces données est pris en compte au sein d'une grille qui détermine le schéma délégataire applicable, de l'analyste à l'un des comités de souscription. Chacun des modèles de score est catégorisé suivant trois niveaux du plus important au moins (Tier 1, Tier 2, Tier 3). Et, en fonction du niveau de Tiering, les modèles de score font l'objet d'un suivi spécifique et d'un backtesting périodique par l'équipe de modélisation. Les modèles de score font l'objet de revues, à périodicité définie selon un ensemble de critères, réalisées par l'équipe de validation des modèles, qui est indépendante de l'équipe modèle interne.

La note de score est un élément clé du modèle interne de valorisation du risque de souscription utilisé dans les calculs de fonds propres.

- Cautions de crédits aux professionnels

Sur ce marché, la Compagnie est également exposée à un risque de fréquence.

Tous les dossiers sont scorés par un outil d'aide à la décision. La grille de score est fonction de l'objet d'investissement : immobilier, transmission de patrimoine, modernisation, développement ou création d'entreprise.

L'analyse des engagements intègre les trois axes suivants : profil de l'emprunteur, projet à financer, cohérence profil / projet. Le schéma délégataire combine la note de score et le montant de l'investissement.

Des limites de quotité garantie et de durée de garantie encadrent l'octroi.

■ Cautions de crédits à l'économie sociale et au logement social

Les principaux critères de décision d'octroi de garanties, spécifiques à chaque catégorie d'emprunteur et par champ d'intervention, reposent sur :

- les types de conventions passées avec les pouvoirs publics ;
- l'environnement / rattachement (congrégations, diocèses, collecteurs 1%, etc.) ;
- les indicateurs d'activités, ratios bilanciers et d'exploitation, autofinancement ;
- la faisabilité et l'équilibre des projets.

Pour le logement social, des indicateurs de référence existent par type d'activité et par nature d'établissement :

- les rapports annuité / loyers, autofinancement net / loyers ;
- le niveau de la trésorerie et les ratios fonds propres / loyers, endettement / fonds propres ;
- les rapports frais financiers / loyers ;
- les taux de vacance réel et les taux d'impayés.

Des limites de quotité garantie et de durée de garantie encadrent l'octroi.

■ Garanties aux constructeurs de maisons individuelles

Le processus d'octroi et de renouvellement de garanties s'appuie sur la réalisation d'audits financiers.

Une notation, qui intègre différents ratios financiers spécifiques au secteur de la construction de maison individuelle, est donnée à l'issue de l'audit financier.

Le suivi des chantiers en cours est encadré par des contrôles récurrents amenés à générer des alertes sur les clients du portefeuille, le cas échéant.

■ Assurance construction (Dommage Ouvrage et Responsabilité Civile Décennale) aux constructeurs de maisons individuelles

Les règles de souscription et la tarification encadrant ces nouveaux produits ont été définis en se fondant sur des évaluations techniques des constructeurs et leur historique de sinistralité.

Le Constructeur doit être déjà garanti au titre de la garantie livraison pour être couvert au titre de l'assurance construction.

Enfin, un dispositif de réassurance spécifique composé de traités de réassurance proportionnelle et non proportionnelle spécifique à cette activité a été mis en place.

■ Garanties aux opérations de promotion immobilière

La souscription repose sur la qualité de l'opérateur, au niveau technique et financier et sur l'analyse de l'opération immobilière : prix de revient et couverture, taux de commercialisation, marge prévisionnelle.

La surveillance du déroulement des chantiers et leur suivi financier peuvent générer des alertes en cas de déroulement imprévu.

La Compagnie peut requérir la mise en place d'une convention tripartite (client, banque, Compagnie), par laquelle la banque ne peut effectuer aucun règlement sans l'accord de la Compagnie. Ce dispositif permet de maîtriser le déroulement d'une opération tout en contrôlant l'ensemble de ses flux de paiements et encaissements.

■ Cautions et garanties aux entreprises

Le processus de souscription est fondé sur l'analyse financière de l'emprunteur, les opérations à cautionner ainsi que le profil des garanties demandées.

- **Garanties aux administrateurs de biens et agents immobiliers**

Garanties financières :

L'analyse des dossiers se fonde sur les données financières issues des bilans des professionnels garantis et des rapports de contrôle diligentés par la Compagnie. Une attention particulière est portée à la balance des comptes des mandants.

Garantie Loyer Impayé :

Le processus d'analyse est fondé d'une part sur la qualité du profil des locataires et d'autre part sur le niveau de sinistralité en garantie GLI de l'administrateur de biens.

Un dispositif de réassurance composé d'un traité de réassurance proportionnelle spécifique à cette activité a été mis en place.

3.1.4.2. Dispositif de réassurance

La Compagnie couvre son portefeuille d'engagements de cautions par un programme de réassurance adapté aux différentes activités exercées. Il est soumis chaque année à la validation du comité de Gestion du Capital et de la Solvabilité, présidé par un mandataire social.

L'objectif du programme de réassurance de la Compagnie sur les cautions de prêts immobiliers, est de céder une partie de son risque catastrophe récession, ce qui lui permet de gérer son besoin de fonds propres. Il couvre le stock d'encours et une année d'affaires nouvelles, pour une période de 5 années de survenance des sinistres.

Au 31/12/2021, le programme permet d'atténuer l'exigence prudentielle de 1,91 Md€ de (nette des primes cédées).

Sur les garanties délivrées aux entreprises, le programme de réassurance couvre les risques de pointe. Le programme de réassurance est calibré pour limiter l'impact de trois événements de perte individuelle (au niveau d'une contrepartie ou d'un groupe de contreparties). L'objectif est de protéger les fonds propres de la Compagnie en couvrant les risques d'intensité.

Des dispositifs de réassurance spécifiques, composés de traités de réassurance proportionnelle et non proportionnelle, ont été mis en place sur les activités d'assurance construction et de garantie de loyer impayé.

3.1.5. Sensibilité et tests de résistance

La Compagnie est majoritairement exposée au risque de défaut des emprunteurs particuliers, sur les crédits immobiliers à l'habitat cautionnés.

Au cours de l'année 2021, la Compagnie a reconduit son programme de réassurance sur les cautions de prêts immobiliers, lui permettant de supporter une perte allant jusqu'à 2% des encours cautionnés.

Une telle perte résulterait d'un scénario de récession de type systémique d'une durée de 5 ans et qui se traduirait par une multiplication par 5,3 des taux de défaut annuels et une baisse des taux de recours ultimes à 63% sur cette durée de 5 ans.

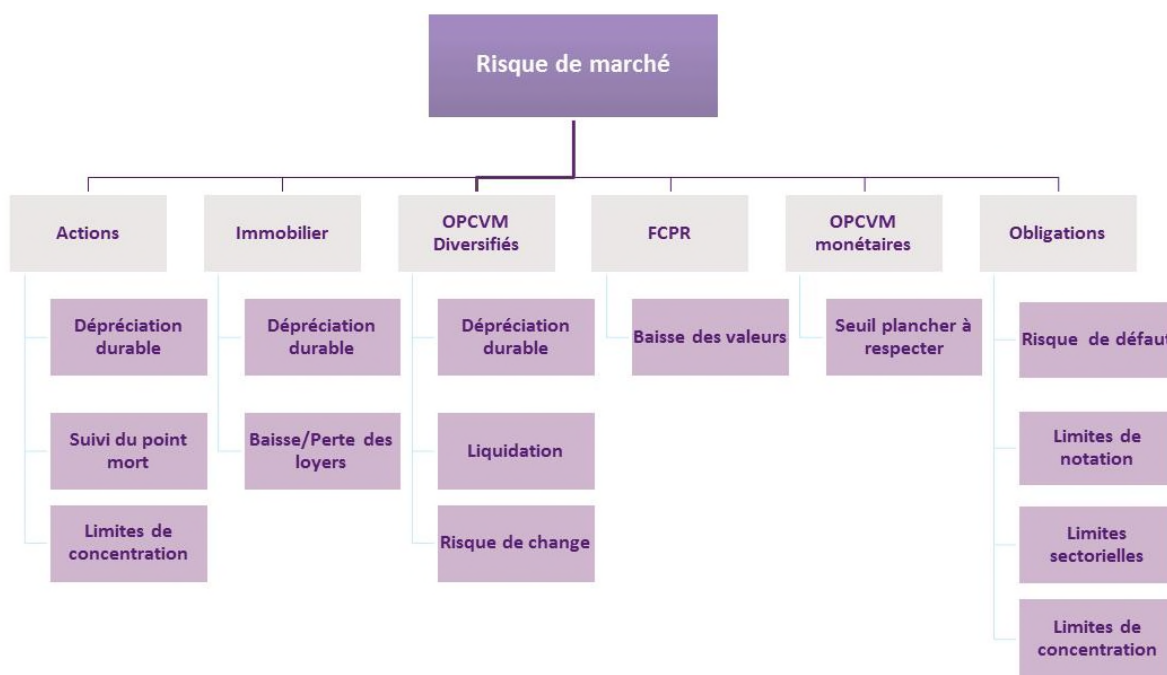
3.2. Risque de marché

Le risque de marché correspond à l'aléa portant sur les pertes potentielles, résultant de l'évolution des marchés financiers et de leur volatilité. Les paramètres concernés sont notamment l'évolution des taux d'intérêt et leur volatilité, le niveau du *spread* de crédit, l'évolution du marché actions et leur volatilité, les marchés immobiliers.

Ces différents risques de marchés ont un impact sur les politiques d'investissements de la Compagnie. Celles-ci permettent d'assurer une gestion des risques de marché en adéquation avec sa stratégie, de son appétence aux risques et par l'application du principe de la « personne prudente ».

Au 31 décembre 2021, le SCR Marché s'élève à 407 millions d'euros.

3.2.1. Cartographie du risque de marché

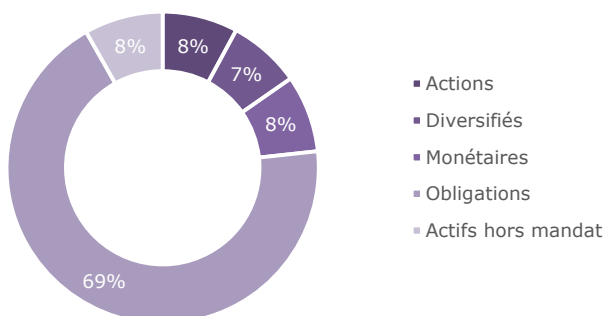


3.2.2. Exposition et mesure du risque

- Structure du portefeuille à fin décembre 2021

Au 31 décembre 2021, le portefeuille représente près de 3,3 milliards d'euros en valeur bilan nette de provision. Il est majoritairement investi en obligations.

Allocation d'actifs au 31/12/2021



■ Poche obligataire

Le graphique ci-dessous présente la répartition sectorielle de la poche taux entre, obligations souveraines, obligations financières, covered bonds et autres corporate à fin 2021 et 2020.

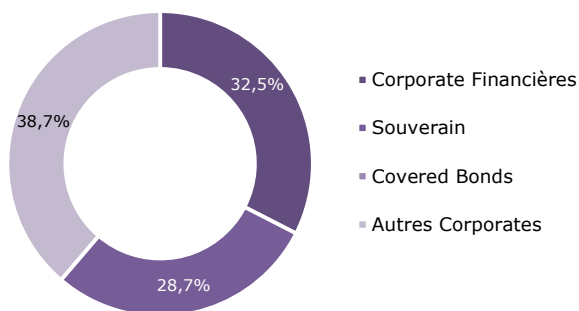
La catégorie covered bonds est isolée des obligations financières, afin de tenir compte des risques spécifiques de ces titres, distincts de ceux portant sur la contrepartie financière émettrice.

Au 31 décembre 2021, la part des obligations ayant un rating supérieur à A- est de plus de 72%, en adéquation avec la charte de gestion financière de la Compagnie et plus de 99% des titres détenus étaient classés « Investment grade ».

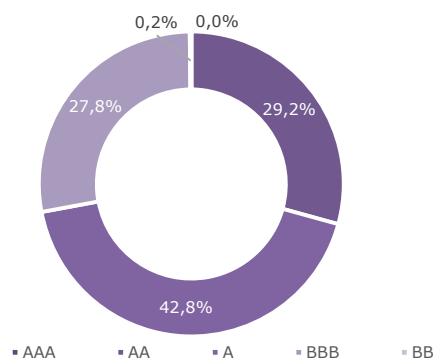
Le maintien en portefeuille des titres, « Investment grade » à leur entrée et qui ont vu leur notation abaissée, a été acté en comité de gestion financière.

Les contreparties classées en catégorie « non-Investment grade » par au moins une des trois agences de notation externes, sont revues mensuellement en comité de gestion financière. Les contreparties « non-Investment grade » ne présentent pas à ce stade de risque de défaut avéré.

Répartition de la poche obligataire par secteur au 31/12/2021



Répartition de la poche obligataire par notation au 31/12/2021



Exposition de la Compagnie aux pays périphériques européens (en % de la valeur bilan de la poche obligataire) au 31 décembre 2021 :

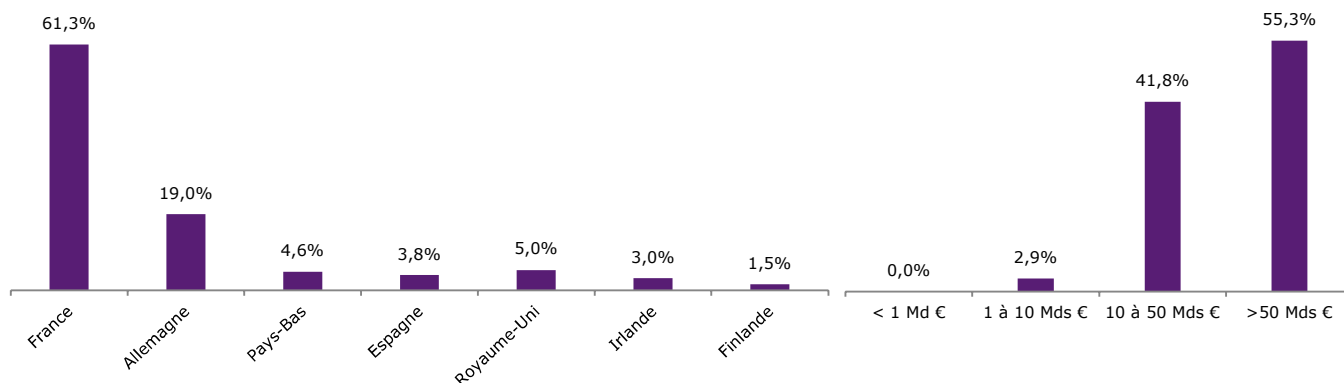
	% de la poche Taux (en valeur bilan)
Portugal	0,03%
Irlande	0,05%
Italie	1,73%
Espagne	2,79%
Total	4,61%

■ Poche actions

Le portefeuille actions est fortement corrélé aux indices actions européens.

Les investissements sont concentrés en France, et exclusivement sur la zone Euro, en adéquation avec les politiques d'investissement de la Compagnie.

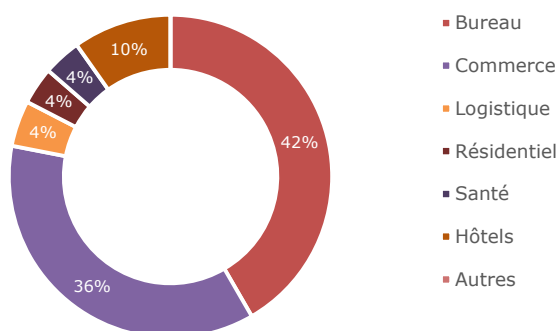
Répartition par zone géographique et par capitalisation boursière de la poche actions en valeur bilan à fin 2021 :



■ Actifs hors mandat - Immobilier

Le portefeuille immobilier de la Compagnie est composé pour plus de 70% d'actifs de bureaux et de commerces.

Portefeuille immobilier par secteur au 31/12/2021



La sécurité du portefeuille et l'amélioration de son rendement sont assurées par la diversification des investissements entre produits de taux domestiques et internationaux, actions, placements immobiliers en direct ou via des OPCVM.

La gestion du portefeuille est soumise aux règles du Code des assurances, du Code monétaire et financier, aux normes de l'ACPR, aux normes du Groupe BPCE, ainsi qu'aux limites définies par la Compagnie qui s'articulent en :

- limites globales applicables à l'ensemble du portefeuille ;
- limites applicables à un compartiment du portefeuille ;
- limites spécifiques applicables à un type d'opérations ou d'instrument du portefeuille.

Les limites globales sont établies en fonction des fonds propres prudentiels.

Au total, l'organisation de la gestion financière ainsi que l'ensemble des limites applicables aux différentes poches du portefeuille participent à l'atténuation des risques.

3.2.3.1. Organisation

La Compagnie externalise auprès d'Ostrum Asset Management (Ostrum) la gestion de son portefeuille d'actifs, à l'exception de la liquidité immédiate, des investissements immobiliers et du private equity. La gestion déléguée concerne donc les obligations, les actions, la gestion diversifiée ainsi que le monétaire. Le mandat de gestion signé avec Ostrum est soumis aux règles issues du Code des assurances et de la charte de gestion financière de la Compagnie.

La Compagnie a mandaté la société de gestion Flexstone France (ex. Euro Private Equity France) pour gérer l'ensemble des placements en private equity depuis le 1^{er} janvier 2016.

Le comité de gestion financière, présidé par un dirigeant effectif, prend les décisions d'investissement dans le respect des limites validées en comité des risques.

■ Séparation des fonctions en matière de gestion financière

La Compagnie fixe au mandataire des objectifs de performance globale et par classe d'actifs. Le mandataire réalise les opérations selon son propre système délégataire dans le respect du mandat de gestion. Il rapporte mensuellement auprès du comité de gestion financière de la Compagnie. La convention prévoit la possibilité d'auditer les activités du mandataire relatives au portefeuille de la Compagnie.

La gestion financière supervise la gestion courante du portefeuille. Elle s'assure que la position de liquidité destinée à couvrir le règlement des sinistres est suffisante et que la structure du portefeuille permet de respecter les objectifs à moyen long terme de la Compagnie, tant en matière de produits financiers que de génération de plus-values.

Le middle office collecte quotidiennement les flux d'opérations et vérifie qu'ils sont conformes au bordereau d'engagement. Il procède au rapprochement des positions inscrites dans ses livres avec celles enregistrées en comptabilité.

Le back office comptable enregistre les opérations et les éléments d'inventaire et les justifie grâce aux relevés des dépositaires et aux autres documents de propriété. Il rapproche l'ensemble de ces éléments de la base informatique.

3.2.3.2. Limites applicables aux différents risques

La charte de gestion financière recense l'ensemble des limites applicables au portefeuille d'actifs :

- allocation cible avec des seuils maximum et minimum par classes d'actif ;
- limites géographiques ;
- limite du risque de change à 2% de la valeur bilan du portefeuille sous mandat de gestion déléguée ;
- sur la poche obligataire : limites d'exposition par notation, par contrepartie, sur les opérations de titrisation, limites par notation (toutes les contreparties doivent obligatoirement être notées « Investment grade » lors de la souscription d'un titre obligataire), limites de concentration sectorielles, limite de concentration sur le risque souverain ;
- sur la poche actions : limites d'exposition par contrepartie, limite par univers d'investissement, limite sectorielle ;
- sur la poche diversifiée : règles de transparence des fonds, limite d'emprise, de track record du fond, de concentration sur les ETF (Exchange Traded Funds) ;
- sur la poche non cotée : limite d'exposition globale en investissement private equity et individuelle par investissement immobilier.

Toute opération atypique est interdite sauf accord spécifique donné par le comité de gestion financière dans les conditions prévues dans le dispositif de maîtrise des risques de la Compagnie.

■ **Processus de suivi des limites**

L'outil de suivi du portefeuille permet la consultation quotidienne des positions et des résultats de l'activité. Le middle-office procède au suivi régulier des limites et des interdictions et alerte immédiatement les membres du comité de gestion financière, dès lors que certaines limites sont dépassées ou que certains critères ne sont plus respectés. Le mandataire délégué, doit alors indiquer :

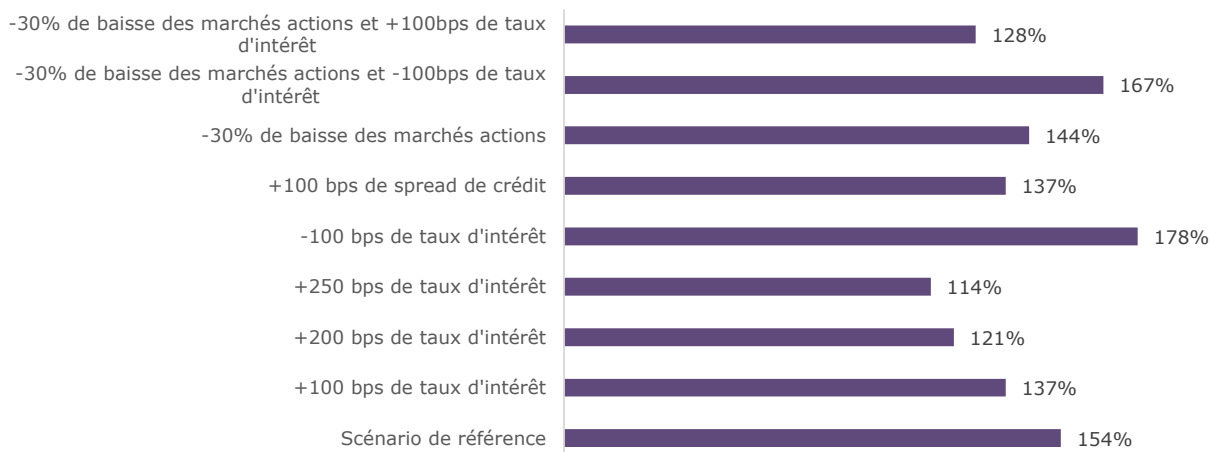
- les raisons du dépassement ;
- les mesures à entreprendre afin de respecter le cadre de ses limites.

3.2.4. Sensibilité et tests de résistance

La Compagnie procède régulièrement à des tests de sensibilité de son portefeuille d'actifs de marché aux fluctuations des indices financiers.

L'allocation du portefeuille d'actifs expose la Compagnie à un risque de hausse des taux, d'écartement des spreads de crédit et de baisse des marchés actions.

Sensibilité du ratio de solvabilité - 31/12/2021



3.3. Risque de crédit

En dehors des contreparties obligatoires de la Compagnie (sur lesquelles un risque de spread est calculé), les contreparties sur lesquelles la Compagnie est exposée à un risque de crédit sont celles sur lesquelles la Compagnie détient une créance, à savoir :

- les contrats de transferts de risques tels que la réassurance, la titrisation et les produits dérivés,
- les créances sur intermédiaires,
- toute autre exposition à l'origine d'un risque de crédit non couvert dans le risque de spread.

Deux types d'expositions sont distingués :

- les expositions dites de « type 1 », contreparties « non diversifiables » et souvent notées, telles que les contrats de réassurance, les produits dérivés et titrisations, les autres instruments d'atténuation des risques, le cash, les nantissements, les lettres de crédit, capital ou tout autre engagement reçu par la Compagnie ayant fait l'objet d'un appel de fond mais non payé, dans la mesure où le nombre de contreparties indépendantes n'excède pas 15.
- les expositions dites de « type 2 », contrepartie « diversifiables » et souvent non notées, incluent les créances sur les assurés, les autres créances, et les lettres de crédit, capital ou tout autre engagement reçu par la Compagnie ayant fait l'objet d'un appel de fond mais non payé, dans la mesure où le nombre de contreparties indépendantes excède 15.

3.4. Risque de liquidité

Le modèle de la Compagnie est structurellement excédentaire en liquidités car les primes sont encaissées en début du contrat. La Compagnie produit annuellement l'écoulement des cash in et des cash out en vision run-off et en continuité d'activité (sur un horizon de 3 ans)

Les dernières études réalisées confirment que les sinistres et les frais restant à décaisser sur le portefeuille de contrats en run-off sont largement couverts par les revenus des placements financiers ainsi les recouvrements attendus sur les sinistres en stock.

En incluant les affaires nouvelles et les frais et sinistres y afférent, cette tendance est largement confirmée à partir de 2021.

3.5. Risque opérationnel

3.5.1. Organisation de la filière du risque opérationnel

Rattaché à la direction des risques, le département Risque opérationnel est en charge de l'identification, de la mesure, de la surveillance et du contrôle des risques opérationnels contribuant ainsi à la réduction des pertes.

Ses responsabilités sont :

- l'évaluation et la prévention des risques opérationnels à travers la cartographie des risques, le suivi et l'analyse des incidents, la mise en place de plan d'action et les reportings ;
- la surveillance des risques opérationnels par la mise en place d'indicateurs de suivi (Key Risk Indicators) et la participation à des comités internes ;
- l'animation et la diffusion de la culture du risque opérationnel via des formations, un réseau de correspondants risque opérationnel (CRO).

Le pilotage des risques opérationnels au sein de la Compagnie est réalisé par le comité des risques opérationnels qui se réunit à minima quatre fois par an et décline la politique des risques opérationnels validée par le comité des risques.

Le représentant de la direction des risques opérationnels de BPCE est présent au sein du comité risque opérationnel de la Compagnie.

3.5.2. Dispositifs de surveillance des risques opérationnels

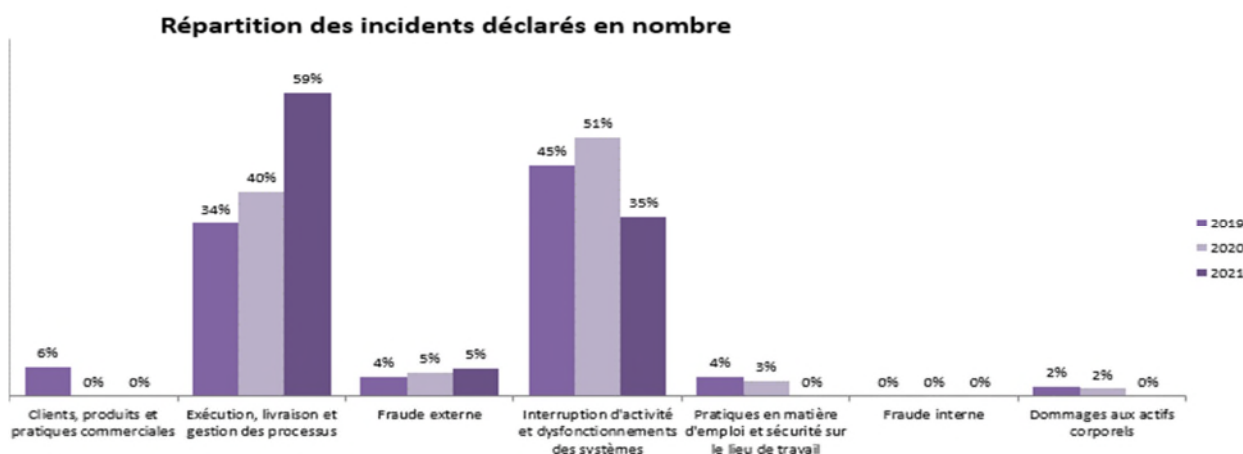
La maîtrise et le suivi des risques opérationnels au sein de la Compagnie se déclinent à travers un dispositif de surveillance qui repose sur :

- la cartographie des risques opérationnels : dispositif d'évaluation annuelle des risques opérationnels de chaque métier permettant d'identifier les processus clés et les plus sensibles de l'entreprise ;
- la collecte des incidents internes : identification, déclaration, valorisation, suivi de la résolution des incidents faisant suite à un risque opérationnel au fur et à mesure de leur survenance ;
- les indicateurs clés de risques ou « KRI » (Key Risk Indicators) : indicateurs de surveillance mis en place avec des seuils d'alertes permettant la surveillance d'un risque opérationnel et ainsi une intervention proactive avant la survenance de l'incident ;
- l'indicateur du coût du risque opérationnel (Risk Appetit Framework) : indicateur de surveillance mis en place depuis Juin 2020 avec des seuils d'alertes spécifiques (seuil de tolérance ; seuil de résilience) ;
- la procédure d'alerte des incidents graves : procédure spécifique de traitement des incidents (validation, investigation, déclaration) répondant à minima à l'un des critères définis (impact financier supérieur à 300 mille euros, impact d'image fort, risque de propagation à d'autres entités du groupe, fraude interne) ;

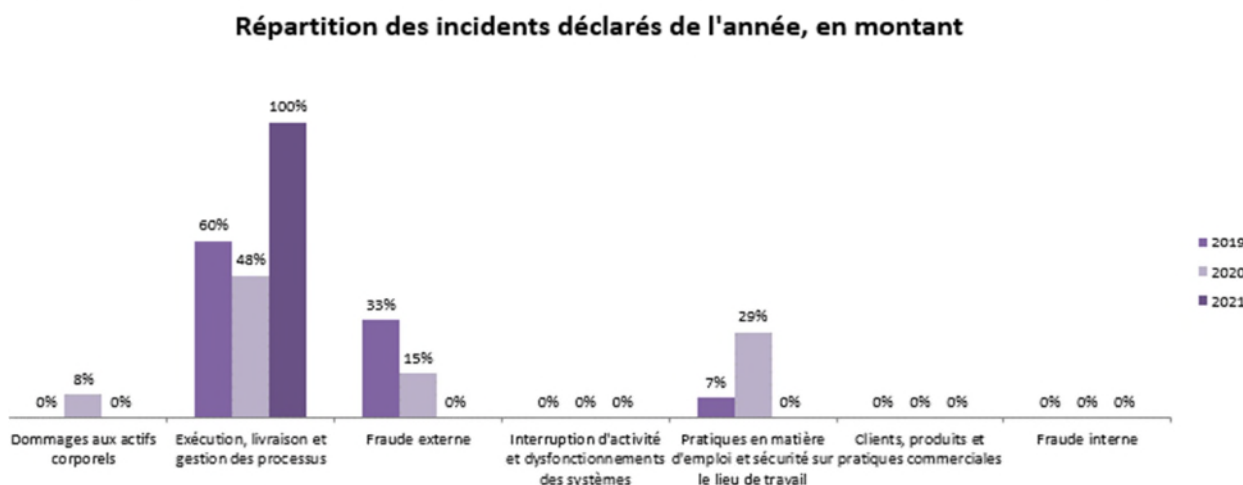
- les plans d’actions : mise en place d’actions correctrices suite à la survenance de certains incidents afin d’en limiter leur perte ou éviter la répétition de l’incident. Ils permettent de sécuriser les processus ;
- la mise en place et la diffusion de la culture du risque opérationnel à travers des actions de sensibilisation, de formations et en s’appuyant également sur un réseau de correspondants risque opérationnel (CRO) au sein de chaque fonction ;
- les reportings auprès de la direction générale de la Compagnie et des directions des Risques de la Compagnie et de BPCE ;
- l’utilisation d’un outil pour le suivi de la totalité des modules de surveillance du risque opérationnel et permettant également des rapprochements avec des informations issues d’autres fonctions (comptabilité, compliance, juridique, sécurité des systèmes d’informations).

3.5.3. Résultats 2021

Sur l’année 2021, les incidents RO déclarés concernaient principalement les catégories bâloises « Exécution, livraison et gestion des processus » et « Interruptions d’activité et dysfonctionnement des systèmes ».



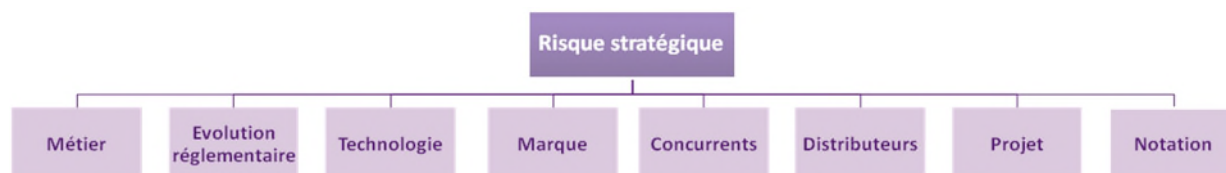
Trois incidents antérieurs à 2021 ont franchi le cap des 300 milles euros (incidents grave). Dans deux cas, il s’agit d’incidents RO de fraude externe documentaire sur la clientèle retail particuliers. Le troisième cas concerne une défaillance dans le traitement d’une résiliation d’un client ADB.



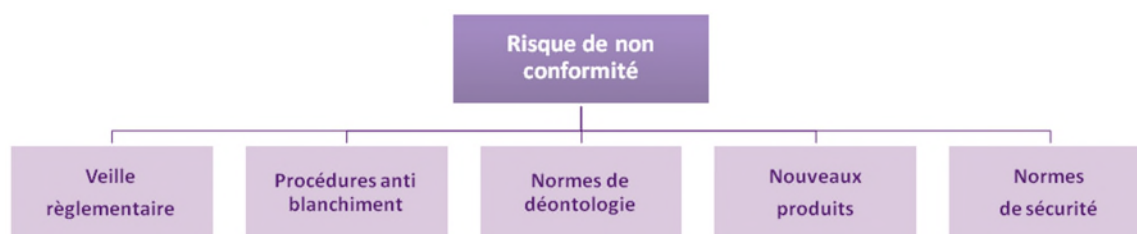
3.6. Autres risques (risque stratégique, de conformité)

Des décisions stratégiques inadaptées ou mises en œuvre de manière inappropriée, un défaut de conformité des produits, des pratiques, des éléments de communication ou bien encore la dégradation sensible de l'image de la Compagnie peuvent obérer sa capacité à dégager les résultats attendus et porter atteinte à sa solvabilité. Les deux schémas ci-après présentent les différents événements adverses constituant respectivement les risques stratégiques et de non-conformité.

Cartographie du risque stratégique de la Compagnie



Cartographie du risque de non-conformité de la Compagnie



4. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE

La valorisation des actifs et des passifs se fonde sur les principes de valorisation économique décrits à l'article 75 de la Directive 2009/138/CE.

Pour la plupart des actifs et passifs de la Compagnie (autres que les provisions techniques), cette valorisation se fonde sur les normes IFRS en vigueur compatibles avec la méthode de valorisation prévue.

Les provisions techniques font l'objet d'un mode de calcul spécifique.

<i>Actif (en k€)</i>	2021	2020	Evolution 2021/2020
Actifs d'impôts différés	86 503	76 112	+ 14%
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	18 463	19 827	- 7%
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en UC ou indexés)	3 527 900	3 235 530	+ 9%
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	-196 543	-161 602	+ 22%
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	29 158	29 856	- 2%
Créances nées d'opération de réassurance	2 253	926	+ 143%
Autres créances (hors assurance)	7 544	2 229	+ 238%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	112 942	50 185	+ 125%
Autres actifs	843	754	+ 12%
Total actif	3 589 064	3 253 817	+ 10%

<i>Passif (en k€)</i>	2021	2020	Evolution 2021/2020
Provisions techniques Non Vie	1 505 340	1 542 997	- 2%
Provisions autre que les provisions techniques	555	540	+ 3%
Provision pour retraite	4 163	3 753	+ 11%
Dépôts des réassureurs	55	55	+ 0%
Impôts différés passif	307 525	232 253	+ 32%
Dettes envers les établissements de crédit	0	0	+ 0%
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	125 182	106 322	+ 18%
Dettes nées d'opération de réassurance	5 251	1 335	+ 293%
Autres dettes (hors assurance)	447 642	438 203	+ 2%
Total Passif	2 395 715	2 325 459	+ 3%

4.1. Actifs

4.1.1. Méthodes de valorisation

- Sources

Les actifs du bilan prudentiel sont valorisés avec les mêmes sources de données que celles utilisées en normes IFRS. Les actifs cotés sont évalués à partir des informations disponibles sur *Bloomberg* (cours de bourse). La valorisation des titres non cotés est quant à elle calculée à partir des informations fournies par les différentes sociétés de gestion via les reportings et/ou rapports d'expertises notamment.

■ Méthodes

Le tableau suivant synthétise les méthodes de valorisation et la classification retenues par nature d'investissement :

Classification compte NF	Mode de valorisation	Classification compte SII
SCI SACCEF - La Boétie - Champs Elysées	ANR	
Agencement sur immobilier	Valeur NF	Property (other than for own use)
Terrains non construits	Valeur d'expert	
Titres de participations SCESRA et CEGC Conseil	Valeur NF	Participations
Actions cotées	Mark-to-market	Equities listed
Titres de participations	Valeur NF	Equities unlisted
Obligations d'Etat	Mark-to-market	Government Bonds
Obligations d'entreprise	Mark-to-market	Corporate bonds
Fonds d'investissement immobilier & FCPR non cotés	Valeur d'expert	Investment funds
OPCVM cotés	Mark-to-market	

Les trois comptes ou groupes de comptes « Agencement sur immobilier », « Titres de participations CEGC Conseil et SCESRA », et « Titres de participations » ne subissent aucune revalorisation. Leur valeur comptable en normes locales est conservée dans le référentiel SII.

Le groupe de comptes « SCI SACCEF - La Boétie - Champs Elysées » est revalorisé en ANR (actif net réévalué) à partir des informations produites par un expert indépendant autorisé par l'ACPR. Le calcul effectué est le suivant : situation nette de la SCI + Valeur d'expert – VNC.

Les quatre comptes ou groupes de comptes « Actions cotées », « Obligations d'Etat », « Obligations d'entreprise » et « OPCVM cotés » sont valorisés en valeurs de marché.

Les comptes ou groupes de comptes « Terrains non construits » et « Fonds d'investissement immobilier & FCPR » non cotés sont valorisés sur la base d'expertises produites par les sociétés de gestion dédiées. La Compagnie étudie ces valorisations et peut éventuellement effectuer des retraitements (par exemple pour prendre en compte des événements ayant eu lieu entre la date de valorisation de la société de gestion et celle de l'arrêté des comptes de la Compagnie, puisque les valorisations des FCPR sont disponibles avec un délai de plusieurs mois).

4.1.2. Valorisation

en k€	2021	2020	Evolution 2021/2020
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	18 463	19 827	- 7%
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	3 527 900	3 235 530	+ 9%
Total des actifs de placements	3 546 364	3 255 357	+ 9%

Les actifs de placement du bilan prudentiel de la Compagnie s'élèvent à 3,55 milliards d'euros, en hausse de 9 %. Cette hausse résulte à la fois des opérations d'investissements /désinvestissements de l'année 2021, ainsi que de l'évolution des marchés financiers.

4.1.3. Ecart de valorisation

en k€	Valorisation SII	Valorisation NF	Ecart
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	18 463	18 465	-1
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	3 527 900	3 328 904	198 996
Total des actifs de placements	3 546 364	3 347 369	198 995

Les écarts de valorisation entre les comptes sociaux et les comptes prudentiels correspondent aux plus-values latentes sur les actifs de placement et les immeubles d'exploitation.

4.2. Provisions techniques

4.2.1. Valorisation

Les provisions techniques de la Compagnie sont en baisse de -2% entre 2020 et 2021 :

en k€	2021	2020	Evolution 2021 / 2020
<i>Best Estimate</i>	1 020 437	1 064 280	- 4%
<i>Risk margin</i>	484 971	478 717	+ 1%
Total des provisions techniques	1 505 408	1 542 997	- 2%

Les provisions techniques sont calculées de manière distincte selon l'activité, le type de caution et la clientèle donnée.

en k€	2021	2020	Evolution 2021 / 2020
Credit and suretyship insurance (Cautions)	995 760	1 053 402	-5%
<i>Cautions de prêts</i>	934 813	938 704	0%
<i>Garanties financières</i>	97 870	110 545	-11%
<i>Cautions structurées, autres</i>	-36 924	4 153	NA
Fire and other damage to property insurance (DO)	11 385	6 360	79%
General liability insurance (RC)	7 927	4 518	75%
Miscellaneous financial loss (PPD)	5 366	0	
Total Meilleure Estimation	1 020 437	1 064 280	- 4%

en k€	2021	2020	Evolution 2021 / 2020
Best Estimate de Réserve (Particulier)	-195 507	-124 679	+ 57%
Best Estimate de Primes (Particulier)	1 043 473	975 194	+ 7%
Total Best Estimates Particuliers	847 966	850 515	- 0,3%

en k€	2021	2020	Evolution 2021 / 2020
Cautions	-203 583	-168 957	+ 20%
<i>Cautions de prêts</i>	-185 842	-171 450	+ 8%
<i>Autres cautions</i>	952	2 489	- 62%
<i>Cautions structurées, autres</i>	-18 693	5	- 404620%
Dommages ouvrages	3 945	4 083	- 3%
Responsabilité civil	3 095	3 271	- 5%
Pertes pécuniaires diverses	0	0	+ 0%
Total des provisions techniques	-196 543	-161 602	+ 22%

Les provisions cédées sont principalement constituées des primes à céder au titre des traités mis en place sur les cautions de prêts aux particuliers dans le cadre de la gestion des fonds propres et sur le périmètre des cautions structurées.

4.2.2. Méthodes de valorisation

■ Sources

Le processus de production diffère selon le type de modèle utilisé :

- modèle stochastique pour les activités de cautions de prêts aux particuliers (Best Estimate issu du modèle interne de calcul du SCR), les cautions aux constructeurs de maisons individuelles, aux administrateurs de biens et agents immobiliers (traitées avec la formule standard pour le calcul du SCR) ;
- modèle de projection déterministe pour les autres activités.

La source de ces données (service contributeur et base de données / outil) est précisée pour chacune des étapes du processus.

Les inputs nécessaires à la réalisation d'une même étape peuvent être différents d'un type de caution à l'autre.

■ Meilleure estimation

Pour calculer la meilleure estimation des provisions techniques, la Compagnie utilise comme indiqué précédemment un modèle stochastique ou un modèle de projection déterministe.

La date effective des calculs est le 31 décembre 2020. Aucune extrapolation n'est mise en œuvre.

La courbe des taux sans risque utilisée est celle de l'EIOPA. La Compagnie n'utilise pas de mesures transitoires.

Le modèle stochastique utilisé sur les cautions de prêts aux particuliers est décrit dans la documentation du modèle interne.

Sur les autres activités, la méthodologie est décrite ci-après.

- Meilleure estimation de sinistres

Sur les autres activités, la meilleure estimation des provisions pour sinistres (sur le périmètre des sinistres en stock) se calcule à partir des cash flows suivants :

- (a) Valeur actuelle des futurs paiements de sinistres ;
- (b) Valeur actuelle des recours attendus ;
- + (c) Valeur actuelle des frais de gestion de sinistres ;
- + (d) Valeur actuelle des frais de gestion des placements.

Les cash flows projetés sont actualisés avec la courbe des taux sans risque.

(a) Calcul de la valeur actuelle des futurs paiements pour sinistres

La charge ultime de sinistres par année de survenance est projetée à l'aide de méthodes Chain Ladder à partir des triangles de charges historiques depuis 2002.

Cette charge ultime est liquidée avec une cadence de paiement calibrée sur les triangles de paiement historiques.

(b) Calcul de la valeur actuelle des recours attendus

L'échéancier des recours par année de survenance est obtenu en appliquant aux prévisions de recours les cadences de recours calibrées sur les triangles historiques.

(c) Calcul de la valeur actuelle des frais de gestion de sinistres

Les frais de gestion de sinistres futurs sont projetés par ancienneté des sinistres à la date des calculs et revalorisés à partir des taux d'inflation annuelle.

(d) Calcul de la valeur actuelle des frais de gestion des placements

Les frais de gestion de placements pour une année donnée sont obtenus en appliquant le taux de frais de gestion à une assiette d'actif équivalent au stock de provision moyen géré dans l'année.

- Meilleure estimation de primes

Sur les autres activités, la meilleure estimation des provisions pour primes (sur le périmètre des contrats en stock) se calcule à partir des cash flows suivants :

- (a) Valeur actuelle des futurs paiements de sinistres ;
- (b) Valeur actuelle des recours attendus ;
- + (c) Valeur actuelle des frais de gestion de sinistres ;
- + (d) Valeur actuelle des frais de gestion des placements ;
- + (e) Valeur actuelle des frais de gestion des contrats ;
- (f) Valeur actuelle des primes futures ;
- + (g) Valeur actuelle des frais d'acquisition.

Les cash flows projetés sont actualisés avec la courbe des taux sans risque.

(a) Calcul de la valeur actuelle des futurs paiements pour sinistres

Les charges de sinistres futures sont obtenues par application de méthodes Chain Ladder :

1. soit à des triangles de taux de défaut par année de souscription (charge brute rapportée aux montants cautionnés) sur les activités Professionnels, ESLS, et PME en run-off ;
2. soit à des triangles de loss ratios par année de souscription.

Les cadences de paiement des sinistres s'appliquent par année de survenance future de la même manière que sur les sinistres en stock.

(b) Calcul de la valeur actuelle des recours attendus

Le produit de recours ultime est calculé sur les données historiques en pourcentage des charges de sinistres bruts de recours.

Les cadences de recours s'appliquent par année de survenance future de la même manière que sur les sinistres en stock.

(c) Calcul de la valeur actuelle des frais de gestion de sinistres

Les frais de gestion de sinistres futurs sont projetés par ancienneté des sinistres à la date des calculs et revalorisés à partir des taux d'inflation annuelle.

(d) Calcul de la valeur actuelle des frais de gestion des placements

Les frais de gestion des placements sont calculés de façon similaire à ceux du BE de sinistres.

(e) Calcul de la valeur actuelle des frais de gestion des contrats

Les frais de gestion des contrats sont revalorisés chaque année à partir d'hypothèses financières (taux d'inflation, taux évolution de la masse salariale, etc.) et projetés par année de souscription en fonction du poids des contrats dans le portefeuille.

(f) et (g) Calcul de la valeur actuelle des primes futures et des frais d'acquisition

En dehors de l'activité avec les administrateurs de biens et agents immobiliers, des primes futures sont projetées sur l'activité de cautions et garanties aux entreprises. Celles-ci concernent les primes périodiques à percevoir sur les contrats en cours à la date des calculs. Ces primes futures sont projetées, caution par caution, sur l'horizon pendant lequel la Compagnie ne peut résilier son engagement, c'est-à-dire jusqu'à l'extinction des cautions émises (durée résiduelle inférieure ou égale à 1 an).

Les frais d'acquisition afférents sont projetés en fonction des montants de primes émises.

- Modélisation de la réassurance

Sur les activités de cautions et garanties aux entreprises, la réassurance relative aux traités en quote-part sur les années de souscription antérieures ou égales à 2010 est modélisée. Les modèles de projection des flux cédés en réassurance reposent sur la méthodologie suivante :

1. flux de sinistres cédés : application du taux de cession en quote-part aux sinistres bruts de réassurance ;
2. flux de recours cédés : application du taux de cession en quote-part aux recours bruts de réassurance.

Les taux de cessions utilisés dans les projections correspondent à ceux des traités de réassurance historiques.

Les cessions en excédent de sinistres des provisions de sinistres sont liquidées en reprenant les montants de provision comptable ; les flux sont ensuite actualisés.

Sur les contrats en cours issus des souscriptions 2011 et postérieures, le programme de réassurance couvre des risques catastrophe (excédent de sinistre avec priorité élevée). Le Best Estimate des flux de sinistres cédés en réassurance au titre de ces contrats est modélisé comme l'espérance des simulations sur les activités de cautions aux constructeurs de maisons individuelles, aux administrateurs de biens et agents immobiliers et est valorisé à zéro pour les autres activités.

Des primes cédées sont projetées sur les primes futures entrant dans le Best Estimate de primes.

Dans le cadre de l'évaluation de l'ajustement pour défaut des réassureurs, les notations des réassureurs sont récupérées via Bloomberg. La deuxième meilleure notation publiée par les agences Moody's, Standard & Poors et Fitch est retenue.

■ **Marge de risque**

La Compagnie évalue la marge de risque selon une approche « coût du capital ».

La projection des SCR futurs se fonde sur une approche détaillée qui consiste à calculer les risques individuels dans les modules ou sous-modules utilisés pour le calcul des futurs SCR.

Le SCR de chaque module de risque est approximé selon une approche propre.

4.2.3. Ecarts de valorisation

L'évaluation économique des provisions brute de réassurance conduit à identifier un excédent de provisions de 1 122 millions d'euros de la provision en valeur comptable (évaluée prorata temporis sur les primes).

en k€	Valorisation S2	Valorisation NF	Ecart
Provision Technique - non vie	1 505 408	2 627 954	-1 122 546
Total des provisions techniques	1 505 408	2 627 954	-1 122 546

(*) Les provisions techniques sont ici diminuées des espoirs de recours présents à l'actif du bilan, pour permettre de comparer les données PART et PRO sur les mêmes périmètres.

Cet excédent est concentré sur les cautions de prêts aux particuliers qui représentent 83 % des provisions techniques dans les comptes sociaux de la Compagnie au 31 décembre 2021.

Après allocation de la marge de risque par activité au prorata des valeurs absolues des Best Estimate, l'excédent se ventile comme suit :

en k€	Best Estimate + Risk Margin	Provisions Techniques NF*	Ecart
Credit and suretyship insurance (Cautions)	1 469 002	2 601 795	-1 132 792
Cautions de prêts	1 379 090	2 484 089	-1 104 999
<i>Particuliers</i>	1 250 969	2 340 295	-1 089 326
<i>Professionnels</i>	110 777	88 906	21 871
<i>Economie soc. Et logt soc.</i>	17 345	54 889	-37 544
Autres cautions	144 384	107 588	36 796
<i>Constr. De maisons individ.</i>	32 984	21 260	11 724
<i>Promotion immobilière</i>	30 413	21 405	9 008
<i>Entreprise</i>	72 759	50 542	22 217
<i>Adm de bien et ag. Immo</i>	8 228	14 381	-6 153
Cautions structurées, autres	-54 472	10 118	-64 590
Fire and other damage to property insurance (DO)	16 796	15 422	1 374
General liability insurance (RC)	11 694	10 737	957
Miscellaneous financial loss (PPD)	7 916	0	7 916
Total	1 505 408	2 627 954	-1 122 546

(*) Les provisions techniques sont ici diminuées des espoirs de recours présents à l'actif du bilan, pour permettre de comparer les données PART et PRO sur les mêmes périmètres.

Sur les cautions de prêts aux particuliers, il n'y a pas de PPNA (provisions pour primes non acquises) cédée. Le Best Estimate est donc inférieur aux provisions techniques cédées.

4.3. Autres actifs et autres passifs

4.3.1. Autres actifs

4.3.1.1. Valorisation

en k€	2021	2020	Evolution 2021/2020
Impôts différés actif	86 503	76 112	14%
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	29 158	29 856	-2%
Créances nées d'opérations de réassurance	2 253	926	143%
Autres créances (hors assurance)	7 544	2 229	238%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	112 942	50 185	125%
Autres actifs non mentionnés par ailleurs	843	754	12%
Total autres actifs	239 244	160 062	49%

Les autres actifs du bilan sont en hausse de 49 % entre 2020 et 2021.

4.3.1.2. Méthodes de valorisation

Sur la base des principes de valorisation édictés auparavant, les retraitements du bilan en normes françaises sont les suivants :

Poste	Retraitement SII	Référence IAS	Type de retraitement SII	Impact IDA/IDP	Contrepartie
Goodwill	Annulation	IAS 38	Elimination de valeur	Constatation d'un IDA	Réserve de réconciliation
Coûts d'acquisition reportés	Annulation de la valeur (point d'attention sur le périmètre non modélisé)				
Actifs incorporels	Annulation de la valeur, à moins que la Compagnie puisse démontrer qu'il existe un marché où cet actif pourrait être vendu séparément				
Excédent des prestations de retraite	Remplacement par la valeur économique définie en IAS19 R (après suppression du corridor)	IAS 19 R	Remplacement de valeur	Constatation d'un IDA/P	Réserve de réconciliation
Dépôts auprès des cédantes	NA (conservation valeur NF)	IAS 39	Absence de retraitement	NA	NA
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir	1) Elimination des éléments repris dans le BE 2) Revalorisation économique éventuelle		Calcul de valeur économique : autres comptes	Constatation d'un IDA/P	Réserve de réconciliation
Créances nées d'opérations de réassurance					
Autres créances (hors assurance)	- Si valorisation économique, conservation				
Autres actifs non mentionnés par ailleurs	- Sinon, réévaluation en JV -> méthodes à déterminer				

4.3.1.3. Ecart de valorisation

en k€	Valorisation SII	Valorisation NF	Ecart
Coûts d'acquisition reportés	0	219 929	-219 929
Actifs incorporels	0	33 994	-33 994
Impôts différés actif	86 503	0	86 503
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	29 158	29 158	0
Créances nées d'opérations de réassurance	2 253	2 253	0
Autres créances (hors assurance)	7 544	7 544	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	112 942	112 942	0
Autres actifs non mentionnés par ailleurs	843	843	0
Total autres actifs	239 244	406 663	-167 419

Ces écarts sont expliqués par les méthodes de valorisation décrites dans le paragraphe précédent : annulation en valorisation Solvabilité II des frais d'acquisition reportés et des actifs intangibles et report dans la réserve de réconciliation.

4.3.2. Autres passifs**4.3.2.1. Valorisation**

<i>en k€</i>	2021	2020	Evolution 2021 / 2020
Provisions autres que les provisions techniques	555	540	3%
Provisions pour retraite	4 163	3 753	11%
Dépôts des réassureurs	55	55	0%
Passifs d'impôts différés	307 525	232 253	32%
Dettes envers des établissements de crédit	0	0	0%
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	125 182	106 322	18%
Dettes nées d'opérations de réassurance	5 251	1 335	293%
Dettes subordonnées	401 431	401 431	0%
Autres dettes (hors assurance)	46 212	36 773	26%
Total autres passifs	890 451	782 538	14%

Les autres passifs du bilan augmentent de 14 % principalement en raison de la hausse des impôts différés passifs suite à l'écart de valorisation des provisions techniques qui a augmenté en 2021 par rapport à 2020.

4.3.2.2. Méthodes de valorisation

Sur base des principes de valorisation présentés en amont, les retraitements du bilan en normes françaises sont les suivants :

Poste	Retraitement SII	Référence IAS	Type de retraitement SII	Impact IDA/IDP	Contrepartie
Provisions autres que les provisions techniques	Réévaluation des autres provisions à la valeur économique probable actualisée au taux sans risque approprié (probabilité supérieure à 50%)	IAS 37	Calcul de valeur économique : autres comptes	Constatation d'un IDA/P	Réserve de réconciliation
Provisions pour retraite	Remplacement par la valeur économique définie en IAS 19 R (après suppression du corridor)	IAS 19 R	Remplacement de valeur	Constatation d'un IDA/P	Réserve de réconciliation
Dépôts des réassureurs	Dépôts des réassureurs		NA (conservation valeur NF)	Absence de retraitement	NA
Dettes envers des établissements de crédit	- si valorisation économique, conservation - sinon, réévaluation en JV -> méthodes à déterminer qui ne tiennent pas compte du changement de crédit de l'émetteur	IAS 39	Calcul de valeur économique : autres comptes	Constatation d'un IDA/P	Réserve de réconciliation
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit					
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	1) Elimination des éléments repris dans le BE 2) revalorisation économique éventuelle				
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Autres dettes (hors assurance)	- si valorisation économique, conservation - sinon, réévaluation en JV -> méthodes à déterminer				
Autres dettes non mentionnées par ailleurs					

Le taux d'imposition utilisé pour le calcul des impôts différés solvabilité est le même que celui utilisé pour l'élaboration des comptes IFRS. Ce taux est appliqué aux écarts de valorisation calculés au niveau d'un compte en normes françaises ou d'une maille plus fine (titre par titre sur les actifs financiers).

4.3.2.3. Ecart de valorisation

Les écarts entre la valorisation en normes françaises et la valorisation Solvabilité II des autres passifs du bilan proviennent principalement du poste d'impôts différés passif inexistant en normes françaises.

en k€	Valorisation SII	Valorisation NF	Ecart
Provisions autres que les provisions techniques	555	555	-
Provisions pour retraite	4 163	4 163	-
Dépôts des réassureurs	55	55	-
Passifs d'impôts différés	307 525	0	307 525
Dettes envers des établissements de crédit	-	-	-
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	125 182	125 251	- 69
Dettes nées d'opérations de réassurance	5 251	5 251	-
Dettes subordonnées	401 431	401 431	-
Autres dettes (hors assurance)	46 212	46 212	-
Total autres passifs	890 451	582 995	307 456

5. GESTION DU CAPITAL

5.1. Fonds propres

5.1.1. Valorisation

Les fonds propres de base de la Compagnie se décomposent de la façon suivante :

<i>en k€</i>	2021	2020	Evolution 2021/2020
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	235 996	160 996	+ 47%
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	76 027	76 027	+ 0%
Réserve de réconciliation	809 615	617 196	+ 31%
Dettes subordonnées	401 431	401 431	
Total des Fonds Propres de Base	1 523 069	1 255 650	+ 21%

Les fonds propres de base de la Compagnie sont en progression de + 21 % par rapport à 2020, cette hausse s'explique par l'augmentation des capitaux propres de 75M€ par le Groupe BPCE, ainsi que la celle de la réserve de réconciliation (+31 %, nette du dividende 2021 à distribuer) dans un contexte de forte activité.

La Compagnie n'a pas de fonds propres auxiliaires.

Les fonds propres de la Compagnie sont classés comme suit :

<i>en k€</i>	2021	2020	Evolution 2021/2020
Tier 1 - unrestricted	1 121 638	854 219	+ 31%
Tier 1 - restricted	0	0	nc
Tier 2	401 431	401 431	+ 0%
Tier 3	0	0	+ 0%
Total des Fonds Propres	1 523 069	1 255 650	+ 21%

5.1.2. Méthode de valorisation

Le bilan prudentiel complet une fois construit, permet de calculer l'ANR par différence entre les actifs en valeur de marché et les passifs en valeur économique.

La valorisation des fonds propres se fait par méthode indirecte. Cette méthode consiste à évaluer les fonds propres par différence entre la valorisation des actifs et la valorisation des passifs. Le processus d'élaboration des fonds propres est le suivant :

1. Identification des fonds propres en normes françaises issus du bilan en normes françaises ;
2. Retraitements du bilan en normes françaises pour en constituer le bilan Solvabilité II, et en déduire les fonds propres Solvabilité II règlementaires, par différence entre actifs et passifs ;
3. Classification des fonds propres disponibles en les 3 Tiers règlementaires pour en déterminer les fonds propres éligibles de base ;
4. Identification des fonds propres auxiliaires à approuver par le superviseur, et de la couverture des SCR et MCR.

Les fonds propres Solvabilité II sont classés en fonds propres de base et se répartissent entre :

- le capital social (actions ordinaires) ;
- les primes d'émission et de fusion ;

- la réserve de réconciliation.

La réserve de réconciliation prend en compte les éléments suivants :

- les écarts de revalorisation NF-SII sur les actifs et les passifs nets d'impôts ;
- le résultat de l'année et le report à nouveau net de dividendes versés. Le résultat versé sous forme de dividendes à Natixis est déduit des fonds propres éligibles au titre des « Dividendes prévus et distribution ».

Le tableau ci-dessous synthétise la classification et la valorisation des postes composant les fonds propres du bilan prudentiel :

Classification compte NF	Valorisation par type de comptes NF	Classification compte SII
Capital social	Valeur NF	Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)
Primes d'émission et de fusion	Valeur NF	Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires
Autres réserves (réserve légale, réserves ordinaires)	Valeur NF	Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires
Résultat de l'exercice (net de dividende)	Valeur NF	Réserve de réconciliation
Report à nouveau		

La réserve de réconciliation est composée de l'excès d'actif sur le passif diminué du résultat de l'exercice distribué sous forme de dividendes et d'une partie des capitaux propres (capital, prime de fusion et prime d'émission).

en k€	2021	2020	Evolution 2021/2020
Excédent d'actif sur passif	1 193 273	928 282	+ 29%
Dividendes, distributions et charges prévisibles	-71 635	-74 063	- 3%
Autres éléments de fonds propres de base	-312 023	-237 023	+ 32%
Total de la Réserve de réconciliation	809 615	617 196	+ 31%

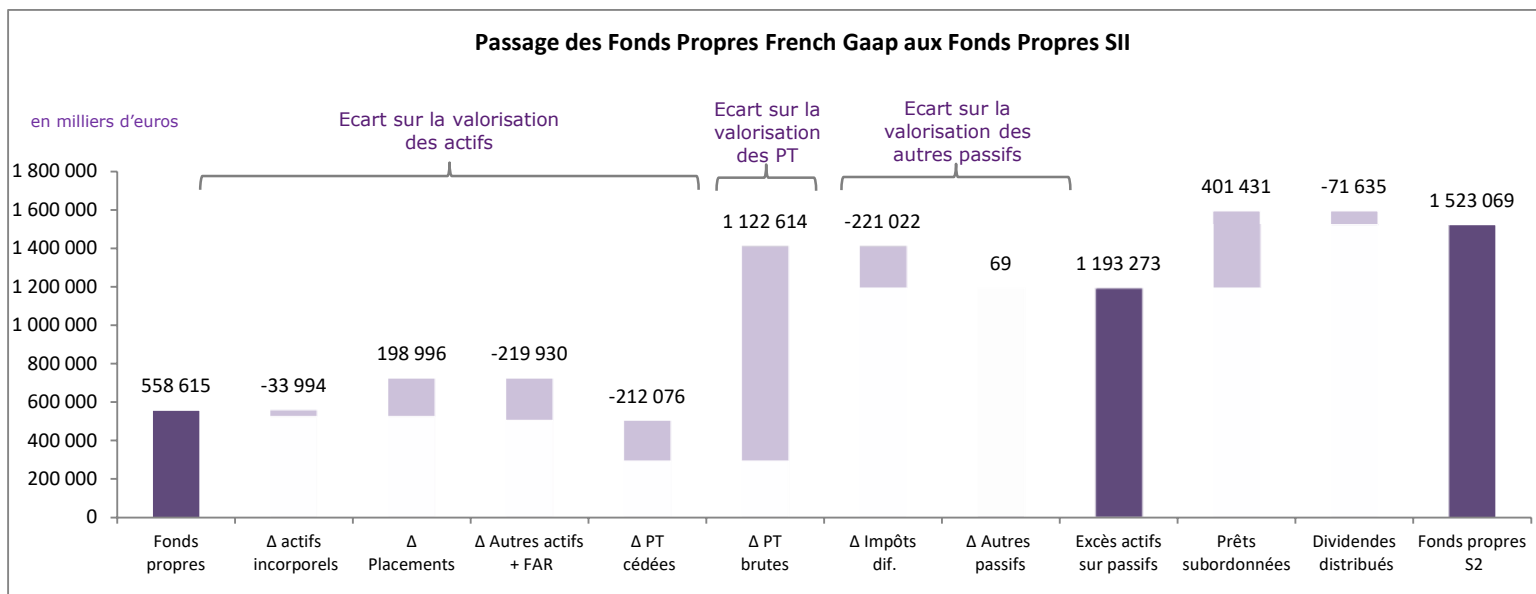
L'excès d'actif sur le passif du bilan se décompose comme suit :

en k€	2021	2020	Evolution 2021/2020
Différence de valeur des actifs	-180 500	-90 465	+ 100%
Différence de valeur des provisions techniques	-1 122 614	-765 051	+ 47%
Différence de valeur des autres dettes	307 456	232 342	+ 32%
Total des réserves et des bénéfices mis en réserves des états financiers	246 591	249 015	- 1%
Réserves des états financiers ajustés aux écarts d'évaluation Solvabilité II	881 250	691 259	+ 27%
Excédent d'actifs sur passifs attribuables aux éléments de fonds propres de base (à l'exclusion de la réserve de rapprochement)	312 023	237 023	+ 32%
Excédents d'actifs sur passifs	1 193 273	928 282	+ 29%

L'excès de l'actif sur le passif est globalement en augmentation à la fois en raison de la bonne performance des actifs financiers et la progression des provisions techniques dans un contexte de forte activité.

5.1.3. Réconciliation du bilan Solvabilité II et du bilan normes françaises

Le passage des fonds propres French Gaap aux fonds propres Solvabilité II éligibles en couverture du SCR est présenté dans le graphique ci-dessous :



Les fonds propres éligibles à la couverture du SCR et du MCR représentent 1 523 M€. Ces fonds propres sont classés en Tier 1 et Tier 2 :

- Tier 1 : 1 122 millions d'euros ;
- Tier 2 : 401 millions d'euros.

5.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis

5.2.1. Capital de solvabilité requis

La Compagnie utilise son modèle interne partiel pour déterminer le risque de souscription de l'activité de cautions de prêts aux particuliers. La détermination des SCR pour le reste des marchés et des risques se fait à partir de la formule standard :

- avec les paramètres de volatilité standard pour évaluer le risque de souscription des activités non couvertes par le modèle interne ;
- à partir d'une ventilation des obligations en fonction de leur nature (obligations gouvernementales ou obligations d'entreprises) et de leur rating pour appliquer un choc de taux d'intérêt et de spread ;
- par l'application directe des chocs immobilier et actions aux poches d'actifs concernées ;
- par l'application de chocs aux actifs soumis au risque de change ;
- à partir du montant de bas de bilan pour le calcul du SCR défaut ;
- à partir du volume des primes pour le calcul du SCR relatif au risque opérationnel ;
- en plafonnant l'ajustement d'impôt par le montant des impôts différés au passif du bilan prudentiel net des éventuels impôts différés à l'actif.

<i>en k€</i>	2021	2020	Evolution 2021/2020
SCR Marché	406 925	383 343	+ 6%
SCR Souscription	979 514	853 556	+ 15%
SCR Défaut	28 785	24 548	+ 17%
BSCR	1 165 852	1 032 169	+ 13%
SCR Opérationnel	30 613	31 928	- 4%
Ajustement pour impôts	-221 022	-156 141	+ 42%
SCR	975 443	907 957	+ 7%

Le SCR est en hausse de 7 % entre 2020 et 2021.

La hausse du SCR de souscription sur les cautions de prêts aux particuliers est directement liée à l'évolution de l'encours et du Best Estimate : le cumul des provisions et du SCR correspondent à 2 % des encours.

Le SCR marché s'établit à 406,9 M€ au 31 décembre 2021, soit une hausse de 23 M€ (+ 6 %) comparé au 31 décembre 2020 à 383,3 M€. La hausse du SCR marché entre le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2020 est moins rapide que la hausse de la valeur de marché du portefeuille entre ces dates (+ 9 %), en raison des actions de réduction du risque mises en place : couverture actions, renforcement du poids des obligations souveraines.

5.2.2. Minimum de capital requis

Le MCR est calculé conformément à la réglementation. Il est déterminé à partir :

- Du volume de primes nettes de réassurance ;
- Du volume de provisions techniques nettes de réassurance ;
- Du capital de solvabilité requis.

<i>en k€</i>	2021	2020	Evolution 2021/2020
MCR	282 797	278 789	+ 1%

Le MCR est en hausse de 1 % entre 2020 et 2021, en lien avec l'accroissement de l'activité et la hausse des volumes de provisionnement.

5.3. Utilisation du sous-module risque action fondée sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis

La Compagnie n'utilise pas le sous-module « risque sur action » fondé sur la durée.

5.4. Différence entre la formule standard et le modèle interne utilisé

Description des diverses fins auxquelles l'entreprise utilise son modèle interne

Le modèle interne est utilisé pour évaluer le niveau du capital de solvabilité requis de la Compagnie. Il est également utilisé dans le processus d'évaluation du besoin global de solvabilité qui est intégré dans les prises de décision stratégique de la Compagnie.

L'évaluation du besoin global de solvabilité est réalisée annuellement dans le cadre de l'élaboration du budget ou du plan moyen terme, mais aussi lorsqu'une décision stratégique impactant de façon significative la solvabilité ou la performance de la Compagnie doit être arrêtée et notamment dans les cas suivants :

- évolution des accords avec les banques partenaires ;
- acquisition de portefeuille / opérations de croissance externe ;
- arrêt / cession d'une activité de la Compagnie ;
- détermination du programme annuel de réassurance ;
- évolution significative de l'allocation stratégique d'actif.

5.4.1. Description du champ du modèle interne en termes d'unités opérationnelles et de catégories de risques

La participation de la Compagnie aux différentes études d'impact proposées par l'ACPR lui a permis d'évaluer la pertinence des approches standards proposées pour l'évaluation de chacun des exigences en fonds propres réglementaires (SCR).

Il apparaît que les formules de calcul et la valeur des paramètres de la formule standard sont peu adaptées au risque spécifique d'assurance caution porté par la Compagnie notamment pour l'évaluation du risque de souscription.

En effet l'activité de cautionnement des prêts à l'habitat aux particuliers est peu représentée dans la branche crédit-caution au sein du marché européen de l'assurance non vie. Il est donc peu vraisemblable que les données de marché qui ont permis de calibrer les paramètres de la formule standard soient adaptées à la Compagnie.

Ainsi, la Compagnie a fait le choix de modéliser de manière interne le risque de souscription propre aux activités sur lesquelles elle dispose d'un historique de données suffisamment profond, en premier lieu celle des « cautions de crédit aux particuliers ».

Le découpage du risque de souscription en unités opérationnelles, tel qu'il est proposé dans la formule standard est pertinent sur les activités de cautions de crédit aux particuliers au regard des facteurs de risque de la Compagnie.

Risque de prime

Le risque de prime correspond aux défauts structurels liés à la qualité de crédit des contreparties garanties.

Dans le modèle interne, la Compagnie exprime l'assiette du risque en volume d'exposition au risque et l'analyse du risque se fonde sur les facteurs de fréquence des sinistres (probabilité de défaut, PD) et de sévérité du sinistre (perte en cas de défaut, LGD).

Risque de réserve

Le risque de réserve est principalement lié à l'incertitude sur le niveau de recouvrement à réaliser sur les sinistres déjà survenus plutôt que sur les sinistres à payer.

Les provisions techniques Best Estimate de réserves sur les cautions de prêts aux particuliers sont négatives, le risque serait de recouvrer moins que le niveau attendu.

Risque de rachat

Le risque de rachat est lié aux niveaux des remboursements anticipés sur les cautions de crédit ou au taux de renouvellement des contrats sur les cautions légales.

Le risque de rachat joue à la baisse sur les cautions de crédits aux particuliers. En effet en cas de remboursement anticipé plus faible que le niveau attendu, l'exposition au risque augmente.

En cas de hausse du taux de remboursement anticipé sur les crédits cautionnés, l'exposition au risque diminue.

Dans le modèle interne, le risque de rachat est donc plus à la baisse des taux de rachat qu'à la hausse.

Risque catastrophe

Le risque catastrophe est lié, d'une part à la composante conjoncturelle des défauts (risque catastrophe récession), et, d'autre part, au risque de défaut de masse (risque catastrophe individuelle).

Dans le modèle interne, la Compagnie exprime l'assiette du risque en volume d'exposition au risque et évalue le risque catastrophe individuel comme un défaut de masse sur une population spécifique (risque non mesuré dans la formule standard).

La Compagnie évalue le niveau du risque de récession pour répondre au niveau d'exigence globale fixée par le régulateur à s'avoir 2% des encours sous risque. Cette exigence se décompose en :

- Best Estimate de primes ;
- marge de risque ;
- SCR souscription (primes-réserve, rachat, Catastrophe individuelle, Catastrophe récession qui sera ajusté pour aboutir au 2%).

5.4.2. Technique utilisée pour intégrer le modèle interne à la formule standard

Le modèle interne porte uniquement sur le **risque de souscription** propre à l'activité des « **cautions de crédit aux particuliers** ».

Le SCR Souscription non-vie global de la Compagnie résulte de l'agrégation du risque de souscription des cautions de prêts aux particuliers avec celui des autres activités (calculé en formule standard).

5.4.3. Description des méthodes utilisées dans le modèle interne pour calculer la distribution de probabilité prévisionnelle et le capital de solvabilité requis

La Compagnie a recensé les facteurs de risque qui influent sur son niveau de risque de souscription (sinistralité, rachat, et recouvrement), tant en termes de fréquence que d'intensité et de sévérité. Elle utilise un programme de réassurance pour couvrir les pertes qui résultent de scénario extrême (comme celui du 2% des encours sous risque imposé par le régulateur).

Pour chacun des facteurs de risque, la Compagnie a utilisé des approches méthodologiques adaptées à son portefeuille pour la modélisation. Les SCR sont également évalués de manière adéquate au risque.

Modèle de probabilité de défaut

Dans le contexte de flux dépendant fortement de l'âge des prêts sur une longue période (jusqu'à extinction du portefeuille), les modèles de durée sont particulièrement adaptés car ils incorporent l'ancienneté des prêts de façon naturelle pour expliquer les sorties prématurées par défaut ou par rachat. On dispose ainsi facilement d'une structure par termes des probabilités de sorties.

Modélisation des recouvrements sur sinistre

Les recours sont modélisés à travers les taux de recouvrement en cas de défaut. Ils permettent de déterminer les montants de recouvrements réalisés sur les paiements de sinistres.

Les taux de recouvrements sur les sinistres en stock, différenciés par année de survenance, sont distingués des taux de recouvrements sur les sinistres futurs pour lesquels est modélisée une cadence commune pour toutes les années de survenance future.

Des ajustements « Point In Time² » en fonction de la conjoncture économique et/ou de l'évolution structurelle, peuvent également être appliqués aux cadences de recouvrement.

² « Point In Time » : meilleure estimation en date de clôture

Le modèle utilise :

- des cadences de taux de recouvrement moyennes pour le calcul des BE de sinistres et de primes en $t=0$;
- et aussi des distributions de cadences de taux de recouvrement simulées en première période et en moyenne conditionnellement à la première période pour les périodes ultérieures. Ces distributions sont utilisées pour le calcul des flux de première période et des BE des engagements en $t=1$.

Modélisation des probabilités de rachat

L'objectif du modèle de rachat est de fournir l'estimation des taux de rachat pour chaque année de projection et la volatilité associée à la distribution des taux de rachat de première année de projection. Il sera également utilisé dans le calcul de l'exposition sous risque (en nombre de prêts et en montant) pour chaque année de projection.

Une approche « scénario » est utilisée pour modéliser le rachat. Cela signifie qu'il ne s'agit pas d'une approche simulatoire et que seuls 2 scénarios possibles sont définis : un scénario central dans lequel les taux de rachats sont à un niveau Best Estimate et un scénario extrême dans lequel les taux de rachats sont à un niveau « quantile 0,05% ».

Le rachat structurel et le rachat conjoncturel sont traités séparément afin d'avoir un modèle réactif aux taux d'intérêts du marché.

Le rachat structurel est défini via l'incitation au rachat : un rachat de prêt sans aucune incitation (lorsque le TME est plus élevé aujourd'hui qu'au moment du prêt) est considéré comme étant structurel.

5.4.4. Méthodes de calcul du capital de solvabilité requis

Calcul du SCR de souscription

Le SCR souscription net de réassurance (composé des risques de primes, réserve, rachat et catastrophe) et la marge de risque associée sont obtenus en utilisant un algorithme itératif tel que :

1. La décomposition de l'exigence globale (Best Estimate de primes + marge de risque + fonds propres réglementaires) soit respectée pour la perte brute et la perte nette ;
2. La marge de risque soit une fonction des fonds propres réglementaires (SCR souscription).

SCR primes + réserves brut

SCR primes + réserves brut de réassurance

Le niveau de SCR s'obtient comme la différence entre la situation du bilan brut de réassurance en $t=0$ et la situation du bilan brut de réassurance en $t=1$, au quantile 0,5%, ramenée en date $t=0$.

SCR primes + réserves net de réassurance

Le niveau de SCR s'obtient comme la différence entre la situation du bilan net de réassurance en $t=0$ et la situation du bilan net de réassurance en $t=1$, au quantile 0,5%, ramenée en date $t=0$.

SCR rachat

SCR rachat brut de réassurance

Le SCR rachat correspond au besoin en capital nécessaire pour faire face à une dérive des taux de rachat sur les contrats offrant une possibilité de rachat anticipé avant la fin de la période de couverture ou de reconduction annuelle et unilatérale.

Le SCR rachat est calculé comme la variation de situation nette entre :

- le scénario central (déterministe) ;
- un scénario où les taux de rachats sont choqués entre 0 et 1 et à un niveau central au-delà de la première année 1.

SCR rachat net de réassurance

Le SCR rachat est évalué par une approche par scénario. La réassurance n'impacte pas le calcul du SCR rachat.

SCR catastrophe

SCR catastrophe brut de réassurance

Le SCR catastrophe brut est déduit du SCR souscription brut en inversant la formule d'agrégation des SCR primes-réserve brut, SCR rachat brut et SCR catastrophe brut.

SCR catastrophe net de réassurance

Le SCR catastrophe net est déduit du SCR souscription net en inversant la formule d'agrégation des SCR primes-réserve net, SCR rachat net et SCR catastrophe net.

Principales différences dans les méthodes et hypothèses sous-jacentes respectivement utilisées dans la formule standard et le modèle interne

Le modèle interne couvre le risque de souscription non vie de l'activité de caution de prêts aux particuliers. Les méthodes d'évaluation des risques utilisées sont différentes pour chacun des sous modules de risque du risque de souscription :

- risque de primes ;
- risque de réserves ;
- risque de rachat ;
- risque catastrophe.

Tous les autres modules de risque sont évalués par la formule standard :

- risque de marché ;
- risque de contrepartie ;
- risque de souscription sur les activités autres que la caution de prêts aux particuliers ;
- BSCR, ...

Principales différences dans l'évaluation du risque de prime

L'assiette du risque est exprimée en volume d'exposition au risque plutôt qu'en volume de primes non acquises comme dans la formule standard.

Dans le modèle interne, l'analyse du risque est fondée sur les facteurs de fréquence des sinistres (probabilité de défaut, PD) et de sévérité du sinistre (perte en cas de défaut, LGD) plutôt que sur la volatilité du loss ratio.

Une approche stochastique est utilisée dans le modèle interne plutôt qu'une approche par facteur.

Principales différences dans l'évaluation du risque de réserve

Le risque de réserve est lié à l'incertitude sur les recours attendus plutôt que sur les sinistres à payer.

Une approche stochastique (M&W par bootstrap) est utilisée dans le modèle interne plutôt qu'une approche par facteur.

Principales différences dans l'évaluation du risque de rachat

Dans le modèle interne, le risque de rachat joue à la baisse contrairement à la formule standard. Le risque de rachat est considéré comme inexistant (nul).

Les paramètres du risque de rachat sont différents.

En cas de hausse du taux de remboursement anticipé sur les crédits cautionnés, l'exposition au risque diminue.

Principales différences dans l'évaluation du risque catastrophe

Dans le modèle interne, l'assiette du risque est exprimée en volume d'exposition au risque plutôt qu'en volume de primes comme dans la formule standard.

Dans le modèle interne, la Compagnie évalue un risque de concentration sur une population spécifique et non sur les deux plus grosses expositions comme dans la formule standard.

5.4.5. Mesure de risque et horizon temporel

Le capital de solvabilité requis est calibré en prenant en compte tous les risques quantifiables auxquels l'entreprise est exposée. Il couvre le portefeuille en cours, ainsi qu'une année de nouvelle souscription sur les douze mois à venir.

Le capital de solvabilité requis correspond à la valeur en risque des fonds propres de base de l'entreprise, avec un niveau de confiance de 99,5% à l'horizon d'un an.

5.4.6. Nature et caractère approprié des données utilisées dans le modèle interne

Conformément à la directive Solvabilité II, la Compagnie a mis en place une politique et un dispositif de gestion de la qualité des données du modèle interne partiel permettant de satisfaire aux exigences de nature et de caractère approprié des données utilisées dans le modèle interne.

Aussi, les données internes de la Compagnie sont :

- enregistrées dans les bases de données utilisées par les directions opérationnelles (marchés et direction juridique et contentieux) pour l'activité d'octroi, de gestion des contrats, de gestion des sinistres et de gestion des débiteurs ;
- répliquées quotidiennement dans des bases de données utilisées pour les extractions statistiques ;
- déversées mensuellement dans les bases de risques décisionnelles utilisées par les équipes techniques et risques notamment l'équipe « modèle de scores et de solvabilité » pour l'application du modèle interne ;
- sauvegardées quotidiennement.

Un dispositif de gestion de la qualité des données (QDD) est mis en œuvre par la Compagnie sur le périmètre des données utilisées par le Modèle Interne Partiel (périmètre du marché des Particuliers). Il repose sur une approche globale et systématique :

- définition de la gouvernance du dispositif de gestion de la QDD
- élaboration d'une base documentaire portant sur l'ensemble des données et contrôles réalisés :
 - o dictionnaire recensant et détaillant l'ensemble des données du MIP ;
 - o registre listant tous les contrôles – qu'ils soient IT ou fonctionnels – opérés sur les

- données du MIP formalisant le cycle de vie des données du MIP ;
- programme de formation et supports de communication dédiés à Solvabilité II et à la QDD.
- conception d'outils de suivi et de pilotage du dispositif QDD :
 - indicateurs et tableau de bord de mesure et de suivi de la performance en termes de QDD ;
 - plans identifiant l'ensemble des actions contribuant à la QDD et suivant leur mise en œuvre et leurs résultats.
- articulation avec les autres dispositifs de la société concourant à la qualité des données (Programme d'Audit Interne et Plan de Continuité / Reprise d'Activité).

5.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis

La Compagnie couvre le minimum de capital requis et le capital de solvabilité requis.

5.6. Autres informations

6. ANNEXES

S.02.01.02 – Bilan économique.....	72
S.05.01.02 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité.....	74
S.05.02.01 – Primes, sinistres et dépenses par pays.....	74
S.12.01.02 – Provisions techniques vie et santé SLT.....	74
S.17.01.02 – Provisions techniques non vie.....	75
S.19.01.21 – Sinistres en non vie.....	77
S.22.01.21 – Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires.....	77
S.23.01.01 – Fonds propres.....	78
S.25.01.21 – Capital de solvabilité requis - pour les entreprises qui utilisent la formule standard.....	78
S.25.02.21 – Capital de solvabilité requis - pour les entreprises qui utilisent la formule standard et un modèle interne partiel.....	79
S.25.03.21 – Capital de solvabilité requis - pour les entreprises qui utilisent un modèle interne intégral.....	79
S.28.01.01 – Minimum de capital requis (MCR) - Activité d'assurance ou de réassurance vie uniquement ou activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement.....	80
S.28.02.01 – Minimum de capital requis (MCR) - Activités d'assurance ou de réassurance à la fois vie et non-vie.....	80

S.02.01.02 – Bilan économique

Assets		Solvency II value	Statutory accounts value
		C0010	C0020
Goodwill	R0010		0
Deferred acquisition costs	R0020		219 928 640
Intangible assets	R0030	0	33 993 825
Deferred tax assets	R0040	86 503 152	0
Pension benefit surplus	R0050	0	0
Property, plant & equipment held for own use	R0060	18 463 398	18 464 817
Investments (other than assets held for index-linked and unit-linked contracts)	R0070	3 527 900 279	3 328 903 873
Property (other than for own use)	R0080	18 896 779	10 044 396
Holdings in related undertakings, including participations	R0090	-1 820 812	-1 820 812
Equities	R0100	298 726 524	240 138 365
Equities - listed	R0110	296 289 010	237 622 362
Equities - unlisted	R0120	2 437 514	2 516 003
Bonds	R0130	2 408 821 201	2 306 045 463
Government Bonds	R0140	632 687 061	600 650 460
Corporate Bonds	R0150	1 776 134 140	1 705 395 003
Structured notes	R0160	0	0
Collateralised securities	R0170	0	0
Collective Investments Undertakings	R0180	793 919 488	766 158 038
Derivatives	R0190	9 357 100	8 338 424
Deposits other than cash equivalents	R0200	0	0
Other investments	R0210	0	0
Assets held for index-linked and unit-linked contracts	R0220	0	0
Loans and mortgages	R0230	0	0
Loans on policies	R0240	0	0
Loans and mortgages to individuals	R0250	0	0
Other loans and mortgages	R0260	0	0
Reinsurance recoverables from:	R0270	-196 543 225	15 532 351
Non-life and health similar to non-life	R0280	-196 543 225	15 532 351
Non-life excluding health	R0290	-196 543 225	15 532 351
Health similar to non-life	R0300	0	0
Life and health similar to life, excluding health and index-linked and unit-linked	R0310	0	0
Health similar to life	R0320	0	0
Life excluding health and index-linked and unit-linked	R0330	0	0
Life index-linked and unit-linked	R0340	0	0
Deposits to cedants	R0350	0	0
Insurance and intermediaries receivables	R0360	29 158 454	29 158 454
Reinsurance receivables	R0370	2 252 681	2 252 681
Receivables (trade, not insurance)	R0380	7 544 260	7 544 260
Own shares (held directly)	R0390	0	0
Amounts due in respect of own fund items or initial fund called up but not yet paid in	R0400	0	0
Cash and cash equivalents	R0410	112 942 001	112 942 001
Any other assets, not elsewhere shown	R0420	843 121	843 121
Total assets	R0500	3 589 064 121	3 769 564 023

Liabilities		Solvency II value	Statutory accounts value
		C0010	C0020
Technical provisions – non-life	R0510	1 505 339 841	2 627 954 149
Technical provisions – non-life (excluding health)	R0520	1 505 339 841	0
Technical provisions calculated as a whole	R0530	0	
Best Estimate	R0540	1 020 437 068	
Risk margin	R0550	484 902 774	
Technical provisions - health (similar to non-life)	R0560	0	0
Technical provisions calculated as a whole	R0570	0	
Best Estimate	R0580	0	
Risk margin	R0590	0	
Technical provisions - life (excluding index-linked and unit-linked)	R0600	0	0
Technical provisions - health (similar to life)	R0610	0	0
Technical provisions calculated as a whole	R0620	0	
Best Estimate	R0630	0	
Risk margin	R0640	0	
Technical provisions – life (excluding health and index-linked and unit-linked)	R0650	0	0
Technical provisions calculated as a whole	R0660	0	
Best Estimate	R0670	0	
Risk margin	R0680	0	
Technical provisions – index-linked and unit-linked	R0690	0	0
Technical provisions calculated as a whole	R0700	0	
Best Estimate	R0710	0	
Risk margin	R0720	0	
Other technical provisions	R0730		0
Contingent liabilities	R0740	0	0
Provisions other than technical provisions	R0750	555 340	555 340
Pension benefit obligations	R0760	4 163 130	4 163 130
Deposits from reinsurers	R0770	55 393	55 393
Deferred tax liabilities	R0780	307 525 449	0
Derivatives	R0790	0	0
Debts owed to credit institutions	R0800	0	0
Financial liabilities other than debts owed to credit institutions	R0810	0	0
Insurance & intermediaries payables	R0820	125 181 886	125 251 271
Reinsurance payables	R0830	5 251 376	5 251 376
Payables (trade, not insurance)	R0840	46 211 931	46 211 931
Subordinated liabilities	R0850	401 430 527	401 430 527
Subordinated liabilities not in Basic Own Funds	R0860	0	0
Subordinated liabilities in Basic Own Funds	R0870	401 430 527	401 430 527
Any other liabilities, not elsewhere shown	R0880	76 275	76 275
Total liabilities	R0900	2 395 791 148	3 210 949 392
Excess of assets over liabilities	R1000	1 193 272 973	558 614 630

S.05.01.02 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

		Line of Business for: non-life insurance and reinsurance obligations (direct business and accepted proportional reinsurance)									
		Medical expense insurance	Income protection insurance	Workers' compensation insurance	Motor vehicle liability insurance	Other motor insurance	Marine, aviation and transport insurance	Fire and other damage to property insurance	General liability insurance	Miscellaneous financial loss and proportional reinsurance	Credit and suretyship insurance
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0120	C0090
Premiums written											
Gross - Direct Business	R0110							9 751 112	4 743 059	1 940	646 334 650
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0120							-	-	-	4 446 599
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0130										
Reinsurers' share	R0140							5 341 651	2 596 736	969	57 526 731
Net	R0200							4 609 133	2 240 564	970	593 254 518
Premiums earned											
Gross - Direct Business	R0210							9 950 784	4 837 300	3 151	310 864 773
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0220							-	-	-	4 446 599
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0230										
Reinsurers' share	R0240							-	-	-	18 831
Net	R0300							9 950 784	4 837 300	3 151	315 330 204
Claims incurred											
Gross - Direct Business	R0310							8 215 238	4 350 247	-	24 746 753
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0320							-	-	-	-
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0330										
Reinsurers' share	R0340							4 102 864	2 172 522	-	1 135 366
Net	R0400							4 112 374	2 177 725	-	23 611 388
Changes in other technical provisions											
Gross - Direct Business	R0410										-
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0420										-
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0430										
Reinsurers' share	R0440										-
Net	R0500										-
Expenses incurred											
Administrative expenses											
Gross - Direct Business	R0610										14 787 249
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0620										
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0630										
Reinsurers' share	R0640										
Net	R0700										14 787 249
Investment management expenses											
Gross - Direct Business	R0710										6 468 424
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0720										
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0730										
Reinsurers' share	R0740										
Net	R0800										6 468 424
Claims management expenses											
Gross - Direct Business	R0810										18 766 466
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0820										
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0830										
Reinsurers' share	R0840										
Net	R0900										18 766 466
Acquisition expenses											
Gross - Direct Business	R0910										75 323 236
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0920										
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0930										
Reinsurers' share	R0940										2 588 716
Net	R1000										72 734 519
Overhead expenses											
Gross - Direct Business	R1010										38 352 663
Gross - Proportional reinsurance accepted	R1020										
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R1030										
Reinsurers' share	R1040										
Net	R1100										38 352 663
Other expenses											
Net	R1200										
Total expenses	R1300										

S.05.02.01 – Primes, sinistres et dépenses par pays

Non applicable

S.12.01.02 – Provisions techniques vie et santé SLT

Non applicable

S.17.01.01 – Provisions techniques non vie

		Direct business and accepted proportional reinsurance											
		Medical expense insurance	Income protection insurance	Workers' compensation insurance	Motor vehicle liability insurance	Other motor insurance	Marine, aviation and transport insurance	Fire and other damage to property insurance	General liability insurance	Credit and suretyship insurance	Legal expenses insurance	Assistance	Miscellaneous financial loss
		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130
Technical provisions calculated as a whole	R0010												
Direct business	R0020												
Accepted proportional reinsurance business	R0030												
Accepted non-proportional reinsurance	R0040												
Total Recoverables from reinsurance/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default associated to TP calculated as a whole	R0050												
Technical provisions calculated as a sum of BE and RM													
Best estimate													
Premium provisions													
Gross - Total	R0060							95 672	67 418	1 092 848 712			5 365 549
Gross - direct business	R0070							95 672	67 418	1 092 848 712			5 365 549
Gross - accepted proportional reinsurance business	R0080												
Gross - accepted non-proportional reinsurance business	R0090												
Total recoverable from reinsurance/SPV and Finite Re before the adjustment for expected losses due to counterparty default	R0100												
Recoverables from reinsurance (except SPV and Finite Reinsurance) before adjustment for expected losses	R0110							231 066,14	99 587	206 060 208			59
Recoverables from SPV before adjustment for expected losses	R0120							231 066	99 587	206 060 208			59
Recoverables from Finite Reinsurance before adjustment for expected losses	R0130												
Total recoverable from reinsurance/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default	R0140							231 066	99 587	206 061 794			59
Net Best Estimate of Premium Provisions	R0150							326 738	167 005	1 298 910 506			5 365 608
Claims provisions													
Gross - Total	R0160							11 289 462	7 859 360	97 089 106			0
Gross - direct business	R0170							11 289 462	7 859 360	97 089 106			0
Gross - accepted proportional reinsurance business	R0180												
Gross - accepted non-proportional reinsurance business	R0190												
Total recoverable from reinsurance/SPV and Finite Re before the adjustment for expected losses due to counterparty default	R0200							4 180 363	3 197 866	2 479 552			-
Recoverables from reinsurance (except SPV and Finite Reinsurance) before adjustment for expected losses	R0210							4 180 363	3 197 866	2 479 552			-
Recoverables from SPV before adjustment for expected losses	R0220												
Recoverables from Finite Reinsurance before adjustment for expected losses	R0230												
Total recoverable from reinsurance/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses	R0240							4 176 232	3 194 587	2 478 462			-
Net Best Estimate of Claims Provisions	R0250							7 113 230	4 664 773	99 567 568			0
Total Best estimate - gross	R0260							11 385 134	7 926 778	995 759 606			5 365 549
Total Best estimate - net	R0270							7 439 968	4 831 777	1 199 342 938			5 365 608
Risk margin	R0280							5 410 116	3 766 736	473 176 260			2 549 662
Amount of the transitional on Technical Provisions													
TP as a whole	R0290												
Best estimate	R0300												
Risk margin	R0310												
Technical provisions - total													
Technical provisions - total	R0320							16 795 250	11 693 514	1 468 935 866			7 915 211
Recoverable from reinsurance contract/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default - total	R0330							3 945 166	3 095 001	203 583 332			59
Technical provisions minus recoverables from reinsurance/SPV and Finite Re - total	R0340							12 850 084	8 598 513	1 672 519 198			7 915 270
Line of Business: further segmentation (Homogeneous Risk Groups)													
Premium provisions - Total number of homogeneous risk groups	R0350							1	1	10			1
Claims provisions - Total number of homogeneous risk groups	R0360							1	1	10			1
Cash-flows of the Best estimate of Premium Provisions (Gross)													
Cash out-flows													
Future benefits and claims	R0370							116 032	60 158	-			844
Future expenses and other cash-out flows	R0380							26 788	13 310	-			5 366 093
Cash in-flows													
Future premiums	R0390									-			1 214
Other cash-in flows (incl. Recoverable from salvages and subrogations)	R0400							47 147	6 050	-			174
Cash-flows of the Best estimate of Claims Provisions (Gross)													
Cash out-flows													
Future benefits and claims	R0410							14 096 541	7 109 154	-			-
Future expenses and other cash-out flows	R0420							2 928 736	1 463 627	-			-
Cash in-flows													
Future premiums	R0430									-			-
Other cash-in flows (incl. Recoverable from salvages and subrogations)	R0440							5 735 815	713 421	-			0
Percentage of gross Best Estimate calculated using approximations	R0450												
Best estimate subject to transitional of the interest rate	R0460												
Technical provisions without transitional on interest rate	R0470												
Best estimate subject to volatility adjustment	R0480												
Technical provisions without volatility adjustment and without others transitional measures	R0490												

		accepted non-proportional reinsurance				Total Non-Life obligation
		Non-proportional health reinsurance	Non-proportional casualty reinsurance	Non-proportional marine, aviation and transport reinsurance	Non-proportional property reinsurance	
		C0140	C0150	C0160	C0170	C0180
Technical provisions calculated as a whole	R0010					
Direct business	R0020					
Accepted proportional reinsurance business	R0030					
Accepted non-proportional reinsurance	R0040					
Total Recoverables from reinsurance/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default associated to TP calculated as a whole	R0050					
Technical provisions calculated as a sum of BE and RM						
Best estimate						
Premium provisions						
Gross - Total	R0060					1 098 377 351
Gross - direct business	R0070					1 098 377 351
Gross - accepted proportional reinsurance business	R0080					
Gross - accepted non-proportional reinsurance business	R0090					
Total recoverable from reinsurance/SPV and Finite Re before the adjustment for expected losses due to counterparty default	R0100					- 206 390 920
<i>Recoverables from reinsurance (except SPV and Finite Reinsurance) before adjustment for expected losses</i>	R0110					- 206 390 920
<i>Recoverables from SPV before adjustment for expected losses</i>	R0120					
<i>Recoverables from Finite Reinsurance before adjustment for expected losses</i>	R0130					
Total recoverable from reinsurance/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default	R0140					- 206 392 507
Net Best Estimate of Premium Provisions	R0150					1 304 769 858
Claims provisions						
Gross - Total	R0160					- 77 940 284
Gross - direct business	R0170					- 77 940 284
Gross - accepted proportional reinsurance business	R0180					
Gross - accepted non-proportional reinsurance business	R0190					
Total recoverable from reinsurance/SPV and Finite Re before the adjustment for expected losses due to counterparty default	R0200					9 857 781
<i>Recoverables from reinsurance (except SPV and Finite Reinsurance) before adjustment for expected losses</i>	R0210					9 857 781
<i>Recoverables from SPV before adjustment for expected losses</i>	R0220					
<i>Recoverables from Finite Reinsurance before adjustment for expected losses</i>	R0230					
Total recoverable from reinsurance/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default	R0240					9 849 281
Net Best Estimate of Claims Provisions	R0250					- 87 789 565
Total Best estimate - gross	R0260					1 020 437 068
Total Best estimate - net	R0270					1 216 980 293
Risk margin	R0280					484 902 774
Amount of the transitional on Technical Provisions						
TP as a whole	R0290					
Best estimate	R0300					
Risk margin	R0310					
Technical provisions - total						
Technical provisions - total	R0320					1 505 339 841
Recoverable from reinsurance contract/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default - total	R0330					- 196 543 225,2
Technical provisions minus recoverables from reinsurance/SPV and Finite Re- total	R0340					1 701 883 066
Line of Business: further segmentation (Homogeneous Risk Groups)						
Premium provisions - Total number of homogeneous risk groups	R0350					
Claims provisions - Total number of homogeneous risk groups	R0360					
Cash-flows of the Best estimate of Premium Provisions (Gross)						
Cash out-flows						
Future benefits and claims	R0370					177 034
Future expenses and other cash-out flows	R0380					5 406 191
Cash in-flows						
Future premiums	R0390					1 214
Other cash-in flows (incl. Recoverable from salvages and subrogations)	R0400					53 372
Cash-flows of the Best estimate of Claims Provisions (Gross)						
Cash out-flows						
Future benefits and claims	R0410					21 205 696
Future expenses and other cash-out flows	R0420					4 392 363
Cash in-flows						
Future premiums	R0430					-
Other cash-in flows (incl. Recoverable from salvages and subrogations)	R0440					6 449 237
Percentage of gross Best Estimate calculated using approximations	R0450					
Best estimate subject to transitional of the interest rate	R0460					
Technical provisions without transitional on interest rate	R0470					
Best estimate subject to volatility adjustment	R0480					
Technical provisions without volatility adjustment and without others transitional measures	R0490					

Compagnie Européenne de Garanties et Cautions

S.19.01.21 – Sinistres en non vie

Gross Claims Paid (non-cumulative)

(absolute amount)

Year		Development year															In Current year	Sum of years (cumulative)	
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14			15 & +
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150			C0160
Prior	R0100																		
N-14	R0110	2 225 171	7 034 173	30 924 974	22 033 396	4 217 155	3 895 760	7 640 906	5 901 119	4 914 090	2 026 997	3 197 949	- 4 335 835	- 2 376 989	- 2 308 378	- 2 943 314	-	-	
N-13	R0120	822 049	10 662 232	16 999 289	14 616 157	13 817 161	15 926 832	9 759 733	5 712 506	- 994 612	4 438 642	- 1 009 477	- 572 440	- 4 630 209	- 1 443 704		-	-	
N-12	R0130	1 590 432	11 254 845	10 648 075	9 526 447	9 610 561	4 984 837	4 109 462	- 660 608	4 282 551	- 367 815	684 054	- 2 815 003	- 1 420 754			-	-	
N-11	R0140	1 685 987	6 239 227	8 483 488	13 632 121	13 484 333	6 477 204	4 655 449	2 001 030	2 301 175	- 530 660	- 3 937 892	- 3 141 490				-	-	
N-10	R0150	1 143 466	3 636 126	15 188 962	14 163 859	10 427 617	6 979 636	8 320 729	2 020 282	322 794	- 7 318 012	- 1 106 305					-	-	
N-9	R0160	7 149 913	13 890 513	9 730 709	19 042 724	4 776 951	9 949 100	862 372	224 084	4 168 079	180 301						-	-	
N-8	R0170	242 407	6 170 636	11 074 299	8 479 599	9 453 428	7 409 890	6 566 182	- 1 052 068	733 007							-	-	
N-7	R0180	245 825	6 319 417	5 485 943	11 048 955	5 109 951	7 358 597	- 1 074 099	192 961								-	-	
N-6	R0190	262 932	4 461 300	12 212 284	9 023 219	7 134 534	2 405 121	3 310 540									-	-	
N-5	R0200	523 682	4 389 906	9 762 084	11 143 539	2 043 329	11 133 549										-	-	
N-4	R0210	338 698	6 778 460	18 007 026	7 332 789	11 559 667											-	-	
N-3	R0220	1 435 141	7 283 599	10 863 612	17 899 058												-	-	
N-2	R0230	433 284	3 692 358	18 901 607													-	-	
N-1	R0240	32 837	7 095 216														-	-	
N	R0250	973 227															-	-	
																	60 457 554	656 431 464	

Gross undiscounted Best Estimate Claims Provisions

(absolute amount)

		Development year															Year end (discounted data)	
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		15 & +
		C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300	C0310	C0320	C0330	C0340		C0350
Prior	R0100																	
N-14	R0110																	
N-13	R0120															1 668 884		1 673 734
N-12	R0130																	4 962 212
N-11	R0140																	6 711 008
N-10	R0150																	6 135 028
N-9	R0160											- 10 952 466						10 984 293
N-8	R0170										- 11 998 915							12 033 783
N-7	R0180									- 12 290 375								12 326 091
N-6	R0190																	6 167 581
N-5	R0200							- 10 980 939										11 012 849
N-4	R0210					- 11 085 585												11 117 599
N-3	R0220				- 8 432 267													8 456 771
N-2	R0230			- 7 092 182														7 112 791
N-1	R0240			- 5 530 606														5 546 678
N	R0250		1 220 634															1 224 181
		257 289																258 037
																		99 411 332

S.22.01.21 – Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

Non applicable

S.23.01.01 – Fonds propres

		Total	Tier 1 - unrestricted	Tier 1 - restricted	Tier 2	Tier 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Basic own funds before deduction for participations in other financial sector as foreseen in article 68 of Delegated Regulation 2015/35						
Ordinary share capital (gross of own shares)	R0010	235 996 002	235 996 002			
Share premium account related to ordinary share capital	R0030	76 027 214	76 027 214			
Initial funds, members' contributions or the equivalent basic own - fund item for mutual and mutual-type undertakings	R0040	0	0			
Subordinated mutual member accounts	R0050	0				
Surplus funds	R0070	0	0			
Preference shares	R0090	0				
Share premium account related to preference shares	R0110	0				
Reconciliation reserve	R0130	809 614 863	809 614 863			
Subordinated liabilities	R0140	401 430 527			401 430 527	
An amount equal to the value of net deferred tax assets	R0160	0				
Other own fund items approved by the supervisory authority as basic own funds not specified above	R0180	0	0			
Own funds from the financial statements that should not be represented by the reconciliation reserve and do not meet the criteria to be classified as Solvency II own funds						
Own funds from the financial statements that should not be represented by the	R0220					
Deductions						
Deductions for participations in financial and credit institutions	R0230					
Total basic own funds after deductions	R0290	1 523 068 607	1 121 638 080	0	401 430 527	0
Ancillary own funds						
Unpaid and uncalled ordinary share capital callable on demand	R0300					
Unpaid and uncalled initial funds, members' contributions or the equivalent basic own fund item for mutual and mutual - type undertakings, callable on demand	R0310					
Unpaid and uncalled preference shares callable on demand	R0320					
A legally binding commitment to subscribe and pay for subordinated liabilities on demand	R0330					
Letters of credit and guarantees under Article 96(2) of the Directive 2009/138/EC	R0340					
Letters of credit and guarantees other than under Article 96(2) of the Directive 2009/138/EC	R0350					
Supplementary members calls under first subparagraph of Article 96(3) of the Directive 2009/138/EC	R0360					
Supplementary members calls - other than under first subparagraph of Article 96(3) of the Directive 2009/138/EC	R0370					
Other ancillary own funds	R0390					
Total ancillary own funds	R0400					
Available and eligible own funds						
Total available own funds to meet the SCR	R0500	1 523 068 607	1 121 638 080	0	401 430 527	
Total available own funds to meet the MCR	R0510	1 523 068 607	1 121 638 080	0	401 430 527	
Total eligible own funds to meet the SCR	R0540	1 523 068 607	1 121 638 080	0	401 430 527	
Total eligible own funds to meet the MCR	R0550	1 178 197 382	1 121 638 080	0	56 559 302	
SCR	R0580	975 442 751				
MCR	R0600	282 796 511				
Ratio of Eligible own funds to SCR	R0620	156,14%				
Ratio of Eligible own funds to MCR	R0640	416,62%				

		C0060
Reconciliation reserve		
Excess of assets over liabilities	R0700	1 193 272 973
Own shares (held directly and indirectly)	R0710	
Foreseeable dividends, distributions and charges	R0720	71 634 893
Other basic own fund items	R0730	312 023 216
Adjustment for restricted own fund items in respect of matching adjustment	R0740	
Reconciliation reserve	R0760	809 614 863
Expected profits		
Expected profits included in future premiums (EPIFP) - Life business	R0770	
Expected profits included in future premiums (EPIFP) - Non- life business	R0780	
Total Expected profits included in future premiums (EPIFP)	R0790	

S.25.01.21 – Capital de solvabilité requis - pour les entreprises qui utilisent la formule standard

Non applicable

S.25.02.21 – Capital de solvabilité requis - pour les entreprises qui utilisent la formule standard et un modèle interne partiel

Unique number of component	Components description	Calculation of the Solvency Capital Requirement	Allocation from adjustments due to RFF and Matching adjustments portfolios	Consideration of the future management actions regarding technical provisions and/or deferred taxes	Amount modelled
C0010	C0020	C0030	C0050	C0060	C0070
1	SCR Marché	406 924 921	-	4	-
2	SCR Défaut	28 784 826	-	4	-
5	SCR Souscription	979 514 230	-	4	761 364 511
7	SCR Opérationnel	30 613 112	-	4	-
9	Ajustement pour impôt	- 221 022 298	-	4	-

Calculation of Solvency Capital Requirement		C0100
Total undiversified components	R0110	1 224 814 791
Diversification	R0060	- 249 372 040
Adjustment due to RFF/MAP nSCR aggregation	R0120	-
Capital requirement for business operated in accordance with Art. 4 of Directive 2003/41/EC	R0160	-
Solvency capital requirement excluding capital add-on	R0200	975 442 751
Capital add-ons already set	R0210	-
Solvency capital requirement	R0220	975 442 751
Other information on SCR		
Amount/estimate of the overall loss-absorbing capacity of technical provisions	R0300	-
Amount/estimate of the overall loss-absorbing capacity of deferred taxes	R0310	- 221 022 298
Capital requirement for duration-based equity risk sub-module	R0400	-
Total amount of Notional Solvency Capital Requirements for remaining part	R0410	-
Total amount of Notional Solvency Capital Requirement for ring fenced funds	R0420	-
Total amount of Notional Solvency Capital Requirement for matching adjustment portfolios	R0430	-
Diversification effects due to RFF nSCR aggregation for article 304	R0440	-
Method used to calculate the adjustment due to RFF/MAP nSCR aggregation	R0450	1
Net future discretionary benefits	R0460	-

S.25.03.21 – Capital de solvabilité requis - pour les entreprises qui utilisent un modèle interne intégral

Non applicable

S.28.01.01 – Minimum de capital requis (MCR) - Activité d'assurance ou de réassurance vie uniquement ou activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement**Linear formula component for non-life insurance and reinsurance obligations**

		C0010	
MCRNL Result	R0010	282 796 511	
		Net (of reinsurance/SPV) best estimate and TP calculated as a whole	Net (of reinsurance) written premiums in the last 12 months
		C0020	C0030
Medical expense insurance and proportional reinsurance	R0020	0	0
Income protection insurance and proportional reinsurance	R0030	0	0
Workers' compensation insurance and proportional reinsurance	R0040	0	0
Motor vehicle liability insurance and proportional reinsurance	R0050	0	0
Other motor insurance and proportional reinsurance	R0060	0	0
Marine, aviation and transport insurance and proportional reinsurance	R0070	0	0
Fire and other damage to property insurance and proportional reinsurance	R0080	7 439 968	6 350 723
General liability insurance and proportional reinsurance	R0090	4 831 777	3 105 195
Credit and suretyship insurance and proportional reinsurance	R0100	1 199 342 936	596 765 414
Legal expenses insurance and proportional reinsurance	R0110	0	0
Assistance and proportional reinsurance	R0120	0	0
Miscellaneous financial loss insurance and proportional reinsurance	R0130	5 365 608	1 648
Non-proportional health reinsurance	R0140	0	0
Non-proportional casualty reinsurance	R0150	0	0
Non-proportional marine, aviation and transport reinsurance	R0160	0	0
Non-proportional property reinsurance	R0170	0	0

Linear formula component for life insurance and reinsurance obligations

		C0040	
MCRL Result	R0200	0	
		Net (of reinsurance/SPV) best estimate and TP calculated as a whole	Net (of reinsurance/SPV) total capital at risk
		C0050	C0060
Obligations with profit participation - guaranteed benefits	R0210	0	
Obligations with profit participation - future discretionary benefits	R0220	0	
Index-linked and unit-linked insurance obligations	R0230	0	
Other life (re)insurance and health (re)insurance obligations	R0240	0	
Total capital at risk for all life (re)insurance obligations	R0250		0

Overall MCR calculation

		C0070
Linear MCR	R0300	282 796 511
SCR	R0310	975 442 751
MCR cap	R0320	438 949 238
MCR floor	R0330	243 860 688
Combined MCR	R0340	282 796 511
Absolute floor of the MCR	R0350	3 200 000

		C0070
Minimum Capital Requirement	R0400	282 796 511

S.28.02.01 – Minimum de capital requis (MCR) - Activités d'assurance ou de réassurance à la fois vie et non-vie

Non applicable

7. GLOSSAIRE

Administrative Management or Supervisory Body (AMSB) : organe d'administration, de gestion ou de contrôle défini dans la directive Solvabilité II comme l'organe de gouvernance des sociétés d'assurance, correspondant pour la Compagnie au Conseil d'Administration et à la direction générale.

Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) : autorité française de supervision pour les secteurs des assurances et des banques.

Besoin global de solvabilité (BGS) : niveau de capitaux propres requis estimé dans le cadre de l'ORSA et intégrant le profil de risques identifié, l'appétence aux risques définie et les orientations stratégiques établies dans le cadre des projections.

Best Estimate (BE) ou meilleure estimation : valeur économique des passifs d'assurance calculée sous Solvabilité II.

Basic Solvency Capital Requirement (BSCR) : capital de solvabilité requis de base.

Directive Solvabilité II ou « Solvabilité II » ou « Solvency II » : directive 2009/138/CE du Parlement européen et du conseil du 25 novembre 2009, est une réforme réglementaire européenne du monde de l'assurance. Son objectif est de mieux adapter les fonds propres exigés des compagnies d'assurance et de réassurance aux risques que celles-ci encourent dans leur activité. Cette directive est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

European Insurance and Occupational Pensions Authority (EIOPA) : autorité de régulation européenne des sociétés d'assurances et des fonds de pension.

Fonctions clés : quatre fonctions clés définies par la directive Solvabilité II (fonction d'audit interne, fonction actuarielle, fonction de gestion des risques, fonction de vérification de la conformité). Ces fonctions sont considérées comme stratégiques dans la gestion des risques, et les responsables de ces fonctions doivent respecter les exigences en matière de compétence et d'honorabilité.

Fonds propres éligibles à la couverture du MCR : correspondent à la somme des fonds propres *Tier 1* et *Tier 2* éligibles à la couverture du MCR. Dans ce cadre, les fonds propres *Tier 1* restreint sont limités à 20% des fonds propres *Tier 1* totaux, et les fonds propres *Tier 2* sont limités à 20% du MCR. Les fonds propres *Tier 3* ne sont pas autorisés en couverture du MCR.

Fonds propres éligibles à la couverture du SCR : correspondent à la somme des fonds propres *Tier 1*, *Tier 2* et *Tier 3* éligibles à la couverture du SCR. Dans ce cadre, les fonds propres *Tier 1* restreint sont limités à 20% des fonds propres *Tier 1* totaux, les fonds propres *Tier 2* et *Tier 3* sont limités à 50% du SCR, et les fonds propres *Tier 3* sont limités à 15% du SCR.

Fonds propres *Tier 1* non restreint : correspondent aux fonds propres classés en *Tier 1* hors dettes subordonnées, qui se calculent en additionnant le capital social, les primes d'émission, de fusion et d'apport, et la réserve de réconciliation minorée des fonds propres non-fongibles.

Fonds propres *Tier 1* restreint : correspondent aux dettes subordonnées classées en *Tier 1*, y compris *grandfathering* des dettes subordonnées perpétuelles émises avant l'entrée en vigueur de Solvabilité II.

Fonds propres *Tier 2* : correspondent aux dettes subordonnées classées en *Tier 2*, y compris *grandfathering* des dettes subordonnées datées émises avant l'entrée en vigueur de Solvabilité II.

Fonds propres *Tier 3* : correspondent aux dettes subordonnées classées en *Tier 3*, ainsi qu'aux éventuels impôts différés actifs nets classés en *Tier 3*.

Formule standard : Cette formule est l'expression mathématique générique des calculs sous Solvabilité II proposé par l'EIOPA.

Embedded Value : évaluation de la valeur d'une compagnie d'assurance, qui se décompose en actif net réévalué (ANR) et valeur d'in-force (VIF), à savoir la valeur des contrats d'assurance en portefeuille à la date d'évaluation, déterminée selon une méthodologie d'évaluation des actifs et des passifs cohérente avec le marché. Cet indicateur est net d'intérêts minoritaires.

Minimum Capital Requirement (MCR) ou minimum de capital requis : minimum de fonds propres de base éligibles d'un assureur, défini par la directive Solvabilité II comme un niveau de risque inacceptable pour la protection des assurés et des bénéficiaires. Lorsque le montant des fonds propres de base éligibles devient inférieur au MCR, l'agrément de l'assureur lui est retiré s'il n'est pas capable de ramener rapidement ce montant au niveau du MCR.

Own Risk and Solvency Assessment (ORSA) : évaluation interne à la compagnie d'assurance des risques et de la solvabilité. Ensemble des processus et des procédures permettant d'identifier, évaluer, surveiller, gérer et communiquer l'ensemble des risques d'une compagnie d'assurance, à court et long termes, ainsi que de déterminer les fonds propres nécessaires à la couverture de tous ces risques. L'ORSA est un outil d'appréciation des risques utilisé pour définir la stratégie de l'entreprise. Il se traduit entre autres par une évaluation de l'ensemble des risques de façon quantitative et qualitative. Il donne lieu à un rapport ORSA validé par le Conseil d'Administration.

Quantitative Reporting Templates (QRT) : *reporting* réglementaire de Solvabilité II sous forme d'états quantitatifs à destination du superviseur et/ou du public produits avec une fréquence trimestrielle.

Risk Margin (RM) ou marge de risque : ajustement pour risque explicite, au titre des effets de l'incertitude sur le montant et la date de sortie des flux de trésorerie. Dans l'évaluation des passifs d'assurance, la marge de risque est un montant complémentaire au *Best Estimate*.

Solvency Capital Requirement (SCR) ou capital de solvabilité requis : niveau de fonds propres éligibles permettant à un assureur d'absorber des pertes significatives, et donnant une assurance raisonnable que les engagements envers les assurés et les bénéficiaires seront honorés lorsqu'ils seront dus. Le SCR est défini par la directive Solvabilité II comme la valeur à risque (« *value-at-risk* ») des fonds propres de base de l'assureur, avec un niveau de confiance de 99,5% à horizon un an.

SFCR (Solvency and Financial Condition Report) : rapport annuel sur la solvabilité et la situation financière d'une compagnie d'assurance à destination du public, prévu par la directive Solvabilité II.

Solvabilité : capacité d'un assureur à honorer ses engagements envers ses assurés, mais aussi à maintenir une activité pérenne et rentable.

Solvabilité II : règles européennes garantissant la solvabilité des sociétés d'assurances. Solvabilité II a pour ambition d'adapter le niveau des capitaux propres aux risques réels auxquels elles sont exposées. Elle repose sur une directive-cadre adoptée en 2009 (directive 2009/138/CE) et sur des mesures d'application.

Taux de couverture du MCR : se calcule en divisant les fonds propres éligibles à la couverture du MCR par le MCR. Cet indicateur permet de mesurer la solvabilité pondérée par les risques : plus le taux de couverture du MCR est élevé, plus l'assureur est en mesure d'absorber des pertes potentielles.

Taux de couverture du SCR : se calcule en divisant les fonds propres éligibles à la couverture du SCR par le SCR. Cet indicateur permet de mesurer la solvabilité pondérée par les risques : plus le taux de couverture du SCR est élevé, plus l'assureur est en mesure d'absorber des pertes potentielles.

Valeur de marché : valeur d'un actif sur les marchés financiers.

Volatilité : mesure de l'ampleur des variations d'un indicateur sur une échelle de temps, par exemple le cours d'un actif financier. Elle sert par exemple de paramètre à la quantification du risque de variation du prix d'un actif financier.

Tour Kupka B
16 rue Hoche
TSA 39999
92919 La Défense Cedex
Tél. : + 33 1 58 19 85 85
www.c-garanties.com

La Compagnie Européenne de Garanties et Cautions est une filiale de BPCE



Compagnie Européenne de Garanties et Cautions - 16, rue Hoche - Tour Kupka B - TSA 39999 - 92919 La Défense Cedex - Téléphone : +33 1 58 19 85 85
Société anonyme au capital de 235 996 002 euros - Entreprise régie par le Code des Assurances - 382 506 079 RCS Nanterre - APE 6512 Z - TVA : FR 04 382 506 079